

FACULTÉ DE DROIT DE MONTPELLIER

ÉVOLUTION
DE LA
PROPRIÉTÉ FONCIÈRE EN ÉGYPTÉ
DANS L'ANTIQUITÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le juillet 1899

PAR

HUSSEIN HASSAN

MONTPELLIER

IMPRIMERIE SERRE ET ROUMÉGOUS, RUE VIEILLE-INTENDANCE, 5

—
1899

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT EN DROIT

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. VIGIÉ, Doyen, Professeur de Droit civil, chargé du cours d'Enregistrement.

BRÉMOND, Assesseur, Professeur de Droit administratif.

GIDE, Professeur d'Économie politique, en congé.

LAURENS, Professeur de Droit civil, en congé.

GLAIZE, Professeur de Procédure civile, chargé du cours de Voies d'exécution et de Législation financière.

LABORDE, Professeur de Droit criminel, chargé du cours de Législation et Économie industrielles.

CHARMONT, Professeur de Droit civil, chargé du cours de Droit civil dans ses rapports avec le Notariat.

CHAUSSE, Professeur de Droit romain, chargé du cours de Pandectes.

MEYNIAL, Professeur d'Histoire de Droit.

BARDE, professeur de Droit constitutionnel.

DECLAREUIL, Professeur de Droit romain, chargé du cours d'Histoire du Droit public français.

VALÉRY, professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit international privé.

PERREAU, Agrégé, chargé d'un cours de Droit civil approfondi et d'un cours complémentaire de Droit civil.

BROUILHET, chargé d'un cours d'Économie politique.

GARIEL, chargé d'un cours d'Économie politique et du cours d'Histoire des doctrines économiques.

MOYE, chargé des cours de Droit international public.

LÉVY ULLMANN, chargé d'un cours de Droit civil.

GIRAUD, Secrétaire.

MEMBRES DU JURY:

MM. MEYNIAL, Professeur, *Président*.

VALÉRY, Professeur, {
MOYE, chargé de cours, { *Assesseurs*,

FACULTÉ DE DROIT DE MONTPELLIER

ÉVOLUTION
DE LA
PROPRIÉTÉ FONCIÈRE EN ÉGYPTÉ
DANS L'ANTIQUITÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le juillet 1899

PAR

HUSSEIN HASSAN



MONTPELLIER

IMPRIMERIE SERRE ET ROUMÉGOUS, RUE VIEILLE-INTENDANCE, 5

1899

A Son Altesse ABBAS PACHA II

KHÉDIVE D'ÉGYPTE

MONSEIGNEUR,

Vous m'accuserez sans doute d'une grande témérité d'oser vous dédier cet humble ouvrage qui est le fruit de toutes mes études, mais qui se ressent peut-être de toutes les imperfections d'une jeunesse encore inexpérimentée.

Cependant la bienveillance que vos augustes aïeux ont prodiguée à tous ceux qui se sont occupés de ressusciter les institutions de l'ancienne Égypte et la protection sans borne que vous ne cessez de leur accorder, m'ont stimulé à m'intéresser à la science juridique telle qu'elle fut conçue par les pharaons, et à essayer de dégager l'histoire d'une de ses principales branches.

Je ne sais si mes efforts seront couronnés de succès, mais ils guideront toujours ceux qui voudront s'occuper

de la même matière et la perfectionner. Aussi j'espère
que vous daignerez faire bon accueil à ce travail lent et
laborieux qui résume quelques années de vie studieuse
et qui est un hommage de reconnaissance de

Votre fidèle et dévoué serviteur,

HUSSEIN HASSAN.

Montpellier, le 2 juillet 1899.

ÉVOLUTION

DE

LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE EN ÉGYPTÉ

DANS L'ANTIQUITÉ

INTRODUCTION

LA VALLÉE DU NIL. — LES ÉGYPTIENS, LEUR
ORIGINE. — LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

L'Égypte est un « don du Nil » (1), telle est résumée dans sa simplicité la plus naïve, dans son expression la plus étroite, une de ces vérités propres que les savants ont cherché à démontrer bien longtemps après le grand historien grec et dont ils sont parvenus à résoudre le

(1) Hérodote, II, ch. 1 et 7.

problème. Hérodote voulait dire par là que le sol de l'Égypte devait sa fertilité renommée aux eaux boueuses du fleuve qui vient y déposer annuellement son engrais fécondant ; mais nos chercheurs modernes sont allés plus loin encore, ils ne se sont pas contentés de démontrer par quel phénomène naturel le fleuve venait continuellement ajouter aux terres de l'Égypte cette matière qui les empêchait de se fatiguer par la culture, ils nous ont encore prouvé qu'en créant sa vallée, il avait contribué à former une grande partie du pays ; en effet, il dépose sans cesse à ses diverses embouchures une quantité de matières solides qui reculent peu à peu la barrière où viennent mourir les derniers flots de la mer, de sorte que certaines parties actuellement cultivées de l'Égypte étaient autrefois recouvertes par les vagues marines. L'on trouvera de nombreux détails sur cette question dans les divers auteurs qui s'en sont occupés et au sujet des diverses recherches qui ont été faites en ce qui concerne la géologie de l'Égypte (1).

Ce travail opéré par le fleuve pour creuser sa vallée et la formation parallèle de certaines parties du pays, surtout du Delta, ont dû sans doute se faire d'une manière lente et continue, et il est difficile de rechercher quel en a été le point de départ dans les temps passés.

(1) Cf. Cazalis de Fondouce (P.). *Recherches sur la géologie de l'Égypte*. — Fourteau (R.). *Étude géolog. sur le Gibel — Ahmar*, dans *Bulletin de l'Institut Égyptien*, 3^e série, fascicule n° 8, déc. 1894.

Mayer Eymar. *Tongrien et Ligurien d'Égypte*, in *Bulletin Société géolog. de France*, 3^e série, t. XX, 1892.

C'est là d'ailleurs un problème qui n'est point de notre ressort et qui est inutile à notre étude. Le sujet de ce travail est en effet d'essayer de dessiner dans ses grandes lignes l'évolution de la propriété foncière pendant l'époque historique de l'Égypte antique, nous ne devons nous occuper du pays qu'au moment où la race égyptienne y fut établie.

La première question qui par suite nous offre un certain intérêt serait de rechercher si le pays a toujours été habité par la même race, les Égyptiens proprement dits, ou s'il n'y a pas eu antérieurement à elle d'autres occupants. Les dernières données de la science égyptologique sont ici d'un grand intérêt : les récentes fouilles pratiquées dans le pays par certains égyptologues et archéologues, les nombreuses stations néolithiques qui y ont été découvertes, laissent supposer un âge où l'homme fut réduit à l'état néolithique. L'emploi des métaux dans la vallée du Nil ne semble avoir existé qu'à partir de l'invasion du pays par les Égyptiens, il aurait donc été introduit par ces derniers (1). L'usage du silex à l'époque pharaonique paraîtrait la preuve de la continuation d'une coutume qui existait chez les premiers habitants de la vallée du Nil ; il y aurait eu donc avant les Égyptiens une époque où l'habitant n'aurait employé que le silex, ce fut l'âge de l'homme néolithique. Une preuve

(1) Cf. de Morgan. *Recherches sur les origines de l'Égypte* (L'âge de la pierre et les métaux. — Ethnographie préhistorique et tombeau Royal de Négadah), 1897.

vient appuyer cette conjecture, c'est la transformation dans le mode de sépulture que l'on rencontre dans les temps primitifs de l'Égypte. Le type le plus ancien nous présente des fosses qui étaient creusées dans des bancs de galet entre les cultures et le pied d'une montagne ; aucune muraille, aucun enduit ne soutenaient les bords de la sépulture, le mort était placé à même la terre sur le côté gauche, les membres étant réplés, les genoux à la hauteur de la poitrine et les mains placées devant la face. Le cadavre était placé entier dans le tombeau, sans préparation préalable, quelquefois enveloppé dans une peau de gazelle cousue, puis dans une natte de joncs. Le mobilier funéraire se composait de vases grossiers, soit en terre rouge, soit en pierre dure, soit en albâtre, de plaques de schiste représentant parfois des animaux, de silex taillés et de bijoux grossiers en ivoire, en os, en nacre ou en cornaline ; les objets en métal y font presque toujours défaut, et s'il y en a, leur présence s'explique par ce fait que les tombes qui les contiennent, bien que présentant le type indigène, doivent être attribuées à une époque postérieure à la conquête. Le second type de sépulture dénote l'apparition d'usages nouveaux, aussi peut-on le rattacher aux premiers rois égyptiens. Les corps, au lieu d'être ensevelis entiers, sont décharnés tantôt complètement, tantôt partiellement, et les membres placés pêle-mêle dans les fosses ; ces dernières sont variables de dimensions, mais elles présentent en général la forme rectangulaire, elles contiennent souvent chacune divers squelettes. Les mobiliers funéraires de ces sépultures diffèrent de ceux que l'on rencontre dans le premier

genre : la céramique rouge devient fort rare, elle est remplacée par de la poterie grise et des vases cylindriques ; les instruments de silex n'existent plus qu'à l'état d'exception, tandis que le métal est très abondant. Ce second mode de sépulture diffère sans doute de la coutume funéraire que l'on rencontre en pleine période pharaonique, mais la présence de certains mobiliers funéraires le distingue du premier que nous avons vu et semble établir qu'à des époques reculées, la vallée du Nil, alors habitée par des populations spéciales réduites à l'usage de la pierre polie et ne connaissant pas les métaux, fut envahie par une race différente, peuple familier avec l'usage de la métallurgie, peut-être même de l'écriture, des lois de l'architecture, des arts, et ayant de la religion des idées philosophiques assez étendues.

Ce peuple envahisseur, venant ainsi se déverser dans la vallée du Nil, par suite sans doute d'un accroissement de population dans son pays d'origine, et que les Grecs appelèrent peuple égyptien (1), s'appropriâ le territoire conquis. Ici se place une seconde question : d'où sortait-il ? à quelle race humaine appartenait-il ? On a beaucoup discuté là-dessus et l'opinion a varié avec le cours des siècles, on l'a tantôt fait sortir du centre africain, tantôt des régions asiatiques. Les Grecs considéraient les Égyp-

(1) Ménès bâtit la ville de Memphis qu'il appela Hakouphtah (demeure de Phtah) : les Grecs en ont fait Égypte, étendant ainsi le nom à tout le territoire où l'on reconnaissait la divinité Phtah (Voir Brugsch. *G. Inschr.*, t. II, p. 83).

tiens comme descendants des Éthiopiens, ils auraient donc suivi le cours du Nil de ses sources à ses embouchures. Diodore de Sicile nous dit en effet : « Les Éthiopiens affirment que l'Égypte est une de leurs colonies.... Le sol lui-même y est amené par les dépôts du Nil... Il y a des ressemblances frappantes entre les usages et les lois des deux pays : on donne aux rois le titre de dieux ; les funérailles sont l'objet de beaucoup de soin ; les écritures en usage dans l'Éthiopie sont celles de l'Égypte, et la connaissance des caractères sacrés, réservée aux prêtres seuls en Égypte, était familière à tous en Éthiopie. Il y avait, dans les deux pays, des collèges de prêtres organisés de la même manière, et ceux qui étaient consacrés au service des dieux pratiquaient les mêmes règles de sainteté et de pureté, étaient rasés et habillés de même ; les rois avaient enfin le même costume et une uræus (vipère lovée qui ornait la couronne des dieux et des rois) ornait leur diadème... Les Éthiopiens ajoutaient beaucoup d'autres considérations pour prouver leur antériorité, relativement à l'Égypte, et démontrer que cette contrée est une de leurs colonies (1) ».

Cette opinion était encore accréditée au commencement du siècle, elle ne commença à déchoir qu'après les grands travaux de la Commission d'Égypte, et l'on rechercha aux Égyptiens un autre berceau. L'anthropologie a en effet prouvé que les ancêtres des Égyptiens ne pouvaient appartenir à une des races qui habitent l'Afri-

(1) Diodore de Sicile, LIII, ch. 8.

que ; la formation des crânes et les proportions des diverses parties du corps étudiées sur un grand nombre de momies démontrent que les anciens Égyptiens ont dû être issus de la grande race caucasienne. La langue elle-même, qui s'est conservée sur les monuments des pharaons, n'offre aucune analogie avec les langues des peuples de l'Afrique. Il faut donc abandonner cette opinion, et envisager l'Asie, quand on parle de l'origine du peuple égyptien, ce serait à la branche dite pélasgique ou à celle dite sémitique qu'il faudrait le rattacher. La Bible en attribue l'origine à la source sémitique : Mizraïm, fils de Cham, frère de Koush l'Éthiopien et de Canaan, se fixa sur les bords du Nil avec ses enfants (1). Loudim, l'aîné d'entre eux, personnifie les Égyptiens proprement dits, les Rotou ou Lodou des inscriptions hiéroglyphiques. Anamim représente assez bien la grande tribu des Anou qui fonda On du Nord (Héliopolis), et On du Sud (Hermonthis) Lehabim serait le peuple des Libyens qui vivent à l'occident du Nil, Naphtouhim (No-Phtah) s'établit dans le delta au nord de Memphis ; enfin Pathrousim habita le Saïd actuel entre Memphis et la première cataracte (2). Cette opinion semble s'affermir de plus en plus à mesure que les recherches sont faites avec plus de soin et de scrupule, et à mesure que les données de la science tendent à la perfection. Des preuves en effet très

(1) Genèse, ch. X, V, 3-6.

(2) Rougé (E. de). *Recherches sur les monuments qu'on peut attribuer aux six premières dynasties de Manéthon*, p. 4 à 8. — Ebers. *Ægypten und die Bücher Moses*, p. 54 et suiv.

convaincantes poussent à croire que les Égyptiens viennent d'Asie, et qu'ils ont même quelques ressemblances avec un des peuples de cette contrée.

La langue se rattache d'abord aux langues dites sémitiques par sa forme grammaticale (1) : un grand nombre de ses racines appartiennent au type hébreo-araméen, sa constitution grammaticale se prête à de nombreux rapprochements avec l'hébreu et le syriaque ; l'un des temps de la conjugaison est composé avec des pronoms suffixes identiques dans les deux langues ; les pronoms, suffixes et absolus, sont exprimés par les mêmes racines (2). On peut en somme dire que l'égyptien et les langues sémitiques, après avoir appartenu au même groupe, se sont séparés de bonne heure, à une époque où leur système grammatical était en voie de formation, de la sorte le développement de chacune de ces langues varia suivant les influences diverses auxquelles elle fut soumise (3). Après la langue, nous avons l'emploi du bronze qui est d'origine asiatique et que l'on trouve dans les tombeaux dès le début des usages pharaoniques. L'on sait que jamais il n'a existé en Afrique orientale et australe de phase dans la civilisation correspondant à l'âge du bronze en Europe, que les Africains sont passés directement de

(1) Benfey. *Ueber des Verhältniss der Oegyptischen Sprache zum semitischen Sprachstamm*. Leipzig, 1844 — Schwartze. *Das Alte Oegypten*, t. I, p. 2003

(2) Maspero. *Mémoires de la Société de linguistique de Paris*, t. II, p. 1 à 8,

(3) Hommel. *Die semitischen volker und Sprachen*, t. I, p. 94,

l'usage de la pierre polie à celui du fer (1) ; ce n'est donc pas sur le continent noir que les premiers Égyptiens eussent pu acquérir des connaissances métallurgiques, c'est d'Asie qu'ils les ont importées. Enfin certains rapports rapprochent les Chaldéens des Égyptiens : d'abord, en ce qui concerne la construction, on remarque le même mode dans les deux pays (2), les monuments sont construits avec des briques crues simplement séchées au soleil et reliées entre elles par des pièces de bois ou de roseaux ; or si en Chaldée l'usage de la brique crue s'impose parce que la terre est la seule ressource pour les constructions, son emploi est anormal en Égypte où abonde la pierre calcaire.

Un point commun est encore à noter entre les mesures de capacité, l'identité de la coudée égyptienne et de celle employée en Chaldée (3). Cela prouve une communauté d'idée dans la conception des mesures, fait qui ne se serait pas produit fortuitement si les deux peuples n'avaient pas été à l'origine mélangés ou en contact. Les arts eux-mêmes ont des ressemblances tellement frappantes avec ceux de Chaldée que le Dr Fritz Hommel, de Munich, a été entraîné plus loin encore par l'étude des comparaisons, et, à son avis, la civilisation égyptienne et chaldéenne se rattache aux mêmes sources (4).

(1) G. de Mortillet. Nègres et civilisation égyptienne, in *Matériaux pour l'histoire primitive et naturelle de l'homme*, 3^{me} série, t. I, p. 119).

(2) A El-Kab, par exemple.

(3) C Mauss. *L'Église Saint-Jérémie à Abou-Gosch*. Mesure théorique des piliers de Tello, 1894.

(4) Fritz Hommel. *Der Babylonische Ursprung der Oegyptischen kultur*. Munchen, 1892. — Georges Perrot, *Histoire de l'Art*.

De tous ces rapprochements, il résulte donc que l'on peut, en quelque sorte, affirmer que les Égyptiens se rattachent à la race sémitique et qu'ils ont des affinités particulières avec les Chaldéens.

Maintenant que la science nous a appris que la vallée du Nil, à des époques fort reculées, a été simultanément habitée d'abord par une race que l'on peut qualifier d'autochtone, puis par une autre race venue d'Asie, il serait utile de se demander à quelle époque apparut cette dernière. Il y a là un problème bien difficile, qui n'a pas encore été résolu ; l'on peut toutefois être certain d'un fait : l'invasion dans le pays du Nil eut lieu avant Ménès, c'est à ce souverain en effet que remonte l'origine de la constitution égyptienne, c'est-à-dire la soumission d'une grande partie du pays sous un seul sceptre, par conséquent il a fallu un certain temps pour que le peuple envahisseur réduisît les habitants à l'impuissance. Antérieurement à Ménès a existé ce qu'on a appelé le règne des dynasties divines, le pays était morcelé en territoires dont les chefs étaient considérés comme des dieux. Deux surtout jouèrent un grand rôle, ce furent Horus et Set, par les luttes divines qu'ils eurent continuellement à soutenir entre eux. Ces luttes divines, que les légendes égyptiennes nous rapportent, ont-elles eu lieu entre des chefs de même race, c'est-à-dire des chefs de tribus égyptiennes rivaux, ou bien sont-elles le récit mystique de la victoire des Égyptiens sur les autochtones ? Ceux qui comme Lepsius n'admettent pas que les habitants primitifs de la vallée du Nil aient pu résister à la race envahissante et qui estiment qu'ils se sont enfuis

devant elle (1) sont obligés de reconnaître que ces luttes divines ont eu lieu entre des chefs égyptiens et n'ont été que la conséquence de l'existence d'une rivalité entre eux, de sentiments égoïstes devant aboutir à la domination de l'un sur les autres. Ceux qui au contraire estiment que les autochtones ont résisté aux étrangers d'une manière héroïque et qu'ils n'ont cédé que sous le poids du nombre et devant la supériorité des armes voient dans ces luttes divines le tableau des combats entre étrangers et autochtones. C'est ce qu'admet d'ailleurs M. A. Wiedemann (2) :

« Ces guerres interminables, qui sont la propriété du mythe et de l'histoire religieuse, ont eu certainement pour point de départ l'invasion de l'Égypte par une peuplade orientale personnifiée par Horus, l'épervier, dieu du soleil levant, et la victoire de ce dernier sur Set, le dieu autochtone. Ce n'est pas ici le lieu de développer cette théorie ; je voudrais seulement rappeler encore à ce sujet la légende des masniti, ou forgerons d'Horus, qui représentent très probablement les introductions des métaux en Égypte ».

Nous ne pouvons, faute de document, défendre l'une ou l'autre de ces opinions ; nous serions cependant porté à pencher vers la première, et à dire que les autochtones se sont enfuis à l'intérieur du continent, et que ces luttes

(1) Lepsius. *Zeitschrift*, 1870, p. 92.

(2) Voir chapitre écrit par A. Wiedemann dans *Recherches sur les origines de l'Égypte* (Ethnographie préhistorique et tombeau royal de Négadah), par J. de Morgan, p. 230 et suiv.

divines ont eu lieu entre des chefs qui étaient rivaux. En effet, les Égyptiens de l'époque postérieure, s'ils avaient conservé le souvenir d'une conquête dans laquelle leurs ancêtres venus de l'extérieur s'étaient emparés de la vallée du Nil et y avaient prospéré, n'ont jamais mentionné qu'ils avaient rencontré des habitants en entrant dans le pays, ce qui laisse donc à supposer que ces derniers abandonnèrent la place aux conquérants plutôt que d'en devenir des esclaves. Il n'y a à cela rien d'impossible, le continent africain étant assez vaste et la population pas assez dense pour empêcher une émigration de tribus d'un endroit à l'autre. Nous rappelons simplement ces deux opinions, car l'adoption de l'une ou de l'autre semble donner un point de départ différent à l'origine de la propriété foncière en Égypte.

Eh bien, ce peuple égyptien, divisé alors en tribus dont chacune avait un chef, se soumit, longtemps probablement après s'être emparé de la vallée du Nil, à un seul chef, qui avait placé sans doute les autres chefs de tribu sous sa domination. Cette soumission fut plutôt théorique que pratique : sans doute un État se forma, une Royauté s'établit (1), mais la centralisation des pouvoirs

(1) Il est difficile, étant donné l'état actuel de la science, de fixer exactement la date du début de la monarchie égyptienne. Les appréciations des savants qui ont étudié la question ne concordent guère les unes avec les autres et nous donnent même les écarts de plus de deux mille ans :

Champollion-Figeac. <i>Égypte ancienne</i> ..	5867
Mariette	5004
F. Petrie. <i>History of Egypt</i>	4777
Brugsch. <i>Geschichte Ägyptens</i>	4400

semblait encore impossible, les anciennes circonscriptions territoriales continuèrent toujours à s'administrer elles-mêmes. Les connaissances de ce peuple étaient, paraît-il, assez solides pour une époque aussi reculée : il faisait usage des métaux, il nous laisse donc supposer un degré de civilisation avancé. Son rôle dans l'histoire devait un jour être assez considérable et c'est à juste titre qu'il fut considéré comme ayant donné naissance à la civilisation tout entière.

On cherche, depuis le commencement de ce siècle, à faire renaître à nos yeux aussi bien les faits qui ont constitué l'histoire de ce peuple que les diverses institutions qu'il possédait. La mythologie, la religion, les sciences, l'archéologie, la littérature, tout commence à être sondé par les savants de toutes les parties du monde ; le droit égyptien lui-même n'est pas resté en arrière, des chaires se créent où l'on enseigne la législation des vieux pharaons. Nous sommes heureux, en notre qualité de natif de la vallée du Nil, de constater combien l'initiative privée et gouvernementale mettent d'ardeur dans leurs recherches et combien les résultats semblent couronner tous ces efforts.

Lauth. <i>Aus Ägyptens Vorzeit</i>	4125
Lepsius. <i>Chronologie des Ägypter</i>	3892
Meyer. <i>Geschichte des alten Ägyptens</i>	3180
Bunsen. <i>Ägyptens Stelle</i>	3059

Il semble préférable de ne pas préciser et de placer la première dynastie entre 5000 et 4500, comme Chabas (*Études sur l'antiquité historique*, p. 16).

Parmi ces institutions, qu'on tâche de ressusciter, le droit a particulièrement attiré notre attention, parce que nous y sommes plus naturellement intéressé et parce que c'est le dernier point que les savants se sont mis à étudier. Nous devons ici rendre un hommage public de reconnaissance à tous ceux qui se sont occupés de tirer des ténèbres les vieilles lois égyptiennes, et principalement à M. Eug. Revillout, professeur à l'École du Louvre à Paris, qui s'adonne actuellement à cette tâche ingrate et difficile avec tant d'ardeur. Pourquoi, en effet, ne pas admettre que l'Égypte, qui a été le berceau de la civilisation, a dû, en ce qui concerne le droit, posséder un ensemble de lois dont la conception était très nette et l'application fort juste ? Les Égyptiens nous paraissent en effet avoir un véritable culte pour le droit, ils en saisissaient toutes les finesses et se complaisaient à la discussion, c'est ce que l'on peut remarquer dans les quelques pièces juridiques qui nous restent. Il n'y aurait donc rien d'impossible à ce qu'ils aient eu une législation complète et à ce que le droit romain lui-même, dont on admire tant aujourd'hui la logique et l'enchaînement (1), ait imité dans quelques-unes de ses institutions

(1) Accarias. *Précis de droit romain*. Introduction générale, p. XIV. — « Le droit romain avait été un produit spontané de l'esprit humain abandonné à sa logique naturelle, il formait une série continue et un enchaînement où tout se tient ; c'était l'œuvre directe ou indirecte des jurisconsultes, œuvre lente, progressive, empreinte de logique, dans laquelle ces jurisconsultes s'inspirèrent, non pas de système hasardeux, ni d'un esprit d'imitation, mais de leur bon sens et des besoins révélés par les faits qu'ils avaient sous leurs yeux ».

le droit égyptien qui lui fut de beaucoup antérieur. Cette espérance sera sans doute réalisée quand le droit égyptien nous sera complètement révélé par les documents de tout genre, textes juridiques, papyrus et inscriptions, qui sont peut-être enfouis dans les sables brûlants du désert ou dans quelque monument séculaire, et qui seront un jour restitués à l'humanité, comme cela est arrivé pour la plupart de ce que nous connaissons sur la vieille Égypte.

L'objet de ce travail aura précisément pour but de donner au lecteur quelques idées sur le développement d'une des institutions du peuple égyptien, nous voulons parler de la propriété foncière. Nous la prenons à l'époque où Ménès s'établit comme roi dans la vallée du Nil ; l'on peut donc supposer qu'elle a déjà traversé les phases primitives de l'évolution de la propriété et qu'elle se présente sous un caractère de stabilité. Nous suivons ensuite la marche de cette institution à travers les siècles, pendant tout le règne des pharaons, et nous arrivons ainsi à la conquête de l'Égypte par les Grecs qui ne portèrent pas atteinte, comme on le verra, aux institutions établies.

L'étude de la propriété foncière d'un pays offre quelque intérêt : au point de vue social, elle sert à distinguer si cette institution a traversé les mêmes phases, a subi la même évolution dans les diverses contrées ; au point de vue économique, elle permet de considérer de quelle façon la propriété fut légitimée à travers les âges et d'embrasser ainsi le développement successif de l'esprit d'un peuple. Enfin la propriété foncière a attiré notre

attention en Égypte pour une autre raison : nous supposons qu'elle devait y revêtir un caractère beaucoup plus public qu'ailleurs. Nous avons précisément parlé plus haut de la fertilité du pays occasionnée par les dépôts laissés annuellement sur les terres par les eaux du Nil ; or, ce travail pouvait encore beaucoup plus être facilité et aboutir à un meilleur résultat si la main de l'homme intervenait pour diriger le déversement des eaux du fleuve dans les diverses parties du pays. Il y avait donc une canalisation à faire, un système complet d'irrigation à établir, pour faciliter la marche des eaux du fleuve, et qui devait en même temps rendre la terre beaucoup plus fertile. Mais des entreprises de ce genre semblent trop gigantesques pour qu'elles puissent émaner de l'initiative privée ; il a fallu donc que l'Égypte fût unifiée du moins théoriquement sous un seul sceptre pour que l'on vît s'exécuter de tels travaux, et c'est en effet à partir des pharaons que l'histoire nous rapporte le récit de quelques canalisations, telles que celle du lac Mœris. Or ces divers travaux avaient pour but de rendre le sol plus productif, et, comme l'agriculture était la seule industrie pratiquée dans le pays, ils étaient en somme exécutés dans l'intérêt de la société égyptienne entière, mais en résultait-il qu'ils devaient exiger le concours de chacun de ses membres ? En d'autres termes, le rôle que joue le Nil dans la fécondité des terres de l'Égypte, les travaux publics qu'on y faisait à ce sujet, devaient-ils transformer, aux yeux des Égyptiens, le caractère de la propriété foncière et la différencier de celle des autres pays ? La société égyptienne ne devait-elle pas,

à ce titre, légitimer la propriété foncière d'une manière spéciale, considérer par exemple la terre de l'Égypte comme appartenant à la collectivité tout entière représentée par son chef, tandis que chacun de ses membres en avait simplement la jouissance ? Cette étude nous prouvera, s'il y a lieu, de faire de telles suppositions.

Le lecteur trouvera sans doute bien des lacunes dans ce travail, nous ne prétendons en effet rien établir de certain. Le droit égyptien étant encore dans sa forme embryonnaire, nous ne sommes pas à même d'en connaître les détails, et de nombreuses difficultés s'offrent à nous lorsqu'il s'agit d'éclaircir certaines questions dont le droit seul pourrait nous donner la solution. De plus, les documents, décrets royaux, papyrus ou inscriptions qui auraient pu nous être d'une grande utilité ne nous laissent pas un grand choix, leur nombre est fort restreint et leurs renseignements bien imparfaits. Enfin, si maintenant nous abandonnons le terrain juridique pour avoir recours aux données de l'histoire, nous nous trouvons en face de nouvelles difficultés, nous ne pouvons y puiser les connaissances qui nous manquent, l'histoire de l'Égypte n'a pas encore été traitée d'une manière complète et les questions sociologiques ou philosophiques y sont laissées de côté. L'on voit donc que notre tâche est bien lourde, que nos efforts doivent être bien pénibles pour tracer l'évolution d'une institution aussi importante devant des données si peu nombreuses ; si l'on ajoute à cela la médiocrité de nos connaissances dans la science égyptologique, l'on nous accusera peut-être de témérité d'avoir tenté de traiter un sujet pareil. Nous espérons

pourtant que le lecteur aura quelque indulgence pour cette hardiesse, en raison de l'esprit de piété nationale qui nous a poussé à essayer de retrouver une partie du glorieux passé de notre pays.

Pour être plus précis dans notre sujet, nous diviserons notre étude en deux parties correspondant aux appellations suivantes :

Titre premier : la Période égyptienne. — Elle embrassera l'histoire de la propriété foncière pendant tout le règne des pharaons ;

Titre second : La Période Lagide, — qui comprendra les modifications que la conquête grecque a pu apporter à la vieille institution pharaonique.

TITRE PREMIER

LA PÉRIODE ÉGYPTIENNE

On a parlé de la propriété foncière en Égypte pendant la période pharaonique d'une manière bien vague ; les divers auteurs qui se sont occupés de cette question, un peu complexe sans doute, n'ont donné aucune formule précise, n'ont posé aucun principe absolu. La plupart se sont efforcés d'envisager toute cette époque d'un seul trait et de lui appliquer un seul genre de constitution des terres, ils ont ainsi oublié de rechercher si, pendant de nombreux siècles qui ont vu le règne des pharaons en Égypte, il y a eu une évolution dans le régime de la propriété foncière. Il semble cependant que dans un espace d'environ cinq mille ans, une institution semblable ait dû forcément subir une transformation, de même que toutes les autres institutions sociales. Si l'on jette, en effet, un regard sur les divers pays, sur la France par exemple, on remarque que, simplement depuis deux mille ans, depuis la conquête romaine, une évolution constante s'est produite dans l'organisation du régime foncier ; n'est-il pas

logique que dans un espace de temps bien plus considérable un pays comme l'Égypte, arrivé à une apogée de gloire et de grandeur que nul autre peuple n'a atteinte dans l'antiquité, n'est-il pas logique qu'il ait vu se transformer une de ses institutions les plus fondamentales, le régime de ses terres, qui, grâce à leur fertilité, ont permis aux habitants de se livrer aux travaux les plus subtils de l'esprit?

Ce qui rend cette évolution difficile à saisir, c'est que les documents sont loin d'abonder; l'on peut même dire qu'ils font défaut en ce qui concerne les temps primitifs du règne des pharaons. Les auteurs grecs nous disent bien que la terre égyptienne était jadis (sous Sésostris) partagée entre le roi, les prêtres et les guerriers, mais ils ne nous montrent pas comment cette division est arrivée à s'établir. Ils nous parlent d'une époque où ce régime était complètement constitué, sans remonter plus haut; or ces temps correspondent à la XVIII^me dynastie de Manéthon, nous avons donc antérieurement à cela un espace de plus de deux mille ans, pendant lequel on ne peut formuler, en ne s'appuyant que sur eux, aucune affirmation catégorique en ce qui concerne le régime foncier. Enfin, postérieurement à la XVIII^me dynastie et à mesure que l'on s'approche des derniers règnes pharaoniques, les documents deviennent un peu plus nombreux, bien que n'offrant pas à celui qui les étudie la clarté la plus parfaite.

Le régime foncier de l'Égypte a traversé diverses phases qui nous permettent de diviser l'étude de son his-

!

toire en trois parties distinctes que nous appellerons ainsi :

I — Les Origines (de la première à la XVIII^{me} dynastie).

II. — La Période féodale (de la XVIII^{me} à la XXVI^{me} dynastie).

III. — Les Réformes de Bocchoris (de la XXVI^{me} à la XXX^{me} dynastie).

Cette division nous empêchera de nous perdre au milieu des siècles nombreux qu'a parcourus la royauté pharaonique : pour les origines, nous serons obligé, faute de document, d'émettre quelques hypothèses que le temps voudra bien peut-être certifier, hypothèses que nous essaierons d'étayer sur ce que l'étude des législations comparées nous apprend des peuples primitifs; pour les deux autres périodes, nous nous efforcerons de tirer profit des textes quelque peu précis que nous possédons.

CHAPITRE PREMIER

LES ORIGINES

LE RÉGIME FONCIER DE L'ÉGYPTE SOUS LA XVIII^m^e DYNASTIE
RAPPORTÉ PAR LES HISTORIENS GRECS : LA DIVISION TRI-
PARTITE DES TERRES.

COMMENT S'ÉTABLIT CE RÉGIME ? A-T-IL EXISTÉ DEPUIS LES
TEMPS LES PLUS REÇULÉS PAR SUITE DES DROITS QUI
SEMBLENT APPARTENIR AU POUVOIR ROYAL OU BIEN EST-IL LA
CONSÉQUENCE DE QUELQUE CAUSE PARTICULIÈRE ?

Aucun texte n'est là pour nous révéler ce qu'a pu être le régime foncier de l'Égypte aux débuts de son histoire, il semble que la nature ait ainsi enveloppé d'un mystère tout ce qui a existé à une époque aussi reculée. Il faut arriver à la XII^m^e dynastie pour rencontrer quelques rares documents parlant de la terre d'une façon tout à fait indirecte et nous laissant dans le doute. Cependant deux historiens ayant vécu à une époque beaucoup plus rapprochée de nous, qui ont connu l'Égypte, ont laissé, dans la description de l'histoire des habitants de la vallée du Nil, quelques lignes traçant d'une manière bien vague le tableau du régime foncier du pays dans un temps qui peut correspondre au règne des grands pharaons (XVIII^m^e dynastie). Voici

l'un de ces textes, celui d'Hérodote : « Chez les Égyptiens, les gens de guerre jouissent seuls, à l'exception des prêtres, de certaines marques de distinction. On donnait à chacun douze aroures exempts de toute charge et redevance. L'aroure est une pièce de terre qui contient cent coudées d'Égypte en tout sens, et la coudée d'Égypte est égale à celle de Samos. Cette portion leur était à tous particulièrement affectée ; mais ils jouissaient tour à tour d'autres avantages. Tous les ans, mille Calesyriens et mille Hermotybiens allaient servir de gardes au roi : pendant leur service, outre les douze aroures qu'ils avaient, on leur donnait par jour à chacun cinq mines de pain, deux mines de bœuf et quatre arustères de vin ». Livre II, § CLXVII (traduction Larcher).

Voici maintenant le passage plus développé de Diodore de Sicile : « Toute l'Égypte (sous Ramsès Sésostris) avait été distribuée en plusieurs provinces que les Grecs ont appelées nomes en leur langue, et dont chacune était régie par un nomarque ou gouverneur. Mais par un autre partage tout était divisé en trois portions.

La première appartenait au collège des prêtres qui étaient dans une vénération particulière, soit par le respect que l'on portait aux dieux dont ils étaient les ministres, soit par la sagesse et la lumière qu'ils avaient puisée dans une instruction très distinguée. Leur revenu est employé aux frais de tous les sacrifices qui se font dans l'Égypte, à l'entretien des officiers subalternes dont ils ont besoin et à la subsistance de leur propre famille,

La seconde portion de l'Égypte appartenait aux rois. Ils en tiraient tout ce qui leur était nécessaire pour la guerre et pour soutenir leur dignité : elle leur suffisait même pour récompenser ceux qui s'étaient distingués par leur mérite et leurs services : de sorte qu'ils n'avaient jamais besoin d'accabler le peuple d'impôt.

La troisième était pour l'état militaire et pour tous ceux qui sont sujets aux convocations en temps de guerre, afin qu'étant liés à leur patrie par leur propre bien, ils s'exposassent plus volontiers aux périls et aux travaux attachés à leur possession. En effet, il ne paraît pas y avoir de la prudence à confier la garde et la sûreté d'un pays à des gens qui n'ont aucun intérêt personnel à le défendre ; mais le but principal du législateur à cet égard avait été de faciliter le mariage aux soldats, afin que, l'état militaire s'entretenant par ce moyen, l'Égypte n'eût jamais besoin de troupes étrangères». L. II, Sect. II, § XXIV (traduction abbé Terasson).

Ces deux textes sont loin de nous satisfaire, ils nous laissent aussi dans l'incertitude. Leur conception générale semble indiquer que la terre ne peut être que l'attribut du roi ou d'un individu privilégié, d'une personne appartenant à l'une des deux classes qui formaient en quelque sorte la noblesse égyptienne. Il semble qu'il y a là tous les éléments d'un état féodal : le roi, chef seigneurial par excellence, — deux classes nobles, celle des prêtres et celle des guerriers formant deux groupes distincts dans la société égyptienne et ayant des privilèges, — enfin la terre qui ne peut être possédée par le pre-

mier venu, qui appartient ici au roi ou à l'une des deux classes nobles.

Mais si Diodore de Sicile nous indique ainsi d'une manière succincte par quelles personnes était détenue la terre, il ne nous montre pas comment le sol de l'Égypte est parvenu tout entier à n'appartenir qu'à trois catégories de personnes, le roi, les prêtres et les guerriers ; il ne recherche pas les origines de cet état de fait. De plus, il ne nous dit pas si ces trois genres de possesseurs du sol avaient le même droit sur la terre ou s'ils n'étaient pas organisés hiérarchiquement et si chacun d'eux n'avait pas un droit différent, mais déterminé et limité par celui des autres.

Un savant égyptologue, M. Revillout, dans son livre *La Propriété en droit égyptien*, rattache cette division tripartite du sol de l'époque de Sésostris à un système de concessions émanant des pharaons. Pour lui, le roi a été en principe le vrai maître, le propriétaire éminent du sol dès l'époque la plus reculée de l'antiquité, par conséquent il peut céder les portions les plus infimes de ce sol aux individus qui lui plaisent et qui de cette façon acquièrent les droits du roi : « Primitivement, l'organisation du pays, dit M. Revillout, nous apparaît toute féodale, mais avec un roi qui représente la divinité sur la terre et qui est, en principe, le vrai maître, le propriétaire éminent du sol entier ». Le régime social primitif de l'Égypte, d'après M. Revillout, est donc à la fois seigneurial et théocratique avec hiérarchie féodale : le roi est tout, il concentre entre ses mains tous les pou-

voirs et à lui appartiennent aussi bien le sol de la vallée du Nil que la vie de ses habitants eux-mêmes. Au-dessous de lui, à un échelon immédiatement inférieur, sont créés des seigneurs, sortes d'agents du roi à qui ce dernier délègue l'exercice de ses droits absolus. Ces personnages reçoivent en général des concessions foncières comme rémunération des services qu'ils rendent à leur roi, soit en maintenant à l'intérieur le culte des dieux et en faisant régner la prospérité, soit en défendant l'intégrité du pays par des échecs infligés aux envahisseurs étrangers. Il se constitue par suite, dans le pays, diverses classes de gens, à qui incombe l'obligation de remplir certains devoirs, en échange desquels ils reçoivent des terres. Si l'on ajoute à cela que les principes théocratiques égyptiens contraignaient les individus à continuer la personne de leurs ascendants aussi bien dans leur position sociale que dans leur patrimoine, l'on voit ainsi s'établir dans la société égyptienne divers groupements formés chacun par des branches généalogiques à l'infini. Telle serait, d'après M. Revillout, l'explication de la formation de la féodalité égyptienne dont l'épanouissement eut lieu sous la XVIII^{me} dynastie (1).

Cette conception d'un tel régime féodal en Égypte, que M. Revillout considère comme primitive et d'où découlerait l'origine de la propriété immobilière, ne l'est peut-être pas autant. Elle nous semble d'abord incompatible avec l'organisation sociale qui a dû exister, lorsque la vallée du Nil était gouvernée par des chefs de gentes,

(1) Revillout, *Op. cit.*, p. 49 et suiv.

et qui a dû se perpétuer à l'avènement des premiers chefs civils. L'organisation primitive en tribus suppose partout la propriété collective de la famille ou de la gens qui ne tolérerait pas la propriété individuelle et sans limites du chef des diverses gentes, qu'il soit prêtre ou guerrier. De plus, elle n'est basée sur aucun document irréfutable, c'est ce qui résultera de l'analyse de ceux qu'invoque M. Revillout ; aussi estimons-nous qu'elle a dû prendre naissance à une date beaucoup plus récente, à la suite d'un fait que nous examinerons plus tard. Reprenons maintenant une à une chacune de ces critiques, tâchons de les développer et de dégager autant que possible les sources fort obscures de la propriété immobilière égyptienne.

Essayons d'abord d'examiner si cette idée de propriété éminente pouvait exister à l'époque où les tribus asiatiques qui peuplèrent l'Égypte envahirent la vallée du Nil ou si elle apparut pendant le gouvernement théocratique de ces peuplades. Lorsqu'un peuple s'emparait d'une certaine étendue de territoire soit dans l'antiquité ou dans l'époque médiévale, tantôt il expropriait la population vaincue et occupait ses biens comme conséquence de sa victoire, tantôt il laissait les vaincus continuer à jouir de leurs terres, mais il conservait pour lui le droit de propriété. La victoire donnait au vainqueur un droit de disposition des biens et de la vie de l'ennemi battu, et nous voyons l'application constante des deux hypothèses que nous avons rapportées soit dans l'antiquité, soit au moyen âge. C'est là un des cas dans lesquels on

constate la formation des castes, la caste inférieure comprenant les peuplades soumises et la caste supérieure les vainqueurs qui sont ensuite classés suivant les services sociaux qu'ils rendent. Ce fait s'est-il produit en Égypte ? Non, on ne se trouve pas en présence de deux peuples différents, toutes ces tribus venues d'Asie appartiennent à la même race, elles n'ont trouvé aucun obstacle au moment de leurs invasions, elles n'ont eu à soumettre aucun peuple récalcitrant, puisque nous admettons que les habitants qui se trouvaient dans la vallée du Nil sont allés se perdre en Éthiopie. Il est donc peu probable que la conquête ait exercé une influence sociale appréciable.

Maintenant, l'organisation antérieure des tribus qui se sont établies sur le sol de l'Égypte justifie-t-elle l'affirmation de M. Revillout ? A qui en somme appartenait le droit de propriété dans cette tribu ? Appartenait-il au chef de la tribu ou à une classe particulière au sein de cette tribu ou enfin à des particuliers ? La question est très épineuse, car nous n'avons aucun document de cette époque préhistorique ; l'on ne peut émettre que des conjectures, néanmoins ces hypothèses pourront-elles avoir quelque valeur si on en recherche la justification dans l'organisation sociale probable qu'a dû avoir la vallée du Nil à cette date aussi reculée. Il est un fait presque certain, c'est que depuis les invasions asiatiques jusqu'au règne du premier pharaon, l'Égypte n'a pas formé un pays unitaire, elle n'a pas revêtu la forme d'État à laquelle arrive un peuple, lorsqu'il se réunit en un seul faisceau

par la jonction des diverses agglomérations qui le composent. L'on pourrait même aller plus loin et dire que l'Égypte a dû travailler, pendant cette période, à son unification, et l'on a comme témoignage ces luttes que l'on nous dit (1) avoir existé entre ces diverses tribus, luttes qui semblent justifiées non par la présence de deux peuples en conflit, mais par le désir qu'avait la tribu la plus forte de dominer les autres. D'ailleurs le fait en lui-même que l'Égypte s'est formée en un État le jour où le premier pharaon a monté sur le trône laisse supposer qu'il y avait, antérieurement à cette époque, une organisation sociale différente. Pourquoi d'ailleurs l'Égypte échapperait-elle à la règle d'évolution sociale par laquelle ont passé tous les peuples du monde ? Et pourquoi penserait-on qu'elle a constitué de tout temps un État centralisé, de ce fait que sa civilisation a été antérieure à celle des autres pays ? Nous n'en voyons pas la raison, aussi pensons-nous que cette époque antérieure au règne des pharaons a dû être pour l'Égypte un stade analogue à ceux que suivent les autres peuples.

Il nous reste alors à rechercher quelle a dû être l'organisation sociale habituelle de ces temps primitifs pour résoudre le problème de la propriété foncière. Il est aujourd'hui reconnu que les divers peuples ont dû, avant d'arriver à la forme de l'État, passer par la même organisation sociale, par la tribu ou la confédération de tribus, et cela a eu lieu aussi bien dans le nouveau que dans l'ancien monde, aussi bien il y a cinquante ans qu'il y a quarante siècles. « Toute l'organisation sociale

(1) *Revue critique*, 1872, t. II, p. 338 à 348.

des Grecs et des Romains des temps primitifs en gens(1), phratrie et tribu, trouve son fidèle parallèle dans l'organisation américano-indienne ; la gens, aussi loin que remontent aujourd'hui nos sources, est une institution commune à tous les barbares jusqu'à leur entrée dans la civilisation ». La connaissance des institutions de quelques-uns de ces peuples arrivés à ce stade de leur évolution devra nous conduire à accepter l'existence de ces mêmes institutions dans l'Égypte primitive. Les traits caractéristiques de ces peuplades (tribus) c'est qu'elles sont le résultat de la réunion d'agglomérations plus petites, des gentes. La gens est en somme la famille patriarcale, elle consiste dans un ensemble d'individus, libres ou non, réunis en une famille, sous le pouvoir patriarcal du chef de celle-ci. L'existence de la gens, fait naturel, est prouvée aussi bien chez les Iroquois, les Grecs, les Romains, les Celtes, les Germains que chez les Sémites. C'est une communauté qui est soumise à l'administration supérieure du maître, du chef de la gens. Elle a des biens dont ce dernier est responsable, et nous voyons que la propriété foncière est toujours familiale, qu'elle ne relève pas du chef de la tribu, c'est ce qu'il est facile de vérifier dans l'« Origine de la famille et de la propriété privée » de F. Engels pour la gens grecque (2), la gens romaine (3), la gens celtique (4), la gens germanique (5)

(1) F. Engels. *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*. p. 113. Traduction par H. Ravé, 1893.

(2) Page 143.

(3) Page 184.

(4) Page 205.

(5) Page 218.

et la gens iroquoise (1). Chez les Allemands on a constaté également l'existence des communautés familiales (2), ce fait a été aussi prouvé chez les Russes il y a une quinzaine d'années et il est relaté dans le plus vieux code russe, le Pravda de Jaroslaw. Enfin, nous devons à Kovalevsky la découverte de ce genre d'institution chez les Serbes et les Bulgares sous le nom de Zadruga et de Bratsvo (3). Tous ces exemples, pris à des époques différentes, nous prouvent bien que tous les peuples, avant leur érection en État, avaient pour institution fondamentale la communauté familiale, et que la propriété foncière appartenait à la gens.

Si nous poursuivons plus loin l'analyse du régime de ces peuplades, nous trouvons dans leur sein un conseil s'occupant des affaires intérieures de la tribu et composé des divers chefs de famille, c'est la βουλὴ des Grecs de l'Iliade, les *comitia curiata* des Romains, le conseil des principes germaniques. Nous remarquerons également que les chefs de la tribu sont nommés par l'élection, chef civil (4) ou religieux en temps de paix, et chef guerrier (5) pour ce qui concerne la sécurité extérieure. Tels sont, d'une manière succincte, les traits caractéristiques du régime social des tribus, et l'Égypte a dû nécessairement passer par là antérieurement aux pharaons.

(1) Page 136.

(2) Heussler. *Institutions du droit allemand*.

(3) Kovalevsky. *Tableau des origines et des évolutions de la famille et de la propriété*. Stockholm, 1890, p. 60 à 100.

(4) Le rex des Germains, par exemple.

(5) Le dux des Germains, par exemple.

En effet, l'Égypte était d'abord divisée en un certain nombre de peuplades qui devaient former une tribu ou une confédération de tribus peu importante. Chacune d'elles avait un chef religieux, s'occupant des affaires intérieures et religieuses. Mais ces tribus guerroyaient constamment entre elles, aussi est-il probable qu'à côté de ce chef théocratique il y avait un chef chargé de veiller à la sécurité extérieure de la tribu, un guerrier. Ce qui nous fait avancer cette présomption, c'est que précisément le premier pharaon de la vallée du Nil était un soldat ; pour pouvoir renverser le régime théocratique des anciennes tribus et placer sous sa domination une grande partie de l'Égypte, il devait sentir en lui une autorité d'abord rivalisant avec celle du chef religieux de sa tribu et ensuite agrandie par le succès de ses batailles. D'ailleurs ce fait de substitution du pouvoir du chef militaire à celui du chef civil ou théocratique a lieu constamment quand la forme de l'État va succéder à celle du régime des tribus, c'est ce qui s'est passé chez les Germains et c'est ce qui se passe ici pour les pharaons.

Mais la propriété foncière a dû appartenir à la gens, à la famille, représentée par son chef. On trouve de cette propriété de la gens, en pleine période pharaonique, des traces indéniables, le patrimoine devait rester dans le sein de la même famille, le père possédait non pas pour lui, mais pour ses successeurs, et par suite tout testament lui était interdit, enfin le domaine successoral, bien que la part de chaque héritier lui fût attribuée, restait en général dans l'indivision et était administré par celui que l'on considérait, grâce à son expérience, comme seul ca-

pable de succéder dans cette tâche lourde au *de cujus*, par l'aîné que l'on appelait *neb* en démotique. Ces caractères de la propriété et de l'hérédité ne laissent-ils pas supposer une attache profonde dans le passé et ne voit-on pas qu'elles découlent nécessairement d'un régime antérieur où existait pleinement la communauté familiale ? Ce genre de copropriété est en quelque sorte le diminutif de la copropriété familiale, et ce n'est pas au début que la propriété familiale cède la place au droit de propriété de l'État ou du roi.

Il semble que le groupement de l'Égypte en État et que l'avènement des pharaons au trône n'ont pas dû modifier ce régime de la copropriété familiale ; un changement ne pouvait se réaliser dans une institution sociale si bien enracinée. L'avènement des pharaons eut en effet pour résultat de substituer un chef guerrier au pouvoir des chefs théocratiques et en même temps de contraindre les diverses tribus à se soumettre à l'autorité d'un seul chef, en un mot un État se créait, un régime gouvernemental se formait.

Or, quand des groupes ainsi épars se joignent pour donner naissance à un État qui prend la forme de la royauté, car c'est généralement cette institution qui apparaît la première, il n'est nullement de règle que ces divers groupes aliènent les avantages qu'ils ont acquis du droit privé au profit du représentant de l'État. Qu'on jette un regard sur la formation de l'État romain, on ne verra nullement le droit de propriété des gentes aliéné au profit du roi établi. Le droit de souveraineté reste

toujours distinct du droit de propriété, ce dernier se maintenant toujours dans la gens.

Le pharaon égyptien succède aux droits des chefs théocratiques de chaque tribu qui existaient avant lui ; or nos développements antérieurs ont montré que les anciens chefs ne pouvaient prétendre à un droit de propriété éminent sur la terre, puisque l'organisation sociale des tribus ne le confère pas en général.

Mais, nous objectera-t-on, le pharaon pouvait acquérir des droits nouveaux, et parmi eux ne pourrait-on pas supposer la création du droit de propriété éminent des terres ? On pourrait le soutenir, si le pouvoir du pharaon s'était établi par la conquête. Mais, d'abord, nous l'ignorons, et en outre, si l'on veut croire que l'avènement des pharaons n'est que la suite de l'établissement de l'hégémonie d'une tribu sur toutes les autres, il y aurait eu, après cette transformation, deux catégories de terres dont chacune aurait existé à un endroit déterminé : il faut, en effet, penser que ce chef n'aurait pas dépouillé les gens de sa tribu et de ses tribus amies, il ne se serait comporté de la sorte qu'à l'égard de ses ennemis ; or nulle part on ne trouve la trace de cette diversité. Au contraire, il n'avait même pas porté atteinte aux biens des anciens chefs théocratiques qu'il avait supplantés : l'on voit, en effet, depuis les temps les plus lointains, que les prêtres et les cultes divins ont toujours possédé un vaste territoire. N'est-il pas plus naturel de croire que le chef de la tribu prépondérante, soit qu'il ait acquis sa toute-puissance politique par des alliances ou des confédérations,

soit qu'il ait eu parfois recours à la conquête, s'est bien gardé de toucher à la vieille organisation familiale de peur d'y trouver un trop dangereux adversaire? La communauté a donc continué de subsister durant la royauté égyptienne, tout en se modifiant cependant par les résultats de l'évolution elle-même de la famille. La propriété éminente du roi n'a apparu que beaucoup plus tard par le fait d'une cause étrangère.

Telles sont les raisons qui nous laissent supposer qu'à l'époque préhistorique, le sol de l'Égypte n'appartenait pas à un individu, puisque le pays n'était pas encore sous le sceptre d'un seul homme, qu'il n'appartenait pas non plus aux chefs des tribus qui peuplaient la vallée du Nil, puisque nous avons vu que dans une telle organisation sociale régnait la copropriété familiale de la terre. Nous sommes donc presque obligé d'accepter cette institution comme régime de la propriété foncière de l'Égypte primitive.

Il nous reste maintenant à examiner les documents dont s'est servi M. Revillout pour affirmer sa propriété éminente du roi. L'un de ces documents, dont nous rapportons le texte, est tiré du Papyrus Sallier N° 2, il consiste dans des paroles prononcées par le roi Amenhemat de la douzième dynastie : « J'ai fait labourer le pays jusqu'aux Abou (Éléphantine); j'ai répandu la joie jusqu'aux Adou (extrémités du Delta)... Je suis le créateur de trois espèces de grains, l'ami de Néprat (la déesse des grains). Le Nil a accordé à ma prière l'inondation sur tous les champs. Point d'affamé sous moi; point d'altéré sous moi: car on agissait selon mes ordres et

tout ce que je disais était un nouveau sujet d'amour (1)». Dans ces quelques lignes, où il n'y a absolument rien de précis, d'où l'on peut simplement déduire le bien-être du peuple égyptien à cette époque, trois passages ont trait à l'agriculture :

« J'ai fait labourer le pays jusqu'aux Abou » ;

« Je suis le créateur de trois espèces de grains » ;

« Le Nil a accordé à ma prière l'inondation sur tous les champs ».

L'on remarquera d'abord que le mot de propriété de la terre n'y est nullement prononcé, et qu'en somme toutes les phrases ne visent que le souci du roi pour l'épanouissement de l'agriculture, voilà ce qu'on peut dégager de la lecture de ce passage en général. Une seule phrase pourrait seulement nous donner quelque doute : J'ai fait labourer le pays jusqu'aux Abou. Peut-on déduire de là que le roi était propriétaire de la terre et qu'en cette qualité il procédait à une immense administration ? Cela n'est pas obligatoire, on peut tout aussi bien en tirer cette idée par exemple que le roi, propriétaire des terres nombreuses qui n'étaient détenues par personne, s'était intéressé à la culture de tout le sol de l'Égypte d'une extrémité à l'autre. On peut aussi penser que chez les anciens Égyptiens, comme dans certaines législations (2), la culture de la terre constitue un devoir public : toute personne possédant la moindre parcelle était obligée, par la loi, de la

(1) Revillout. *Op. cit.*, p. 49.

(2) La législation musulmane, par exemple.

mettre en culture. Cette règle, que peut-être les prédécesseurs d'Amenhemat n'avaient pas strictement appliquée, fut imposée par ce dernier roi ; aussi est-il fier de remarquer l'état florissant de la culture dans tout le pays.

Quant aux autres phrases, elles n'offrent aucune difficulté. « Je suis le créateur de trois espèces de grains », cela n'implique aucune idée de propriété, cela suppose l'intérêt que prend le roi à l'agriculture ; d'ailleurs ce n'est pas « je suis le créateur de trois espèces de grains », mais je suis le créateur de trois espèces de culture, cela serait plus aisé à comprendre. « Le Nil a accordé à ma prière l'inondation sur tous les champs », il n'y a là qu'un fait bien ordinaire. Le roi a prié pour le bien-être de son peuple que le fleuve bienfaisant ne laissât aucun champ sans son engrais fécondant, et la prière a été exaucée. C'est la foi qui pousse à agir ainsi, et l'on sait qu'elle joue un grand rôle dans le monde ; de nos jours encore, dans les pays les plus civilisés de l'Europe, lorsqu'on craint une sécheresse, le clergé se met tout entier à prier Dieu pour détourner ce malheur ; ce fait n'implique nullement, pas plus aujourd'hui que jadis, que le roi est le propriétaire de la terre. L'on voit en somme qu'on ne peut tirer de ce papyrus aucun argument sérieux, il nous prouve simplement qu'à une certaine époque un roi autochtone, soucieux du bonheur de son peuple, comme devrait l'être tout bon roi, s'était occupé de la culture du sol : or tel doit être un de ses rôles en Égypte où le pays est essentiellement agricole.

Le second document est une stèle, datant de l'an 43,

du même pharaon Amenhemat et correspondant à l'an 25 d'Usurtasen I^{er}. Dans cette stèle, un prince héréditaire (erpa ha), Amen, qui était gouverneur cette année même dans le nome de Meh, fait le récit de sa gestion : « J'ai accompagné mon maître quand il remonta le fleuve pour battre les ennemis dans la contrée des Atu. Je pris part à l'expédition comme fils du grand chef, royal ministre, commandant des troupes et gouverneur du nome de Meh, en qualité de lieutenant (aten) de mon père, qui était vieux, avait été comblé d'honneurs de la part de la maison royale et choyé à la cour. J'arrivai à la contrée du Koush, en remontant le fleuve. J'apportai ainsi, des limites de la terre, j'apportai (dis-je), le butin de mon maître : et ma gloire atteignit le ciel quand sa Majesté retourna heureusement. Il battit ses ennemis dans la misérable contrée de Koush. Je reviens à sa suite, avec un visage en paix : pas un de mes guerriers n'avait pas fait faute.

Je partis de nouveau pour conduire des trésors d'or à sa Majesté Ra Kheperka (Usurtasen). Qu'il vive éternellement et à toujours ! — Je remontai alors le fleuve, avec le grand prince, fils du roi, aîné de ses enfants, Ameni. — Vie, prospérité et santé l'accompagnent ! — Je partis avec 400 personnes, tout le choix de mes guerriers. Ils revinrent heureusement, et ils ne firent pas défaut. J'apportai l'or en espèces et je commençai à être honoré pour cela par les rois. Une divine louange fut pour moi de la part de mon prince. Voici que je montai de nouveau, pour accompagner des trésors vers la ville de Coptos, avec le grand prince, le gouverneur de la ville,

Usurtasen. — Vie, santé, force l'accompagnent ! — Je montai le fleuve avec 400 hommes, toute l'élite des braves du nome de Meh. J'arrivai heureusement. Mes soldats certainement firent tout ce que je (leur) disais ; car je suis plein de bonté et d'un aimable caractère, un prince qui aime ses compatriotes. J'agis ainsi pendant des années comme prince dans le nome de Meh. Tous les travaux pour le palais du roi furent sous ma main. Voici que les intendants des biens des temples des divinités du nome de Meh me donnèrent des milliers de bœufs par paires. Je fus loué pour cela de la part du palais royal, chaque année, à cause du lait. De tous ses ateliers (du roi) — je portai tous leurs produits à la maison du roi — rien ne m'en resta. — Le nome de Meh travailla pour moi, en son entier, avec une activité abondante. Mais je n'ai jamais affligé le fils du petit. Je n'ai jamais maltraité la veuve. Je n'ai jamais fait tort aux ouvriers des champs. Je n'(en) ai jamais expulsé le gardien (de troupeaux)

Il n'y eut pas de chef de cinq hommes dont j'enlevai les hommes de leurs travaux. Il n'y eut pas de malheureux dans mes jours. Il n'y eut pas d'affamé dans mon temps, même quand il y avait des années de famine ; car voici que j'ai labouré tous les champs du district de Meh jusqu'à ses limites du sud et du nord. Je fis ainsi subsister ses habitants, qui en dépendaient de ses produits. Il n'y eut pas en lui de pauvre. Je donnai à la veuve comme à la femme mariée. Je ne préférerai pas un grand personnage au plus petit dans tout ce que je distribuai. Et quand les inondations du Nil furent grandes, celui qui

semait était maître de sa récolte. Je ne prélevai rien pour moi-même des revenus des champs (1)».

La première lecture de cette stèle ne laisse pas d'idée assez nette sur son contenu, tellement ce qui s'y trouve est rassemblé pêle-mêle, sans aucun ordre. Elle nous donne cependant à comprendre qu'il s'agit d'un fonctionnaire du pharaon qui gouvernait le nome de Meh, district dont l'emplacement devait correspondre au territoire occupé jadis par une des tribus que nous avons vues ; ce dernier nous donne le compte-rendu des actes importants qu'il a accomplis pendant sa charge. M. Revillout trouve que ces quelques lignes sont encore une nouvelle preuve de la copropriété éminente du roi sur les terres ; pour lui, en effet, ces gouverneurs, princes héréditaires des nomes, qui étaient la division territoriale de la vallée du Nil, exercent par délégation tous les droits appartenant au roi et comprenant l'autorité la plus absolue. Il nous dit en effet, à propos de ce gouverneur dont il est ici question : «le prince héréditaire Ameni se trouve à la fois chef de troupes, inspecteur des travaux publics, administrateur, juge, etc. Mais — et c'est le point sur lequel nous voulons insister — il est principalement le délégué du roi, propriétaire éminent du sol, pour l'utilisation féconde de ce sol (2)».

Nous allons d'abord tâcher d'analyser scrupuleusement le contenu de cette stèle pour pouvoir en dégager la lumière que nous cherchons.

(1) Revillout. *Op. cit.*, p. 51.

(2) Revillout. *Op. cit.*, p. 52.

Ce prince héréditaire nous paraît remplir deux fonctions à la fois : celle de gouverneur du nome de Meh et celle d'administrateur des travaux du palais du roi. Cherchons dans ce passage les actes qu'il accomplissait pour s'acquitter des deux fonctions dont il était investi :

1° *Administration des travaux du palais du roi.* — Il faut d'abord remarquer que le mot de travaux ne désigne pas ici les travaux publics, tel qu'on le comprendrait aujourd'hui, mais tous les services domestiques se rattachant au fonctionnement de la maison royale (tous les travaux pour le palais du roi furent sous ma main). Il doit en effet fournir le lait pour la maison du roi : « Voici que les intendants des biens des temples des divinités du nome de Meh me donnèrent des milliers de bœufs par paires. Je fus loué pour cela de la part du palais royal, chaque année, à cause du lait ». Il devait aussi veiller au transport des produits des ateliers royaux à la maison royale, et sans doute à leur exécution : « De tous ses ateliers (du roi) — je portai tous leurs produits à la maison du roi — rien ne m'en resta ». Ce personnage est une espèce de chambellan, un de ces fonctionnaires qui doivent pourvoir à toutes les choses nécessaires du palais, et tel qu'il en existait dans les maisons carlovingienne et mérovingienne en France. L'on constatera le peu de modestie dont il est imbu, il prétend être l'objet de toutes les faveurs royales ; mais toutes ces charges ne soufflent mot sur la prétendue propriété éminente du roi, rien n'y a trait : en matière in-

dustrielle, on fait même une délimitation marquée entre les ateliers, on parle des ateliers royaux pour les distinguer sans doute des autres ateliers.

2° *Fonction de gouverneur du nome de Meh.* — Ce personnage est d'abord chef militaire, il est à la tête des soldats dont la levée a été faite parmi les habitants de son nome, c'est ce que l'on déduit des expéditions qu'il raconte avoir faites avec son roi ou le fils de son roi, et qui sont narrées dans la première partie de la stèle. Nous concluons de là que chaque nome devait fournir un contingent fixé d'hommes (remarquer le chiffre de 400 qui revient à chaque expédition) et que le seigneur était le chef de cette troupe, absolument comme au moyen âge en France le seigneur fiefieux avait son host et devait en grossir l'armée du roi. En général, les expéditions que les pharaons faisaient à cette époque avaient un but pratique, puisque l'on parle constamment dans cette stèle des quantités nombreuses d'or que l'on en rapportait.

Le prince du nome est non seulement chef militaire, mais encore chef civil, il est administrateur du nome, c'est le délégué du roi, qui lui a conféré l'exercice de tous ses pouvoirs, et il l'administre devant avoir comme rémunération les profits que le roi lui-même y avait établis, ou qu'il lui semblerait bon d'établir (1) dans un régime de royauté absolu. Pour M. Revillout, le chef

(1) Revillout. *Op. cit.*, p. 53.

du nome avait comme rémunération les revenus du territoire qu'il administrait, résultat de son exploitation. C'était une espèce de bénéfice.

Il est certain que les pouvoirs conférés aux chefs des nomes sont très absolus en général, ils supposent un lien très étroit entre le chef et ses sujets, il y a une soumission fort grande de la part de ces derniers. Néanmoins, la rigueur de ces pouvoirs ne va pas nous faire supposer que les chefs de ces divisions locales détenaient entre leurs mains la propriété de la terre par suite de la délégation des droits royaux. Prenons dans cette stèle les passages ayant trait soit à l'agriculture, soit au travail en général ; nous trouvons d'abord cette phrase : « Le nome de Meh travailla pour moi en son entier avec une activité surabondante ». Cela ne veut pas dire tous les habitants du nome, car dans ce nome il y avait bien une classe qui n'était pas astreinte au travail, la classe supérieure, comme dans toute société. Maintenant ce travail dont il est parlé ne nous indique rien de précis ; est-ce le travail industriel, est-ce le travail agricole ? L'on n'en sait rien, veut-on même dire par là qu'il existait dans le nome une certaine activité économique dont les bienfaits se faisaient sentir à tous les points de vue ? Ne pourrait-on pas également déduire de ces quelques lignes qu'il devait exister à cette époque une corvée obligatoire pour une grande partie des habitants et que ces derniers l'accomplissaient avec assez d'ardeur ?

Passons maintenant à une autre phrase : « J'ai labouré tous les champs du district de Meh ». Nous avons déjà déterminé le sens qu'il fallait donner à cette expression

de «j'ai labouré tous les champs» et nous avons pensé qu'il ne fallait pas en déduire une propriété éminente du sol pour le roi. On pourrait ajouter que les diverses terres royales se trouvant dans les districts étaient mises en culture par les chefs des nomes, de même qu'ils administraient les divers ateliers royaux. Il était d'ailleurs facile d'arriver à défricher toutes les terres non appropriées qu'on considérait comme appartenant au roi au moyen de la corvée agricole, qui pouvait être obligatoire pour la généralité.

Quant aux autres terres appropriées, on pouvait en forcer les propriétaires à les faire valoir, et c'était le chef du nome qui était chargé de faire exécuter ce règlement dans le district ; cette explication nous fait comprendre maintenant l'expression de «j'ai labouré tous les champs du district de Meh».

Cette interprétation concorderait d'ailleurs avec les données de la phrase qui termine cette stèle. Il y est dit en effet : «Et quand les inondations furent grandes, celui qui semait fut maître de sa récolte. Je ne prélevai rien pour moi-même des revenus des champs». Si Ameni ne prélevait aucune redevance sur les récoltes pendant les bonnes années, à plus forte raison devait-il s'en préserver dans les mauvaises récoltes. Mais s'il s'abstenait ainsi de l'exercice d'un de ses droits, comment pouvait-il vivre et comment pouvait-il s'entourer du luxe que comportait sa situation ? A cela on peut donner deux réponses : ou bien Ameni avait un patrimoine, celui de sa famille, et l'on ne voit pas bien comment le droit de propriété éminente du roi s'exerçait vis-à-vis de ses biens fonciers

et quels en étaient les rapports, ou bien chaque chef de nome recevait du roi des terres ; mais alors on s'écarterait du principe émis par M. Revillout que tous ces princes héréditaires des nomes recevaient une partie de la récolte des habitants comme rémunération de leur fonction.

Telle est l'analyse des deux documents sur lesquels se fonde M. Revillout pour établir la propriété éminente du pharaon sur le sol de l'Égypte depuis les temps les plus reculés. Nous sommes d'autant plus poussé à ne pas accepter son opinion que ce dernier passage a été traduit d'une façon différente par M. Maspero (1) d'après l'interprétation qui en a été faite par Lepsius (2). Nous rapportons ce passage, afin que le lecteur puisse rapprocher les deux traductions et les comparer : « J'ai marché en qualité de fils d'un chef, de chambellan, de général de l'infanterie, de nomarque de Mihi. Je vins contre Koush, et en marchant je fus conduit jusqu'aux extrémités de la terre.

» Je conduisis les butins de mon maître et ma louange atteignit le ciel. Quand sa Majesté revint en paix, après avoir battu ses ennemis, je vins le servir devant lui. Pas un de mes soldats n'a déserté, lorsque je convoyais les produits des mines d'or à la Sainteté du roi Ousirtesen I^{er} vivant à toujours et à jamais. J'allai alors avec le prince héritier, fils aîné du roi de son flanc, Amoni v. s. f. ; j'allai alors avec quatre cents hommes tous

(1) Maspero. *Histoire ancienne des peuples de l'Orient*, p. 115.

(2) Lepsius. *Deukm...*, II, 122. — V. Birch. *On a remarkable inscription of the XIIth dynasty*. — Brugsch. *Reiseberichten*, p. 93 et suiv.

choisis d'entre mes guerriers, je vins en paix et aucun d'eux ne déserta quand je conduisis le produit des mines d'or. Mon entreprise me fit louer par les rois ».

« Moi j'étais un maître de bonté, plein d'amabilité, un gouverneur qui aimait son pays...

» J'ai travaillé et le nome entier fut en pleine activité. Jamais petit enfant ne fut affligé par moi ; jamais veuve maltraitée par moi ; jamais je n'ai repoussé laboureur, jamais je n'ai empêché pasteur. Jamais *n'exista commandant de cinq hommes dont j'ai réquisitionné les hommes pour mes travaux*. Jamais disette ne fut de mon temps, jamais affamé sous mon gouvernement, même dans les années de disette. Car *j'ai labouré tous les terrains* du nome de Mihi jusqu'à ses limites au sud et au nord ; je fis vivre ses habitants en leur répartissant ses constructions, si bien qu'il n'y eut pas d'affamé en lui. J'ai donné également à la veuve et à la femme mariée, et je n'ai pas préféré le grand au petit dans ce que j'ai donné. Quand la crue du Nil était haute, et que les *propriétaires de champs* ainsi que les *propriétaires de toutes choses* avaient bon espoir, je n'ai pas coupé les bras d'eau qui arrosent les champs».

Nos connaissances en matière hiéroglyphique ne nous permettent sans doute pas de voir laquelle de ces deux traductions est la plus exacte, mais il semble que celle de M. Maspero est plus claire et plus limpide. Elle ne laisse pas une idée vague, comme celle que l'on ressent à la première lecture de celle de M. Revillout. De plus, elle tranche d'une façon efficace les discussions qui se réfèrent à notre sujet : nous y voyons la propriété nettement

énoncée, on dit en toutes lettres : « les propriétaires des champs et les propriétaires de toutes choses ». Enfin elle nous conduit presque à affirmer l'hypothèse que nous avons émise précédemment, lorsque nous disions que les chefs de nome devaient forcer les propriétaires des terres à les mettre en culture et devaient eux-mêmes procéder à l'exploitation des terrains non appropriés qu'on considérait comme appartenant au roi, c'est ce qui résulte de l'explication de la phrase « j'ai labouré tous les champs du nome de Mihi » en face de l'affirmation de l'existence de la propriété foncière. Enfin, la culture des terres était facile à réaliser à cette époque, puisqu'existait la corvée agricole imposée à une partie des habitants. Il est dit en effet, dans la traduction de Maspero : « Jamais n'exista commandant de cinq hommes dont j'ai réquisitionné les hommes pour mes travaux » ; la phrase est ici nette, la pensée précise, elle conduit forcément à l'existence de la corvée, la traduction est mieux rendue que celle de M. Revillout qui nous dit : « Il n'y eut pas de chef de cinq hommes dont j'enlevai les hommes de leurs travaux ».

Telles sont les raisons qui nous déterminent à penser que la propriété éminente des pharaons sur le sol de l'Égypte ne se perd pas dans les temps les plus reculés de l'histoire, mais a pris naissance à une époque beaucoup plus rapprochée de nous, elle ne dépend pas de l'organisation des Égyptiens eux-mêmes, mais d'une cause étrangère. Il ne faut donc pas considérer comme certaine la conception que se fait M. Revillout de l'existence d'un régime féodal en Égypte aux époques primitives.

Si l'on admet, en effet, comme les divers égyptolo-

gues (1), et la Genèse elle-même (2), que les Égyptiens sont venus d'Asie et qu'ils ont trouvé dans la vallée du Nil une population qui s'est enfuie et qui leur a laissé la place libre, on doit en conclure qu'ils se sont emparé du sol à cette époque et qu'ils ont dû se le partager. Mais ils ne formaient pas un peuple uniforme, ils étaient divisés en tribus dont chacune s'empara d'une partie du territoire qu'elle supposait devoir suffire à son entretien. Ces territoires une fois occupés, on a dû faire un partage dans chaque tribu. Comment s'est opéré ce partage ? C'est ce que l'on ne peut affirmer. Il semble cependant que, comme dans toutes les sociétés primitives, le partage a dû être fait entre chaque famille, le rôle de la gens y étant prépondérant. Nous insistons sur cette organisation de la gens primitive, parce qu'elle seule semble nous éclairer à une époque aussi lointaine.

Nous avons vu que le passage du pays de la forme théocratique sous laquelle il se trouvait à la forme de la royauté n'avait en rien changé la constitution de la terre, par suite cette dernière serait restée propriété familiale tout en subissant, comme toutes les institutions sociales, la loi fatale de l'évolution, si un événement n'était venu la renverser en partie. Nous avons trace, en effet, de l'établissement d'un régime nouveau à l'époque de la XVII^me dynastie dans des documents qu'il nous faut main-

(1) E. de Rougé. *Recherches sur les monuments que l'on peut attribuer aux six premières dynasties de Manéthon*, p. 4 à 8.

Eben. *Ægypten und der Bücher Moses*, p. 54 et suiv.

(2) Genèse, ch. X, V, 3 à 6.

tenant étudier. C'est ce que d'abord nous révèle la Genèse (1) dans un de ses chapitres les plus intéressants et que nous opposons ici aux documents que présente M. Revillout. Dans le passage ayant trait à cette matière, il nous est raconté que sous le règne du pharaon Apophis eut lieu un bouleversement dans le système foncier. Un grand malheur s'abattit, en effet, à cette époque, sur l'Égypte, une famine épouvantable accabla la population (2). Elle fut sans doute la conséquence de l'absence

(1) On va peut-être nous reprocher de nous servir de la Genèse comme document historique, quand nous étudions une institution égyptienne. Sans doute, la Bible est le livre des Hébreux, mais il y a eu des relations innéniables entre la Judée et l'Égypte et qui lui ont permis de connaître approximativement ce qui s'y est passé, d'ailleurs l'intervention dans l'histoire de l'Égypte des peuples pasteurs est peut-être même une des conséquences de ces relations. Or le régime foncier d'un pays est une de ces institutions qui frappent, principalement quand il subit une transformation profonde, par conséquent il n'est pas étonnant que la Bible nous parle de ce fait en Égypte, précisément au moment où les pasteurs se trouvaient dans le pays. La Bible est, il vrai, considérée sur bien des points comme légendaire ; il est en effet permis d'être sceptique devant quelques-uns de ces récits ; mais, en somme, toute légende a un certain fonds de vérité, et en ne prenant d'elle que son élément le plus simple, on est en général autorisé à le regarder comme ayant une valeur historique.

(2) Voici la traduction de ce passage de la Genèse (ch. XLVII, § 2 et 3) :
§ II. — L'an du monde 2300-2301 et 2302.

14. Joseph, ayant amassé tout l'argent qu'il avait reçu des Égyptiens et des Chananéens pour le blé qu'il leur avait vendu, le porta au trésor du roi.

15. Et lorsqu'il ne restait plus d'argent à personne pour en acheter, tout le peuple de l'Égypte vint dire à Joseph : Donnez-nous du pain, pourquoi nous laissez-nous mourir faute d'argent ?

16. Joseph leur répondit : Si vous n'avez pas d'argent, amenez vos troupeaux et je vous donnerai du blé en échange.

17. Ils lui amenèrent donc leurs troupeaux et il leur donna du blé pour

de récolte résultant ou de la sécheresse des terres ou de la submersion trop puissante des eaux du Nil. La Genèse ne nous donne pas la cause de cette famine, mais elle

le prix de leurs chevaux, de leurs brebis, de leurs bœufs et de leurs ânes, et il les nourrit cette année-là pour les troupeaux qu'il reçut en échange.

18. Ils revinrent l'année d'après et lui dirent : Nous ne vous cacherons pas, mon seigneur, que l'argent nous ayant manqué d'abord, nous n'avons plus aussi de troupeaux et vous n'ignorez pas qu'excepté nos corps et nos terres nous n'avons plus rien.

19. Pourquoi donc mourrions-nous à vos yeux ? Nous nous donnons à vous nous et nos terres ; achetez-nous pour être des esclaves du roi et donnez-nous de quoi semer, de peur que la terre ne demeure en friche si vous laissez périr ceux qui peuvent la cultiver.

20. Ainsi Joseph acheta toutes les terres de l'Égypte, chacun vendant tout ce qu'il possédait à cause de l'extrémité de cette famine, et il acquit de cette sorte à Pharaon toute l'Égypte.

21. Avec tous les peuples d'une extrémité du royaume jusqu'à l'autre.

22. Excepté les seules terres des prêtres qui leur avaient été données par le roi, car on leur fournissait une certaine quantité des blés des greniers publics, c'est pourquoi ils ne furent point obligés de vendre leurs terres.

§ III. — Joseph rend aux Égyptiens leurs terres et leur fournit de quoi semer, à la condition qu'ils donneront au roi la cinquième partie de ce qu'ils recueilleront, ce qui s'observe en toute l'Égypte comme une loi.

23. Après cela, Joseph dit au peuple : Vous voyez que vous êtes à Pharaon, vous et toutes vos terres ; je m'en vais donc vous donner de quoi semer, et vous sèmerez vos champs cette année qui sera la dernière de la stérilité.

24. Afin que vous puissiez recueillir des grains l'année prochaine : Vous en donnerez la cinquième partie au roi, et je vous abandonnerai le reste pour semer les terres et pour nourrir vos familles et vos enfants.

25. Ils lui répondirent : Notre salut est entre vos mains ; regardez-nous seulement, mon seigneur, d'un œil favorable et nous servirons le roi avec joie.

26. Depuis ce temps-là jusqu'aujourd'hui, on paie au roi, dans toute l'Égypte, la cinquième partie du revenu des terres, et ceci est comme passé en loi, excepté la terre des prêtres qui est demeurée exempte de cette sujétion.

nous atteste son existence. Les habitants du pays furent donc réduits à chercher par tous les moyens de quoi se nourrir et à sacrifier même dans ce but tous leurs biens ; or il se trouvait que le roi possédait des provisions considérables de toute espèce qu'il avait accumulées dans des magasins immenses et qu'il n'avait pu consommer. Dans une telle circonstance, un roi généreux et soucieux du bonheur de son peuple lui aurait distribué les réserves d'aliments qu'il avait faites ; mais le malheur voulut que les Égyptiens fussent gouvernés à ce moment par un étranger, un Hyksos, qui pensait consolider son trône en devenant propriétaire éminent des terres du pays, le malheur fit également que l'administrateur du roi Apophis fût un Hébreu, Joseph, qui ne demandait pas mieux que de maltraiter les Égyptiens pour se venger de l'état d'esclavage auquel ses frères avaient été réduits. Dans ces conditions, ces dominateurs étrangers profitèrent de la situation pour acheter toutes les terres de l'Égypte moyennant des subsistances qu'ils donnaient aux individus dépossédés, ils épargnèrent simplement les prêtres qu'ils s'engagèrent à nourrir, aussi ces derniers conservèrent tous leurs droits sur leurs terres.

Tel est le récit de la Genèse, il nous semble explicite, il nous affirme la dépossession des habitants, à en excepter une catégorie. Sans doute, cette cause d'expropriation nous paraît étrange aujourd'hui, cette famine invoquée par l'auteur nous laisse quelque doute ; il faut toujours en effet considérer dans les récits primitifs la part de vérité et la part de symbole qu'ils contiennent. Mais nous sommes poussé de croire à l'existence de cette famine,

et par suite à ses conséquences, devant l'affirmation d'un document égyptien que nous rapporterons tout à l'heure. La confiscation des terres ne fut pas étendue aux prêtres, cette exception peut s'expliquer par l'influence que ces derniers avaient dans le pays. Le pharaon Hyksos était poussé à agir par intérêt, car en accordant ce privilège aux prêtres, il savait que non seulement il s'attirait leur sympathie, mais qu'il les forçait par ce moyen ingénieux à calmer le mécontentement du reste de la nation en l'exhortant à la paix. Ce bouleversement du système foncier aboutit à la division des terres en deux parties : celle appartenant aux prêtres, la classe aristocratique et privilégiée du pays, et celle appartenant au roi, le conquérant étranger.

Il est à remarquer que, quand l'auteur de la Genèse parle des anciens possesseurs de la terre, de ceux qui existaient avant Apophis, il n'emploie pas d'expression indiquant leur fonction sociale, il fait usage du pronom de la troisième personne du pluriel, sauf en ce qui concerne les prêtres. Par suite, les guerriers n'avaient pas encore de prépondérance, ils ne formaient pas encore une élite comme sous le grand Ramsès; s'il en avait été autrement, il est probable que la Genèse n'aurait pas manqué de le rapporter. On voit donc que même en acceptant l'idée de propriété éminente du sol comme appartenant au roi, il faudrait en exclure les terres détenues par les prêtres. Ces derniers, qui avaient tous les pouvoirs à l'époque du gouvernement théocratique de l'Égypte, conservèrent en propriété leurs terres pendant le

règne des pharaons étrangers et *a fortiori* pendant celui des pharaons nationaux.

Le second document relatant l'existence d'une famine qui eut lieu sous Apophis consiste dans un texte publié par H. Brusch-Pacha dans son Recueil (pl.LXXII, N° 2) qu'il rapporte dans son histoire d'Égypte et qu'il discute. Nous cédon's d'ailleurs la parole à ce savant égyptologue : « Nous ferons d'abord observer que l'époque de Joseph est marquée d'un phénomène d'une haute portée pour le bonheur du pays qu'il gouverna pendant une famine de sept années causées par les inondations trop faibles du fleuve. Nous allons prouver que ces années de famine, arrivées justement vers l'époque où Joseph administra le pays, se trouvent mentionnées dans un texte égyptien.

» C'est dans un des tombeaux d'El-Kab, l'ancienne Eileithyiaopolis (près du village d'El-Kab), que ce texte est gravé sur la muraille en face de la porte d'entrée. A en juger d'après le style des caractères hiéroglyphiques et d'après la manière de décorer la chapelle, le propriétaire du tombeau, du nom de Baba, a dû vivre vers le temps de la XVII^me dynastie. Aucun nom royal n'orne la chapelle pour permettre de préciser plus spécialement cette époque par le règne du roi correspondant, mais heureusement cette lacune peut être suppléée par le fait suivant :

» Le nom de Baba (auprès de celui de Abana, second nom du même personnage) se rencontre dans le tombeau voisin de l'officier Aâhmès, contemporain du roi

Amosis, sous le règne duquel il avait passé sa jeunesse, tandis que son père Baba-Abana vivait pendant l'époque du roi Ra-Sekeneu (Taâ III) dont il fut un des officiers. Comme on n'a pas encore rencontré la tombe du père d'Aâhmès, tandis que toute sa famille, enfants et petits-enfants, reposent soit dans sa propre tombe, soit dans des hypogées construites par un des membres de la descendance, il est évident que la tombe de Baba devait appartenir au père d'Aâhmès, le chef des nautoniers, qui vécut sous le règne du roi Amosis et de ses successeurs jusqu'à Thotmosis III. Les premières trois lignes du texte dont nous venons de parler et qui décore la chapelle funéraire de Baba ont été publiées par nous dans le premier volume de notre Recueil. Plus tard, nous avons eu l'occasion de le compléter en copiant le reste de l'inscription composée de quatre lignes verticales. Baba, père d'une famille très nombreuse, nous raconte sa biographie de la manière suivante (1) :

« J'ai été d'un cœur doux, sans colère, les dieux m'ont accordé la prospérité sur la terre, mes concitoyens m'ont souhaité la santé et la vie dans la ville de Kab. J'ai appliqué la punition aux malfaiteurs. Des enfants étaient à moi, dans ma ville, pendant mes jours, car j'ai procréé, grands et petits, cinquante-deux enfants. Il y avait autant de lits, autant de chaises (?), autant de tables (?) pour eux, le nombre du blé et du froment était de 120 boisseaux, le lait était extrait de trois vaches, de cin-

(1) Brugsch-Bey. *Histoire d'Égypte*, p. 177, 1875.

quante-deux chèvres et de huit ânesses, le parfum consumé a été d'un Hin et l'huile de deux bouteilles. Si quelqu'un s'oppose (en prétendant) que c'est une plaisanterie ce que je dis, j'invoque le dieu Mont pour témoigner que j'ai dit la vérité. J'ai préparé tout cela dans ma maison. J'ai donné du lait caillé dans des cruches et la bière dans la cave en plus de Hin que suffisants. J'ai récolté, aimant le bon dieu, j'ai été attentif à l'époque de la semaille (ou de l'hiver). Une famine ayant éclaté, pendant beaucoup d'années, j'ai donné du blé à la ville pendant toute la famine».

»Nul doute que la dernière partie de l'inscription ne fasse allusion à un événement historique arrivé sous forme d'une famine qui régna pendant plusieurs années en Égypte. Comme un tel malheur est de la plus grande rareté, comme l'histoire n'en connaît qu'un seul exemple, les sept années de famine de l'époque de Joseph, il en résulte le fait curieux et important que les nombreuses années d'une famine arrivée en Égypte du vivant de Baba, vers la fin de la XVII^m^e dynastie, se rapportent directement au même événement dont s'occupe la Sainte-Écriture en parlant des sept années de famine arrivée en Égypte comme dans les autres pays du monde».

Sans doute, ce document indigène, qu'analyse H. Brugsch-Pacha, ne dit mot du changement d'organisation de la propriété foncière dont nous parle la Genèse, il n'est donc pas d'un grand secours en cette matière ; mais de ce qu'il prouve l'arrivée d'une famine concordante à celle de la Genèse, il nous donne une plus grande con-

fiance dans le récit complet que nous rapporte ce livre biblique.

Les conséquences de ce bouleversement de la propriété foncière aboutirent à la division du sol de l'Égypte en deux parties : l'une, d'une étendue fort considérable, appartenant au roi, l'autre bien moins vaste, mais formant la propriété séculaire des prêtres ou des cultes divins. Mais le domaine territorial du roi s'était ainsi tellement agrandi qu'il ne pouvait lui-même procéder à son exploitation, il aurait d'ailleurs mis ses anciens possesseurs de la terre dans une situation embarrassante ; aussi le ministre Joseph rendit aux Égyptiens leurs terres (voir verset 23 et suivants), mais à la condition que ceux-ci donneraient au roi le cinquième de leur récolte.

Cette dernière obligation nous montre qu'il y a eu déplacement du droit de propriété de la tête du peuple sur celle du roi, les anciens propriétaires sont devenus des emphytéotes et la détention de leurs biens est soumise au paiement de certains objets en nature ; il y a donc création d'un contrat auquel échappent les prêtres qui n'ont pas perdu leur qualité de propriétaire. Enfin il faut voir dans le cinquième de la récolte que versent au trésor du roi les possesseurs du sol, une part représentant l'impôt existant déjà et résultant du droit de souveraineté royale et une autre part résultant du droit de propriété acquis par le chef de l'État.

Cette idée de propriété éminente ainsi établie ne semble pas incompatible à cette époque avec la situation du pays : outre qu'en effet, comme on l'a vu, le pharaon

était un étranger et qu'il appliquait en somme des règles jugées excellentes pendant tout le moyen âge, il faut songer que l'Égypte n'était plus morcelée en petits États comme sous les premières dynasties, qu'elle s'était unifiée et que la concentration des pouvoirs les plus absolus entre les mains d'un seul homme, d'un potentat étranger, facilitait la réalisation de liens aussi resserrés entre lui et le peuple en matière immobilière.

Voilà donc pour nous deux sources de cette division tripartite de la propriété foncière que nous rapportent les auteurs grecs ; la première est profondément enracinée dans le passé et aucune révolution n'a pu l'empêcher de se développer, la seconde a jailli tout d'un coup par des circonstances fortuites, mais elle a formé une institution solide, parce qu'elle était établie au profit de l'organe le plus puissant de la société égyptienne.

La royauté, ce droit exorbitant que possédaient les Hyksos, ne disparut pas, en effet, avec leur chute, lorsque l'élément égyptien reprit le dessus et établit un chef hiérarchique de son sang : le régime de la propriété foncière subsista tel qu'il était, le roi s'appropriâ les avantages et privilèges qu'avaient acquis ses prédécesseurs étrangers. Mais cette nouvelle génération de pharaons, ces rois de la XVIII^me dynastie, avait ouvert à l'Égypte son ère de prospérité et de grandeur, l'époque des conquêtes allait arriver et l'apogée de sa puissance allait se réaliser sous Ramsès-le-Grand.

Cette ascension progressive de l'Égypte vers sa splendeur était causée par un double mouvement : à l'intérieur,

la caste des prêtres avait élevé le niveau intellectuel par l'étude des diverses sciences dont ils ne cessaient d'augmenter l'horizon par des découvertes nouvelles; à l'extérieur, les expéditions audacieuses des rois avaient été menées à bonne fin non seulement par la vigueur des membres de la génération régnante, mais aussi par l'intrépidité, le courage et la discipline des guerriers égyptiens. Enfin, bref, le roi, les prêtres et les guerriers, tels étaient les éléments qui avaient fait de l'Égypte le pays le plus éclairé du monde à cette époque-là; or de ces trois éléments, deux possédaient une vaste superficie de terrain, le roi et les prêtres; le troisième ne possédait rien, mais ce dernier, en contribuant ainsi à la grandeur du pays, acquit une autorité presque égale à celle des deux autres et dut naturellement être investi des mêmes privilèges, c'est ce qui arriva sous Ramsès II-Sésostris, ce pharaon pour qui les Hébreux avaient construit la ville de Ramsès. Ce grand roi s'occupa précisément de l'organisation du sol, il divisa l'Égypte en 36 nomes (1). et donna des terres à ses guerriers, ce qui lui était facile à faire, puisqu'il était propriétaire de la plus grande partie des terres de l'Égypte. Ces donations nous sont confirmées par le poème officiel du Pentaour que Ramsès fit graver sur les murs de Karnak et qui a été traduit; le roi y fait en effet des reproches à ses guerriers qui s'étaient mal conduits dans une bataille contre les Chétas et qu'il avait cependant récompensés en leur con-

(1) Hérodote. L. II, § CIX et CLXVII.

cédant des terres (1). Nous ne pouvons néanmoins affirmer que les donations faites aux guerriers datent toutes de Ramsès-Sésostris : il y en a eu antérieurement, telle que celle que nous rapporte M. Revillout en faveur d'un soldat de fortune qui fut le compagnon du grand Toutmès III, mais nous ferons remarquer qu'elles sont toujours postérieures à Apophis et à la dynastie des Hyksos.

Nous sommes ainsi arrivé à cette troisième catégorie de personnes qui possédait les terres de l'Égypte, voilà maintenant établie cette division tripartite citée partout et dont on ne peut nier l'existence à partir de ce moment. Nous avons vu comment chacune d'elles semble avoir été formée, nous verrons dans le chapitre suivant quels étaient, à notre avis, les droits conférés à chacune d'elles. Maintenant il faut noter également qu'à cette époque les prêtres virent augmenter encore la quantité des terres qu'ils possédaient : lorsqu'en effet Ramsès, vainqueur de tant de pays, rentra en Égypte, les prêtres lui décernè-

(1) Voici la traduction de ce passage du Pentaour donnée par M. Revillout : « Votre cœur s'est affaibli, ô mes cavaliers, et mon cœur, à moi, commence à ne pas se remplir de vous tous. Cependant il n'est pas un seul d'entre vous à qui je n'aie fait un sort heureux dans ma terre. Si je n'étais pas tenu debout comme seigneur, vous étiez à l'état de misérables. Je vous ai fait demeurer dans vos habitations et dans vos villes, et l'ordre de départ n'a pas été donné par le capitaine et mes cavaliers de même ont agi. Je vous ai donné la route vers vos villes afin que je vous trouve tous ensemble au jour et à l'heure de marcher au combat ; — Or voyez ! vous avez fait une action lâche ensemble ! pas un de vous ne s'est levé pour me prêter la main ! »

rent une fictive immortalité en consacrant à ce héros le culte d'Osiris. Ils y avaient été stimulés par Isis, femme de Ramsès, qui leur avait promis, en échange du culte ainsi établi, des libéralités qu'elle devait leur accorder (1). En effet, Isis, à la mort du roi, concéda aux prêtres une grande quantité de terres, de sorte que c'est avec raison que Diodore pense que la caste des prêtres possédait à elle seule plus du tiers des terres de l'Égypte.

Ces diverses données ont permis à un homme distingué de fixer la quantité de terres possédées par chaque classe et d'arriver ainsi à la superficie totale du pays des pharaons, telle qu'elle est à peu près aujourd'hui. Nous savons en effet que chaque soldat avait droit à douze aroures de terrain que la loi lui accordait, nous savons également par Hérodote que le chiffre de la puissance militaire de l'Égypte à son maximum s'élevait à 410.000 hommes. « Alors, dit M. Jomard à qui nous cédon's la parole, au moyen de ces douzes aroures concédés à chaque soldat et qui faisaient retour à la couronne en cas d'extinction de la famille, le territoire appartenant à la caste des guerriers montait à $410.000 \times 12 = 4.920.000$ aroures. En comptant un soldat sur quinze habitants, faisant la déduction des femmes et des enfants, qui forment près des deux tiers de la population; attribuant aux prêtres et aux personnes dépendant des collèges douze aroures par tête (on ne peut leur donner moins qu'aux guerriers); enfin un dixième du sol pour les chefs

(1) Diodore. L. I, § XXI.

religieux et civils, et pour le roi et sa famille, on trouvera 15.500.000 aroures, distribués entre les habitants mâles et adultes autres que les guerriers : total 20.500.000 aroures environ. Ce nombre est en harmonie avec la surface qui était cultivable au temps d'El-Maçoudy, ainsi que le rapporte Ben-Ayas dans sa *Cosmographie*. Le nombre de 20 à 21 millions d'aroures nous paraît d'autant plus admissible qu'il s'éloigne très peu de la valeur totale de la superficie de l'Égypte égale à 2.200 lieues carrées 25 au degré. Ces 2.200 lieues font environ 20.360.000 aroures (1) ».

(1) Voir Jomard. *Description de l'Égypte*.

CHAPITRE II

LA PÉRIODE FÉODALE

Il nous faut maintenant étudier ce système de féodalité foncière que nous avons vu s'organiser peu à peu et atteindre son épanouissement complet au moment où l'Égypte elle-même arrivait à l'apogée de sa grandeur avec la XVIII^{me} dynastie. Nous ne pouvons, à ce sujet, émettre rien de définitif, vu toujours la rareté des pièces qui pourraient nous donner quelque lumière, l'interprétation différente dont elles ont été l'objet et par suite la contradiction des idées qui ont été émises sur les institutions de cette période ; aussi sommes-nous obligé d'avouer que tout ce que nous dirons également dans ce paragraphe ne doit pas paraître au lecteur comme consistant dans une série d'affirmations, mais de suppositions que nous avançons par les déductions que nous suggère le contenu des documents que nous avons eu le bonheur de rencontrer.

§ I. — LE RÉGIME DES CASTES

Nous avons vu les raisonnements qui nous ont amené à supposer l'existence primitive de la copropriété familiale en matière foncière et son indépendance vis-à-vis de

la puissance royale, nous avons vu également comment la propriété de la terre avait passé entre les mains du roi et comment elle avait été répartie entre de nouveaux individus formant peu à peu deux classes privilégiées par le rôle important qu'ils jouaient dans la vallée du Nil. Examinons maintenant la constitution de ces classes privilégiées, les éléments qu'elles comprenaient, les droits enfin qu'elles avaient sur les biens immobiliers qu'elles détenaient.

La première question que nous avons à nous poser est cette fameuse question qui a fait l'objet de nombreuses discussions, elle consiste à se demander si ces deux classes privilégiées contiennent les caractères de l'institution que l'on connaît sous le nom de caste, ou bien si elles n'ont pas fondé une institution similaire. Avant d'aborder le sujet, il faudrait s'entendre sur le sens du mot caste ; si vous distinguez par là des classes sociales, telles qu'elles existaient dans l'Inde, comprenant un nombre restreint de personnes et qui ne pouvaient en faire partie qu'à certaines conditions (s'abstenir de certaines professions qui sont étrangères ou interdites — se préserver de toute alliance en dehors de la caste — continuer la profession qu'on a reçue de ses pères) (1), alors vous êtes obligé de convenir qu'il n'y a pas eu de caste proprement dite en Égypte. Si l'on entend mainte-

(1) Ces conditions ont été énumérées par M. Ampère dans une lecture faite en 1848 à l'Académie des Inscriptions. Ce dernier les prend comme base de l'institution des castes et conclut à son inexistence en Égypte.

nant par caste la division des habitants d'un pays en classes dont l'existence est subordonnée non pas aux conditions elles-mêmes des castes de l'Inde, mais à des conditions qui varient, tout en y ressemblant, suivant certaines causes autochtones, alors l'on doit admettre l'existence des castes en Égypte. Nous ne voyons pas d'abord les raisons pour lesquelles l'on serait obligé d'appliquer, pour rechercher s'il y a eu des castes dans la vallée du Nil, les mêmes règles absolues qu'elles avaient dans l'Inde. Nous sommes ici dans un pays étranger, et les causes qui ont motivé l'établissement de ces classes étant différentes, il en résulte que leur régime comprendra des règles différentes. Si en effet on recherche les causes qui ont contribué à établir les castes en Égypte, l'on voit en premier lieu que c'est la concession des terres par le roi à certaines catégories d'habitants. Le roi, propriétaire de presque toutes les terres de l'Égypte, d'après les documents que nous avons vus, ne pouvant les administrer utilement par suite de leur étendue, conférait à ses sujets les droits réels qui lui plaisaient, en général non à titre de concession généreuse, mais comme rémunération des services qu'on lui rendait. C'était pour lui un moyen de s'attacher un individu par un lien solide et de l'obliger à le servir s'il voulait conserver le privilège qui lui avait été donné. Cette idée de service nous est prouvée par la générosité intéressée qu'avait eue Apophis en ne dépossédant pas les prêtres de leurs biens, puisqu'ils devaient, en échange, lui être dévoués et servir sa cause ; elle nous est révélée égale-

ment dans le poème du Pentaour, lorsque Ramsès-Sésostris réprimande ses soldats pour ne s'être pas convenablement battus contre les Chétas, et il leur rappelle qu'il leur a cependant donné des terres en vue de leurs actes héroïques.

Mais, si l'idée de service était devenue un fondement à la détention d'un droit réel, pour ceux qui étaient parvenus à l'acquérir, sa perpétuité entre les mains de leurs héritiers était due à une autre cause naturelle qui devait ainsi aboutir à la formation de l'institution des castes. L'individu, en effet, ne vit pas que pour lui, il existe pour les siens et, s'il fait un effort, il veut que le fruit en soit laissé à ceux qui lui sont chers, s'il n'a pu arriver à en jouir. Il cherche, par conséquent, à assurer la propriété de ce qu'il a acquis aux siens, à ses proches parents, c'est là un phénomène naturel, qui est la cause de tout labeur et de tout progrès et que quelques dogmatiques cherchent maintenant à détruire, pour y substituer une famille beaucoup plus vaste, mais dont les liens ne sont guère solides.

Ce principe exista en Égypte depuis un temps immémorial, mais à partir d'Apophis tout droit réel sur la terre était subordonné à une obligation de la part du détenteur; il fallait donc, pour qu'elle restât dans sa famille, qu'à sa disparition il y eût un successeur à sa fonction sociale, un fils qui pût remplir la charge dont il était investi. Ce fut sans doute l'aîné qui remplit cette tâche, en même temps qu'il veillait à l'entretien des *sacra privata*. Maintenant que l'on voit de quelle manière se sont établies les castes, on peut s'expliquer pourquoi leurs

conditions d'existence pouvaient être différentes de celles des castes de l'Inde.

Si, comme il nous le semble, l'idée de service a établi la propriété ou la possession de certains biens immobiliers au profit de certaines personnes, l'hérédité, loi naturelle, a fait que pour conserver ces biens dans une même famille, il a dû forcément exister dans chaque gens une filière d'individus, nés du même auteur, rendant aux pharaons le même service pour lequel ces biens avaient été donnés. Un tel système de caste ayant différé évidemment de celui qui se trouvait dans l'Inde et qui se rattachait à des conceptions religieuses et mythologiques, il en résulte que les conséquences en sont différentes. Il n'y a rien d'étonnant, par exemple, à voir une généalogie d'individus occupant la même fonction (1), alors que d'autres de la même source ne se trouvaient pas dans pareil cas ; c'est que, sans doute, l'aîné des enfants devait seul succéder à la charge de son père, tandis que les autres étaient libérés de cette servitude. De là, on peut déduire aussi que les castes n'étaient pas du tout fermées et que tout individu pouvait en faire partie, l'homme qui n'était pas le fils aîné d'un guerrier ou l'aîné qui renonçait à sa part dans l'héritage paternel pouvait devenir prêtre, comme le roturier pouvait entrer dans l'une des deux castes par ses mérites personnels ;

(1) Par exemple au nouvel empire, une famille de choachytes thébains dont on possède tous les contrats et papiers depuis le règne de Tahraka (680 av. J.-C.) jusqu'à l'occupation romaine.

c'est ce qui nous est prouvé par les documents démotiques, où l'on trouve souvent cette formule : « Ses ancêtres n'étaient pas connus », cela signifiait que le personnage en question était un parvenu.

S'il n'y avait pas ainsi de barrière entre les castes pour les hommes, il devait encore moins y en avoir pour les femmes, et la fille d'un personnage revêtu d'une dignité militaire pouvait parfaitement s'unir au fils d'un personnage revêtu d'une dignité sacerdotale (1). Enfin, les castes sacerdotales et militaires elles-mêmes semblent avoir été organisées de bonne heure d'une manière hiérarchique, il y a des échelons successifs et graduels par lesquels passent les membres de la caste du degré le plus bas au degré le plus élevé. C'est ainsi que l'on voit un compagnon d'armes de Toutmès III occuper successivement des places de plus en plus élevées dans la caste militaire et en même temps augmenter le nombre des aroures de champs qui lui étaient attribués. La hiérarchie sacerdotale semble n'être pas fixe, elle s'établit aussi par l'avancement, et les prêtres suivaient un *cursus ho-*

(1) De même le cumul de plusieurs fonctions ne doit pas nous surprendre, il s'explique par ce fait que dans l'ancien empire, le chef de nome ou plutôt de la division territoriale existante avait plusieurs attributions, c'est là un reste d'une période sociale où plusieurs pouvoirs pouvaient reposer sur la même tête et où les chefs s'arrogeaient des droits différents ; aussi voyons-nous de tout temps les prêtres se revêtir d'attributions judiciaires, et sous les Lagides même, les contrats démotiques nous font savoir que le Tribunal des laocrites, chargé d'affaires civiles à Thèbes, était confié aux prêtres d'Amon. (Voir *Revue égyptologique*, 3^{me} année. — Article sur le Tribunal de Thèbes. Revillout).

norum, comme les guerriers, c'est ce que nous apprend Diodore. Enfin, à l'époque lagide, certaines charges sacerdotales étaient soumises à l'élection, il en était ainsi pour la charge de grand prêtre à Memphis ; on élisait également parmi les prêtres de chacun des temples de Thèbes, de Memphis et d'Héliopolis les juges qui devaient siéger au Tribunal suprême. Ces charges électives, dont le titulaire est choisi parmi les fonctionnaires du degré immédiatement inférieur, si du moins elles ne remontent pas à une époque très ancienne, nous prouvent le caractère hiérarchique des charges de chaque caste, principalement en ce qui concerne la caste sacerdotale qui a été la première organisée en Égypte, puisqu'elle est née de l'ancien régime théocratique égyptien (1).

Pour nous donc, l'existence des castes dans la vallée du Nil ne fait pas de doute ; mais, issues à la suite d'un état social déterminé, elles ne pouvaient comporter de règles semblables à celles des castes de l'Inde. Il n'en est pas moins vrai que leur formation a contribué à l'établissement d'une espèce de féodalité, puisque leurs membres ont été investis de certains droits et prérogatives que n'avaient pas les autres habitants et qu'ils ont peu à peu patrimonialisés. Les autres habitants, considérés comme des roturiers, qui étaient aussi répartis en caste

(1) Voir discussion sur la question des castes en Égypte : *Cours de droit égyptien*, tome I. État des personnes, p. 132 et suiv. (Reveillout).

à l'exemple des deux castes nobles par suite de la division des métiers, ne pouvaient avoir aucun droit éminent de propriété sur la terre.

§ II. — LE DROIT DE PROPRIÉTÉ FONCIÈRE APPARTIENT-IL COLLECTIVEMENT A LA CASTE OU A DES UNITÉS PERSONNIFIÉES?
— LES DIVERSES CATÉGORIES DE PROPRIÉTÉ.

Occupons-nous maintenant du droit de propriété foncière et recherchons s'il appartenait à la caste elle-même. Nous savons que le pharaon devint propriétaire de toutes les terres de l'Égypte, sauf de celles des prêtres, ce qui lui constituait un domaine fort considérable. Si d'un côté l'étendue de ses biens l'empêchait de procéder à une exploitation personnelle, d'un autre côté la formation du pays en État et la centralisation continue des pouvoirs devait exiger un ensemble de fonctionnaires qu'il fallait payer et leur rémunération consistait dans des concessions de terres. Nous avons vu aussi comment les personnages qui possédaient les mêmes attributions étaient arrivés à se grouper et à former des collectivités. Eh bien, ces divers groupements, ces castes se sont-elles attribuées la propriété collective des terres que chacun de leurs membres détenait en raison de l'exercice de ses fonctions? ou bien chaque membre était-il considéré comme propriétaire du terrain à lui concédé? ou bien encore chaque fonction constituait-elle dans la caste une sorte d'individualité sur la tête de qui pût reposer la propriété de la dotation?

Il semble en premier lieu que la caste ne pouvait pas être propriétaire des terres qui étaient détenues par chacun des membres qui la composaient. Elle n'a pas été créée spontanément par l'autorité royale, elle s'est formée lentement et progressivement, et ce n'est pas le fait de la détention de la terre par ces individus qui l'a établie, mais l'analogie des fonctions qu'ils exerçaient et leur transmission dans la même famille. En d'autres termes, c'est la qualité professionnelle des personnes qui a formé la caste, et non le fait de posséder une richesse, cette dernière n'est que l'accessoire, la conséquence de la fonction exercée par l'individu. Par suite, la caste n'est pas un corps constituant, une personne morale, elle est née d'une façon accidentelle par la similitude des fonctions des individualités qui la composent, mais ce n'est pas un groupe possédant un patrimoine foncier qu'elle divise entre chacun de ses membres proportionnellement à son rang. Si d'ailleurs il en était ainsi, on aurait trouvé dans les quelques investitures de biens fonciers, que le temps nous a épargnées, des indices démontrant qu'elles étaient établies en faveur de l'une des castes. De plus, lorsque la concession d'un immeuble était réalisée en faveur de l'un des membres de la caste, elle aurait dû être faite au nom de la caste à laquelle il appartenait, et certains rapports auraient dû exister entre les concessionnaires et les cédants, ici les individus exerçant la profession de soldat ou de prêtre et les représentants de la caste. Or l'on ne voit nullement les traces de lien de ce genre dans les documents que l'on pos-

sède. Par conséquent, la caste n'a pas un droit de propriété collective sur les terres; examinons maintenant si ces dernières appartiennent individuellement à chacun des membres de la caste ou si elles ne sont pas plutôt la propriété de la fonction.

Si on étudie les divers documents concernant la propriété foncière, on remarque qu'elle y appartient à un monument funéraire, ou à un temple, ou à une garnison en général.

M. Revillout nous cite (1) un cas curieux: le roi Amenhotep III de la XVIII^{me} dynastie avait fait construire une tombe en souvenir d'un de ses premiers ministres qui fut, paraît-il, son conseiller le plus cher, le vice-roi d'Éthiopie, auteur des célèbres colosses connus sous le nom de statues de Memnon, le fameux Amenhotep, fils de Hui.

De plus, comme, d'après le culte des Égyptiens, on devait célébrer pour les morts, à certains jours, des offices religieux et des sacrifices, des prêtres, à l'époque où nous sommes, accomplissaient ces solennités, charge qui fut primitivement remplie par l'aîné de la famille. Eh bien, le roi avait attribué à ces prêtres le revenu annuel de certaines terres pour les rémunérer des prières et offices qu'ils devaient faire sur la tombe de son ministre. A cette fondation pieuse se rattachait donc en propriété un certain territoire dont les revenus étaient don-

(1) *Cours de droit égyptien*, tome III. La propriété, ses démembrements, p. 57.

nés aux prêtres de Ka, mais en cas de violation de la charte par ces derniers, les terres faisaient retour au roi. Il n'y a ici nulle trace de la propriété de la caste, c'est la fondation funéraire qui est elle-même propriétaire, et les prêtres ne semblent à nos yeux que de simples bénéficiers.

Les terres originaires sacerdotales paraissent être également une propriété d'un genre particulier qui n'appartenait pas à la caste, mais à une divinité déterminée, et les revenus servaient à entretenir le culte et les prêtres attachés au temple de cette divinité. Ce n'est pas tel ou tel prêtre qui détient en propriété un terrain quelconque, c'est le temple lui-même, on le personnifie par une sorte de fiction. De même que, comme nous venons de le voir, à une fondation pieuse était rattachée une étendue de territoire pour l'entretien du culte du mort qui avait fait l'objet de cette fondation et des diverses personnes en dépendant, de même on rattachait à tel temple des terres qui servaient à perpétuer le culte du Dieu de ce *neter notep* et à en entretenir les représentants. Les présomptions résultent pour nous de divers actes qui ne datent pas de l'époque dont nous nous occupons, mais qui s'en rapprochent suffisamment pour nous donner quelque lumière. Ces textes nous révèlent un droit éminent conféré au temple, ce qui nous laisse supposer que les prêtres ne pouvaient avoir individuellement, en leur qualité de ministres attachés à un temple, un droit de propriété sur une terre, puisqu'elle était soumise à un droit supérieur. Voici deux de ces actes que

nous avons rencontrés dans le cours si intéressant de droit égyptien de M. E. Revillout ; ce sont deux contrats rédigés par un divin père en l'an 36 d'Amasis, par lesquels il livre à un créancier de son frère l'usage annuel d'un terrain qu'il possédait avec lui. Le premier de ces actes concerne la part du frère débiteur, le second la part du frère aîné sur le terrain en question resté dans l'indivision.

« L'an 36, pêchons, du roi Ahmès.

» Le divin père Udjahor, fils de Tuamen Aouchons, dit à l'homme du temple de mont neb Uas Pétémont, fils de Phoamen, dont la mère est Ruru :

» Je t'ai donné le (droit de) hoti sur les mesures de terre en culture à cultiver avec ce (hoti) au nom du divin père Reri, fils de Tuamen Aouchons. Tu es pour lui en gagiste pour cela sur tout champ que tu cultiveras. Parmi mes champs qui sont sur Paamen, sur le territoire d'Aou, à l'occident de Thèbes, sur le territoire de Pahi, dépendant du sanctuaire d'Amon — de l'an 36 à l'an 37

» S'il y a du blé en l'an 37, je prendrai le tiers de tout le blé, de tous les produits qui seront sur les champs que tu cultiveras pour le hoti des mesures de terre ci-dessus, hoti au sujet duquel je t'ai écrit au nom de Reri, fils de Tuamen Aouchons, mon frère.

» Au nom du blé (du produit) de ce champ, que j'éloigne les scribes du temple d'Amon pour ma part du blé du temple d'Amon (revenant au temple d'Amon), sans que je puisse faire se tenir debout ces scribes devant toi à cause de ma part du blé du temple d'Amon.

» Que nous fassions de plus le reliquat (la réserve

pour l'ensemencement) en quatre parts sur nous : moi trois parts à cause du hoti sur les mesures de terre et sur le blé au nom du divin père Reri, fils de Tuamen Aouchons ; toi une part au nom de la culture.

» S'il y a compte quelconque sur chose quelconque que j'engage pour le terme de l'an 36 à l'an 37, si les scribes du temple d'Amon mesurent (taxent) les champs, ce sera à mon nom. Le montant du nobi (de l'amende) avec prise de gage que je solderai sur les champs sus-indiqués, je le ferai prendre sur les parts du divin père Reri, fils de Tuamen Aouchons. Pour sa part de tout ce qui se tiendra debout (de tout ce qui aura poussé) sur les mesures de terre, je la ferai donner. Je ferai (je paierai) le nobi avec prise de gage pour le hoti de ces mesures existant pour toi, le surplus à recevoir sera pour nous comme (il a été dit).

» Par l'écriture de Djepaefankh, fils de Hahoreroou ».
(Au revers figurent dix noms de témoins).

Voici la teneur du second acte :

« L'an 36, pachons, du roi Ahmès.

» Le divin père Udjahor, fils de Tuamen Aouchons, dit à l'homme du temple de mont neb Uas Pétémont, fils de Phoamen, dont la mère est Ruru :

» Je t'ai loué mes champs qui sont (situés) sur Paamen, dans la terre d'Aou, à l'occident de (Thèbes), sur le territoire de Pahi (dépendant) du sanctuaire d'Amon, afin de les cultiver, de l'an 36 à l'an 37, soit à titre de hoti, soit à titre de terre à produits. Toi et tes compagnons (Khabas) vous avez cinq mesures de terre ci-dessus.

» S'il y a du blé en l'an 37, je prendrai le tiers du blé

et de tous les produits qui y seront pour ma part en ce champ.

» Que nous fassions en outre le reliquat (la réserve pour semailles) en six parts : toi et tes compagnons cinq parts ; moi, au nom de ma mesure de terre, une part.

» Je ferai (je paierai) le montant du nobi qui sera en ton nom ; que je donne le blé du temple d'Amon sur le tiers (qui est) ma part en ces champs ci-dessus ; que j'éloigne les scribes du temple d'Amon pour ce blé. Si les scribes du temple d'Amon mesurent (taxent) mes champs, ce sera à mon nom (à mes frais). Si je t'écarte pour ne pas te laisser jouir de mes champs ci-dessus de l'an 36 à l'an 37, en outre des droits ci-dessus, je te donnerai un argentens (onten) du temple de Ptah, sans alléguer aucun arrangement.

» Par l'écriture de Teos (Djeho), fils du divin père d'Amon Epi ».

(Au revers figurent dix noms de témoins).

Il faut d'abord remarquer que le hoti dont il est parlé ici consiste dans la location d'une chose qui doit avoir pour but d'éteindre une dette. L'opération consistait dans la libération du débiteur (le loueur) envers son créancier (locataire), auquel il donnait, en guise de paiement, la possession complète et la jouissance d'une chose pendant un certain temps. C'est ce que M. Revillout appelle, par une sorte de néologisme, *antichrèse in solutum*. Les deux contrats cités plus haut visent précisément une opération de ce genre : il s'agit de deux prêtres du temple d'Amon qui étaient frères, et dont le cadet avait contracté une dette, assez importante sans doute, qu'il fallait

régler. Pour cela ils se trouvèrent obligés d'engager par une antichrèse in solutum une terre qu'ils possédaient en commun, mais dans des proportions différentes, par suite de partages dont nous n'avons pas besoin de connaître les causes. C'est l'aîné, en sa qualité de neb, d'administrateur des biens de la famille, qui prend ici la parole pour engager la dite terre ; mais tout en agissant seul au nom des deux, il spécifie la part de responsabilité qui incombe à chacun d'eux, et il fait en conséquence deux actes pour les parts de chacun dans le bien familial.

En outre il faut noter que dans les deux actes l'on parle d'une redevance que l'on devait donner au temple d'Amon ; en effet le loueur s'engage à « repousser les scribes du temple » et par suite à le payer. Or le temple ne peut réclamer cette redevance qu'en qualité de propriétaire éminent, les deux frères ne sont donc que des propriétaires utiles ; ils sont tous deux cependant des prêtres d'un ordre élevé, ils appartiennent au second ordre sacerdotal, qui dans la hiérarchie vient aussitôt après les prophètes, ce qui nous prouve que les prêtres même supérieurs n'avaient pas la propriété libre des terres du temple. D'ailleurs le rapprochement des actes de location d'Amasis et de la chronique démotique relative au même règne nous apprend que les prêtres recevaient le tiers du produit des terres à eux concédées en sous-propriété par le temple — tiers qui n'excluait pas une part analogue laissée au sanctuaire comme propriétaire éminent.

Sans doute ces deux actes ne datent pas de l'époque que nous étudions, ils sont postérieurs à Bocchoris, et par conséquent ont été faits à un moment où s'était opéré

de nouveau, comme nous le verrons, un changement dans le régime foncier égyptien et où les emphytéotes de la Genèse sont devenus des propriétaires utiles. Mais de ce qu'actuellement leur droit est plus solide qu'avant et de ce que cependant ils reconnaissent la propriété éminente non d'une personne, mais d'une individualité personifiée, du temple, on doit en conclure qu'antérieurement aussi c'est cette individualité qui a dû être propriétaire de leurs terres.

Le roi a donc, comme pour les fondations pieuses, octroyé à chaque temple un droit de propriété sur une étendue de territoire déterminée qui devait servir à l'entretien du culte et des prêtres attachés à ce temple. Naturellement, quand le roi donnait ainsi une terre à un temple et que cette terre était grevée d'un droit d'emphytéose (or, c'était là sans doute le cas général de toutes les terres de l'Égypte, puisque cette institution avait été le résultat de l'expropriation d'Apophis), le temple acquéreur devait respecter ce droit : il avait alors le domaine direct de cette terre, comme l'on disait en France au moyen âge, tandis que les emphytéotes avaient le domaine utile. Si la terre n'était grevée d'aucun droit, le temple était alors pleinement propriétaire et il disposait de sa terre comme il l'entendait, en ce qui concerne son exploitation, il pouvait dans ce cas la céder en emphytéose ou la louer.

De ces développements il résulte qu'un prêtre attaché à un temple n'a pas, en cette qualité, un droit de propriété sur une terre, il peut simplement avoir un droit d'emphytéose ou de bénéfice pour employer une expres-

sion du moyen âge. En général, ce ne sera même pas un droit emphytéotique qui lui sera concédé, puisque la grande partie des terres de la vallée du Nil vit déjà sous ce régime et est déjà exploitée par une population rurale de condition roturière et dont la tenure est de nature emphytéotique, ce sera un droit de bénéfice : ce dernier consiste en effet en une jouissance qui devient la rémunération d'un service rendu par un individu, qui est attaché à sa personne, tant qu'il accomplit ce service, et qui cependant à la longue se transmet aux enfants, c'est là un fait qui se remarque dans la plupart des pays (1) et qui résulte d'un sentiment humain dont la force est très grande. L'enfant pourra conserver le droit réel de son père, mais à la condition d'exercer sa fonction.

Maintenant, en dehors de ces *neter notep*, des prêtres semblent pouvoir avoir un droit de propriété sur une terre, parce que le roi pouvait disposer de ses biens en faveur de la personne qui lui plaisait et de la manière qu'il voulait ; or, une disposition de ce genre pouvait être accordée à des prêtres. Enfin, il y a même une dernière nuance à signaler : il y avait des terres que les prêtres ou les temples possédaient à la suite d'une fondation royale, mais il y en avait d'autres dont l'origine était même antérieure aux droits du roi et remontait au delà d'Apophis. On sait qu'Apophis n'avait pas dépossédé la caste sacerdotale. Il est probable qu'en fait leur organi-

(1) En France, par exemple, au moyen âge, pour toute fonction publique.
Cf. P. Viollet. *Histoire du droit civil français*, p. 639,

sation était analogue à celle des terres de fondations royales, avec le droit du roi en moins. Pourtant on concevrait aussi pour elles une sorte de copropriété de caste, la caste sacerdotale étant analogue à la tribu de Lévi, chez les Hébreux. Nous ne sommes pas renseigné sur ce point, ce sont là des exceptions ; la règle générale est que la propriété des terres sacerdotales n'appartient ni à la caste collectivement, ni à chacun de ses membres individuellement.

Il en est de même pour les guerriers : Hérodote et Diodore nous racontent que Ramsès avait donné douze aroures de terre à chacun de ses soldats ; mais c'était là le moyen de les rémunérer de leur fonction et de les récompenser des glorieux faits d'armes qu'ils ne cessaient d'accomplir dans leur marche conquérante. Nous savons aussi par ces mêmes auteurs que les soldats changeaient souvent de garnison, et que par suite ils occupaient à chaque nouveau casernement d'autres aroures, tandis qu'ils abandonnaient les leurs à ceux qui venaient les remplacer. Nous retrouvons ici ce que nous avons vu en ce qui concerne les temples : la caste n'est pas propriétaire, puisqu'il n'y a aucun pouvoir central qui procède à la concession des terres, le soldat n'est pas non plus propriétaire, puisque chaque fois qu'il change de garnison, un autre terrain lui est attribué : c'est donc une autre individualité qui est propriétaire, sans doute la garnison ; elle joue ici le même rôle que la divinité ou la fondation pieuse, c'est elle qui est la personne morale. Le soldat est un simple bénéficiaire ; il n'a droit aux pro-

duits d'une certaine étendue de territoire que parce qu'il est attaché à une garnison déterminée. D'ailleurs, il ne cultive pas lui-même la terre, il n'a son titre de concession que pour percevoir les revenus qui doivent lui assurer son existence. Le changement de garnison ne l'inquiétait pas beaucoup, peu lui importait, en effet, de toucher ses revenus à un endroit plutôt qu'à un autre, il pouvait facilement transmettre son titre à son successeur et tous deux n'avaient plus qu'à régler entre eux la question des revenus, le tenancier se trouvant à l'abri par le paiement de la redevance fixée à l'un d'eux. L'on voit donc qu'il n'y a ici ni propriété collective de la caste, ni propriété individuelle revenant au soldat.

Aux guerriers on peut encore rattacher les principaux fonctionnaires royaux qui administraient les divisions territoriales du pays ; ils devaient sans doute être classés dans la caste des guerriers et ils avaient, comme eux, des terres avec les revenus desquelles ils s'entretenaient. Il semble, en effet, que toute l'organisation administrative devait, à cette époque, être essentiellement militaire, puisque nous assistons à une époque de conquête. D'ailleurs, les origines d'un tel système en sembleraient plus éloignées, puisque nous avons vu plus haut, dans la stèle d'Ameni, des attributions aussi bien militaires que civiles conférées à ce chef de nome. Eh bien, le fonctionnaire, ici, n'est pas plus propriétaire du domaine dont il a les revenus que le guerrier ou le prêtre, parce que s'il abandonne sa fonction, son bénéfice ne passe pas à sa famille, à moins qu'un de

ses héritiers ne vienne le remplacer et exercer sa fonction. La possession du bénéfice par le fonctionnaire est corrélative à l'exercice de la fonction, de sorte que l'on peut dire que la fonction joue ici le rôle de propriétaire. Ce sont donc toujours les mêmes principes qui règlent la matière, la terre n'appartient ni à la caste, ni à un individu, mais à une unité personnifiée, et si une personne se présente à nous comme propriétaire, cette situation consiste dans une exception.

La propriété est en effet un droit qui porte sur une chose ou sur une terre déterminée et que l'homme conserve et transmet, quelle que soit sa condition sociale ou son domicile. Or, ici, le fonctionnaire, comme le soldat ou le prêtre, change de bénéfice quand il change de fonction ou de résidence, et quand il l'abandonne, ce dernier ne passe pas à sa famille, mais à la personne qui lui succédera dans sa fonction. On peut dire que chaque fonction constitue un titre spécial accompagné d'une dotation et que c'est chaque fonction qui est regardée comme propriétaire. C'est cette solution qui semble acceptable, soit pour les prêtres où le dieu du temple incarne chaque fondation particulière, soit pour les soldats où chaque garnison a sans doute, comme chaque temple, ses biens particuliers. Pour nous résumer, nous pouvons dire que la propriété foncière, sous l'époque féodale égyptienne, semble avoir appartenu, en dehors du roi, à des unités personnifiées que l'on peut ranger dans les catégories suivantes ;

La fondation pieuse.

Le temple ou la divinité.

La garnison.

La fonction.

Deux exceptions pouvaient cependant porter atteinte à cette règle générale et certaines terres pouvaient conférer un droit de propriété aux individus qui les détenaient :

1° Peut-être les terres qui avaient appartenu aux anciens chefs théocratiques étaient-elles restées propriétés familiales au milieu de toutes les révolutions.

2° Les terres qu'il plaisait au roi de donner en propriété.

Ces exceptions sont naturellement explicables, la première découlerait d'un fait historique, la seconde émane de la volonté royale.

Telle est, à notre avis, la façon dont il faut envisager le tableau de la propriété foncière égyptienne à cette époque.

§ III. — ORGANISATION HIÉRARCHIQUE DE LA PROPRIÉTÉ. — SORTE DE RÉGIME FÉODAL. -- LA CLASSE RURALE

La caste, nous venons de le voir, n'a donc pas un droit de propriété collective sur la terre, c'est le temple, la fondation pieuse, la garnison ou la fonction qui jouit de ce privilège. Toutes ces unités personnifiées ont sur la terre un droit de propriété aussi fort que celui du roi sur les immeubles faisant partie de son domaine. Néan-

moins, au-dessous de ce droit supérieur, viennent s'éta-
ger d'autres droits conférés à des individus et visant la
même terre : nous connaissons déjà le droit du bénéfici-
er qui portait sur un terrain déterminé se rattachant au
domaine d'une garnison ou d'un temple et corrélatif à
l'exercice d'une fonction. C'était un simple droit d'usu-
fruit sur la terre qui lui était attribuée, il consistait dans
la rémunération de la fonction qu'il exerçait. Le bénéfici-
er devait sans doute donner au propriétaire éminent
une *redevance* déterminée qui est la conséquence de son
droit supérieur.

Après le droit du bénéficié il en venait encore un au-
tre : nous avons vu, d'après la Genèse, que le roi Hyk-
sos, Apophis, avait laissé en jouissance aux Égyptiens
les terres dont il les avait dépossédés, à la condition
qu'ils paieraient une certaine redevance ; il y avait donc
là un droit conféré à des tenanciers, une sorte d'emphy-
téose acquise à leur profit et que l'on peut considérer
comme familiale, elle n'est soumise en effet qu'à l'obli-
gation du paiement de la redevance royale et est réglée
au point de vue de sa transmissibilité par le droit fami-
lial qui n'a pas lieu de disparaître. La famille était par
suite attachée à la terre de génération en génération,
c'était une catégorie d'individus qui procédait à l'exploit-
ation du sol d'une manière directe. Le droit de l'emphy-
téote était un droit d'usage et de jouissance, mais il
avait à supporter les droits supérieurs du propriétaire
éminent et du bénéficié : en somme, tout en ayant le
fardeau de la culture, il devait encore faire face aux di-
verses redevances qui étaient attribuées au propriétaire

éminent et au bénéficié, en raison de leurs droits supérieurs.

Ce droit d'usage et de jouissance, ce domaine utile, pouvait très bien se concilier avec les deux autres droits : l'unité personnifiée a un droit éminent, un domaine direct, qui ne s'exerce pas matériellement, le bénéficié a droit à une partie des produits du sol, mais comme il ne peut lui-même en faire la culture, il lui faut un tiers pour le faire fructifier, ce sera le rôle du tenancier. L'on pourrait cependant objecter que le propriétaire éminent ou le bénéficié pouvaient arriver à faire exploiter la terre en la louant, cela est vrai, nous n'en disconvenons pas, l'on possède d'ailleurs des actes de location datant de l'époque postérieure et relatant le fait, mais nous sommes obligé de tenir compte du droit d'emphytéose accordé aux détenteurs du sol à l'époque des Hyksos et nous pensons qu'il continue toujours de subsister. Aussi, pour concilier les deux choses, l'on peut dire que le propriétaire éminent ou le bénéficié ne procèdent pas à la culture du sol, qu'ils laissent ce soin à des tenanciers attachés à la terre, et dans le cas où la terre ne comporte pas de tenure, le mode d'exploitation est la location. La nature des rapports entre propriétaire éminent ou bénéficié et agriculteur différerait donc suivant le mode d'exploitation, tenure ou bail, devant lequel on se trouvait. Ceci est important, car le tenancier a un droit sur la terre beaucoup plus solide que celui du fermier, puisqu'il y est attaché non seulement par des clauses personnelles d'un contrat, mais aussi par des droits qui ont un caractère réel.

Cette superposition de droits fait que plusieurs individus ont un lien qui les attache à la même terre :

1° Le propriétaire éminent, qui peut être un individu ou une unité personnifiée ;

2° Le concessionnaire bénéficiaire qui exerce une fonction ;

3° Le concessionnaire cultivateur qui exploite et paie les redevances : il est tantôt tenancier, tantôt simple fermier.

Ces personnages avaient des droits différents, distincts l'un de l'autre et limités l'un par l'autre : le premier avait un droit de propriété dont les éléments étaient restreints par le droit du tenancier ; en effet, le *jus utendi et fruendi* lui manquait absolument, puisqu'il appartenait à l'autre, il en était dédommagé par la redevance qui lui était payée. Son rôle était purement nominal, il avait d'ailleurs été créé après celui du tenancier, il était donc juste qu'il respectât celui de ce dernier ; à son nom était simplement attachée une terre déterminée, mais son droit supérieur se manifestait par les revenus qu'on lui donnait. Entre ces deux personnages se trouvait le bénéficiaire dont le droit est tout à fait temporaire, puisqu'il dépend de l'exercice d'une fonction.

Cette espèce de féodalité devait différer de la féodalité européenne par les origines elles-mêmes qui l'avaient établie. Ce n'est peut-être pas une idée de protection qui a constitué la suzeraineté d'un individu sur un autre, ou bien un fait de spoliation ou de conquête. Ici les origines ont un caractère plus juridique, c'est le roi qui a fait une démarcation parfaite entre les droits des principaux

détenteurs de la terre et qui a attribué à l'un un droit supérieur à l'autre. La féodalité se présente sous l'apparence d'une superposition de droits concernant la terre et se manifeste par la supériorité de l'un sur l'autre. En pratique, cette prééminence s'exerce par une puissance dont use le personnage pourvu du droit le plus fort dans certains cas déterminés.

Il en résulte que le tenancier est une espèce de colon, mais dont la liberté d'action est beaucoup plus grande. C'était lui qui avait à supporter les peines de l'agriculture et le poids des diverses redevances qu'il fallait donner tant au propriétaire qu'au bénéficiaire. Mais au point de vue personnel, l'agriculteur avait les mêmes droits que le seigneur le plus élevé ; il pouvait en effet, comme lui, contracter mariage et avoir des enfants reconnus par la loi. Nous savons que l'esclave (1) en Égypte contractait des liens conjugaux valables, à plus forte raison en était-il de même du fermier qui était de condition libre. Mais il avait cela de commun avec les esclaves qu'il pouvait être sujet à des coups de bâton lorsqu'il ne payait pas le prix de ses redevances. Quelle sanction pouvait en effet avoir le propriétaire éminent ou le bénéficiaire contre ce dernier ? Aucune. L'agriculteur, ne possédant qu'une petite hutte, ne pouvait guère offrir de solvabilité à son patron : aussi le bâton devait-il remplacer ici les jugements de saisie des tribunaux.

Enfin, pour terminer ce chapitre, il nous reste à faire

(1) E. Revillout. *L'état des personnes en droit égyptien*, p. 89.

une remarque : les relations entre le propriétaire éminent et les divers ayants droit à la terre se bornaient, nous semble-t-il, à la culture du sol ; il n'y avait entre eux aucun lien de vasselage, comme il en exista par exemple en France à l'époque féodale. Ce qui nous fait avancer cette supposition, c'est le système de centralisation qui a existé depuis longtemps en Égypte, puisqu'on en trouve la trace sous Ramsès-le-Grand dans les maximes du scribe Ani, et qui rattachait chaque individu à une circonscription déterminée. Les registres de l'état civil y ont été en effet connus dès les temps les plus reculés, les documents hiéroglyphiques, démotiques et grecs sont sur ce point dans l'accord le plus parfait. On inscrivait sur ces registres toutes les personnes, aussi bien les seigneurs, les hommes libres que les esclaves qui étaient sur la même inscription que leur maître. Les hiérogammates ou scribes sacrés des temples étaient chargés de tenir ces registres. Primitivement, les personnes inscrites étaient attribuées au sanctuaire du lieu où elles avaient été enregistrées, plus tard elles furent attribuées au nome, la division du pays, telle que l'avait établie Ramsès-Sésostris. Aussi ne manque-t-on jamais, dans les divers documents, quand on nomme une personne, de citer son lieu d'origine ; les contrats font toujours mention, par exemple, du lieu de naissance des partis figurant dans l'acte : choachydes pastophores d'Amon-Api de l'occident de Thèbes — habitants de Djème, etc. ; les inscriptions avec le relevé des biens appartenant à tout individu permettaient ainsi de se procurer les renseignements les plus importants sur tout ce que l'on désirait,

mais elles nous laissent supposer également un système de centralisation assez rigide établi par les Pharaons et qui leur offrait un moyen d'empêcher tout groupement d'individus sous la puissance de quelques personnages dont le but final aurait été le morcellement du royaume.

§ IV. — L'INSTITUTION FONCIÈRE ET LA FAMILLE : LES BÉNÉFICES ET LES TERRES FAISANT L'OBJET DE L'INDIVISION GENTILICE. — L'HÉRÉDITÉ ET LE DROIT D'AINESSE.

Nous avons vu jusqu'ici comment s'est constitué le régime foncier égyptien, nous connaissons les rapports existant entre les divers personnages ayant des droits sur le sol : il nous reste à examiner si ces droits leur appartiennent exclusivement ou s'ils sont étendus à toute leur famille cognatique. Nous savons en effet quel rôle important avait joué le principe de la copropriété familiale dans les règles primitives des Égyptiens, il nous faut examiner s'il en est toujours ainsi.

Nos développements précédents ont montré que trois droits peuvent se rapporter à la terre : le droit du propriétaire éminent, le droit du bénéficiaire, le droit du ténancier. Voyons si chacun de ces droits est personnel à celui qui le détient ou s'il ne s'étend pas à sa famille selon l'ancien système égyptien.

En premier lieu, le droit éminent de propriété a été constitué au profit du temple ou de la garnison dans le but de perpétuer le culte de la divinité qu'on y adore ou l'état militaire qui a été créé en Égypte par une série de

rois guerriers ; par conséquent il n'est pas conféré à un individu, mais à une espèce de personne morale. L'on ne peut parler à son sujet de droit familial, il subsistera tant que les personnes morales pour lesquelles il a été institué existeront.

Le droit du bénéficiaire nous semble être personnel : le bénéfice est une institution créée par le roi, il donne à un individu les produits du terrain qui en fait l'objet en échange du service qu'il rend, mais tout avantage est suspendu dès que le service n'est plus accompli. Le bénéfice n'est donc pas un usufruit familial, il n'appartient qu'au titulaire de la fonction, il ne passe à ses descendants que s'ils exercent la même fonction. Par suite, la propriété gentilice ne s'y est jamais appliquée, puisqu'au contraire le bénéfice s'est superposé à elle par l'effet de circonstances variées.

Quant à la tenure, elle constitue un bien familial, puisqu'elle n'est sujette qu'au paiement d'une redevance déterminée, indépendamment de toute idée de service personnel.

Examinons maintenant quelle est l'origine de la copropriété familiale et les règles qu'elle semble comporter par l'étude de l'hérédité. Nous avons vu précédemment que la race sémitique n'admettait pas, comme chez les Romains, le système agnatique en matière successorale et qu'elle ne tolérât pas non plus la libre disposition testamentaire d'un bien par l'individu qui en avait la propriété avec l'autorisation du peuple qui intervenait pour sanctionner la transmission. Ayant pour principal caractère la vie nomade, elle ne se rattachait pas à une nation

ou à une cité quelconque, elle n'admettait comme groupement que la tribu ou la confédération de tribus. Quand une tribu s'était néanmoins fixée à un endroit, le sol lui appartenait par principe d'occupation, et si par hasard il y avait partage et que dans le sol affecté à cette tribu chaque famille eût sa terre, comme chez les Hébreux, cette terre devenait inaliénable en quelque sorte, comme celle de la tribu dont elle dépendait. Les Égyptiens, descendant également de cette race, conservèrent les principes qui la caractérisaient, c'est ce qui nous a fait supposer que la propriété foncière devait revêtir la forme patriarcale, et c'est ce que nous avons essayé de prouver.

L'hérédité égyptienne différait cependant de celle des autres peuples sémitiques, et principalement de celle des Hébreux. Elle était basée sur l'importance des devoirs religieux que l'on avait à remplir à l'égard du défunt et des obligations que les descendants devaient exécuter et qui consistaient en un véritable culte des morts. « Le défunt, nous dit M. Revillout, une fois reconnu comme un être bon, était assimilé à l'être bon par excellence, au dieu Osiris, et devenait lui-même un dieu ; par suite on lui devait un culte religieux, et c'est le fils du défunt qui est chargé de remplir cette fonction à l'époque la plus reculée ». Des stèles (1) funéraires nous représentent le fils aîné accomplissant ainsi le rôle de prêtre par rapport à cet homme déifié, il était revêtu de la peau de panthère, c'est-à-dire du costume sacerdotal.

(1) Musée du Louvre. Les stèles, n° 8, n° 53, n° 308 de la sculpture.

Aussi tout Égyptien se considérait-il comme ayant pour devoir de posséder un fils qui perpétuât son nom et qui consacraît sa vie à l'honorer dans la tombe; et celui-là qui n'avait pas de fils, lui succédant au point de vue religieux et civil, se trouvait sous une sorte de malédiction. L'on ne doit donc pas s'étonner de lire la maxime suivante, que devait suivre tout fils modèle, dans le livre sapientiel d'Ani: « Apporte la libation à ton père et à ta mère qui reposent dans le tombeau... ce que tu auras fait pour ton père, ton fils également le fera pour toi ». L'accomplissement des sacrifices funéraires pour l'entretien du culte familial devant ainsi être fait par les descendants du défunt, et cette coutume religieuse étant la base de la succession civile, il en résultait que la cognation naturelle devait l'emporter dans l'hérédité. Les liens du sang devaient désigner ceux qui perpétueraient la personne du défunt, et si cette filiation naturelle venait à manquer, on avait recours à l'adoption qui, à la différence du droit romain primitif, ne faisait pas rompre à l'enfant ses liens avec sa famille naturelle. C'est ainsi que Ramsès III fut, paraît-il, le fils adoptif et le successeur de Setnekht, le vainqueur du Syrien Arisu; que, d'après la stèle d'Haremhebi, Horus, qui n'était autre que le roi Ai, emmena son fils Haremhebi avec lui et le fit couronner devant lui à Thèbes; or, cet Haremhebi n'était qu'un fils adoptif et c'est en cette qualité qu'il épouse la fille d'Horus (1).

(1) Revillout. *Op. cit.*, p. 187.

Mais si, au point de vue religieux, le fils aîné succède ainsi à son père, il en est de même aussi pour les biens ; comme, néanmoins, il fallait concilier ici ce droit d'aînesse avec le régime de copropriété patriarcale, il a été établi depuis très longtemps que l'aîné succédait au père quant à l'administration des biens, mais qu'il avait un droit semblable à celui de ses frères dans le partage de ces mêmes biens. La même part était donc accordée aux héritiers du même degré, mais les biens restaient dans l'indivision et étaient gérés par l'aîné. Cela ne veut pas dire que ce dernier avait sous sa puissance ses frères et sœurs cadets, comme chez les Hébreux par exemple ; il était simplement leur représentant légal dans l'intérêt de la conservation du patrimoine. On trouve assez lointaines les traces de cette institution ; un papyrus hiéroglyphique de Berlin, daté de la XII^m^e dynastie, nous révèle précisément le cas de partage d'une succession d'un Égyptien qui n'avait pas ses biens en Égypte. Nous avons trouvé ce document dans l'un des cours si intéressants que M. Révillout a faits à l'École du Louvre, et l'analyse en a été faite par ce savant égyptologue, à qui nous sommes heureux de céder la parole : « Seneba, parti de l'Égypte, pour mener une vie d'aventure chez les peuples du voisinage, devint le favori du roi des Tennou, qui lui donna en mariage sa fille aînée, et en dot une partie de sa terre d'un bout à l'autre du territoire. Il resta là plusieurs années, eut plusieurs enfants, se rendit célèbre par ses exploits et devint extrêmement riche. Mais, se sentant vieillir, il désirait rentrer en Égypte pour s'y préparer sa demeure éternelle, en songeant à

ses fins dernières. Il ne pouvait le faire impunément sans que le roi d'Égypte le lui permît, car il aurait été mis à mort comme un transfuge. Un bon accueil lui fut promis par une ordonnance royale qui lui fut apportée et le combla de joie. Il annonça dans sa réponse qu'il allait transmettre ses biens aux enfants engendrés par lui dans le pays qu'il devait quitter, puis qu'il partirait aussitôt».

Le texte continue en ces termes :

« Je passai un jour en Aam, distribuant mes biens à mes enfants. Mon fils aîné fut sur mes serviteurs. Mes serviteurs et tous mes biens furent en sa main : mes hommes et mes troupeaux, mes arbres à fruit et tous mes dattiers ».

Ainsi, dans ce récit, rédigé en Égypte, bien que concernant une terre étrangère, le fils aîné avait tout en sa main, comme dans les actes d'une plus basse époque; et, comme dans ces actes, il est dit pourtant que tous les biens furent distribués entre les enfants.

Le scribe égyptien paraît donc avoir compris les choses d'après les mœurs de sa patrie, supposant à la fois un partage de biens fait par le père entre ses enfants, par attribution de parts indivises, et l'administration de ces biens confiée au seul aîné *κύριος*.

Ce passage nous montre bien, à propos d'un Égyptien qui à l'étranger ne s'était pas débarrassé de ses coutumes et de ses mœurs, la continuation du régime de la copropriété familiale et l'administration du patrimoine par l'aîné.

En général, l'hérédité est dévolue sans aucun acte la

conférant, les enfants sont pour ainsi dire saisis de la totalité des biens du défunt. Le père possède non pour lui, mais pour ses enfants ; il ne peut donc rien faire sortir du patrimoine familial sous forme de donation soit directe, soit déguisée. Ce qui nous prouve combien était forte cette idée de copropriété familiale, c'est que le père, bien souvent vers l'époque de Bocchoris, fait une reconnaissance des droits de ses enfants sur ses biens, il leur cède ainsi la propriété et n'en garde que l'usufruit. Or il est à présumer que cette coutume a dû avoir une origine bien lointaine, puisque nous voyons, dans les maximes du scribe Ani (qui datent de Ramsès), ce dernier donner à un père le conseil de ne pas se dépouiller ainsi en faveur de ses enfants : « Que ta main ne soit pas prodigue pour autrui ; cela vient à toi pour ta ruine. Si tu cèdes les biens que tu occupes pour tes enfants, cela reviendra au même pour toi. Sauvegarde tes biens pour toi-même. Tes gens les trouveront après toi. Donner au petit ce qu'on a retiré au grand, c'est (pour celui-ci) comme la rétribution d'un apport de honte. La discipline dans la maison, c'est la vie, et la correction te permet de te retrouver toi-même ». Telles nous semblent être les règles de la copropriété égyptienne. La famille cognatique, on le voit, conserve toujours son droit sur les biens de l'un de ses membres, il n'y a d'exception en matière immobilière que pour les bénéfices qui offrent un caractère particulier à cause du but de leur institution.

§ V. — DE LA PROPRIÉTÉ DES MAISONS

L'on ne peut passer sous silence cette question : primitivement, les maisons devaient appartenir sans doute à la famille, puisque la copropriété familiale y était la forme sociale de la propriété et qu'elle ne comportait pas de droit éminent ; mais ce régime a été modifié, nous avons vu de quelle façon. Cette transformation a dû naturellement produire un certain trouble dans la constitution de la propriété des biens bâtis. Si la maison est en effet construite sur un terrain dont la propriété appartient au constructeur, il n'y a aucune difficulté qui puisse être soulevée. Il n'en est pas de même lorsque la maison est construite sur un terrain appartenant à un tiers, que ce soit le roi ou un individu propriétaire ou l'une des unités personnifiées que nous connaissons. Il y avait en effet ici deux cas à prévoir : si le terrain de construction a été cédé par le propriétaire et si l'élévation de la maison a été faite grâce à sa tolérance, nous sommes alors devant une location emphytéotique très régulière. Mais qu'arrivait-il, lorsque la maison était construite sans la connaissance du propriétaire ? Ce dernier était-il obligé de supporter ainsi la maison comme une servitude ou ne pouvait-il pas, en qualité de maître du terrain, s'arroger le tout moyennant une indemnité par le constructeur ? Ce sont des questions que nous ne pouvons malheureusement résoudre. M. Revillout, au savoir duquel nous avons toujours recours, estime que le roi étant le propriétaire éminent

de la terre, les constructions des maisons sont tolérées, et le constructeur en a la propriété à cause de la peine qu'il s'est donnée en bâtissant : c'était donc l'idée de travail qui était le fondement de la propriété de l'immeuble (1), mais le terrain toujours appartenait au roi, et lorsque la maison s'était écroulée, il faisait retour au domaine royal. Enfin le droit de propriété éminent se manifestait par le paiement d'un impôt au trésor royal qui existait, paraît-il, depuis Amenophis III (XVIII^me dynastie). Nous nous soumettons à l'explication de M. Revillout, nous ferons simplement quelques remarques : c'est que la propriété des terres était tantôt entre les mains du roi, tantôt entre celles d'unités personnifiées ou d'individus, et que par suite la construction d'une maison pouvait aussi bien se faire sur une terre du roi que sur celle des autres propriétaires. Or si elle se faisait sur celle de ce dernier genre de propriétaires, il devait nécessairement y avoir une redevance pour son droit de propriété éminente. Mais cette construction était-elle soumise à un impôt royal ? C'est ce que nous ignorons. Toujours est-il que si elle y était soumise, cet impôt devait frapper la maison à raison de sa détention comme richesse, et il devait être inférieur à celui des maisons bâties sur les terres royales, puisque ce dernier devait comprendre en outre un droit de location. Dans le cas contraire, les prélèvements faits sur les maisons construites dans les terres royales sont improprement

(1) Revillout. *Op. cit.*, p. 59.

qualifiés d'impôt, ils consistent dans les prix de location qu'acquiert le propriétaire de la terre, ici le roi, pour la concession de son bien. Telle nous semblerait être la logique de ce système.

§ VI. — DE LA PRESCRIPTION IMMOBILIÈRE

Le champ d'application de cette institution s'étend-il à tous les droits fonciers que nous connaissons ? Il ne nous le semble pas, précisément parce que tous diffèrent par leur origine.

S'il s'agit d'un droit de propriété éminent, il semble que la prescription n'ait pu s'y appliquer. Le roi a la propriété éminente de toutes les terres, comme nous l'avons vu ; par conséquent toute personne tient du roi la propriété éminente d'un fonds quelconque, et à l'inverse tout fonds qui n'appartient pas en propriété éminente à une unité personnifiée ou à un individu est la propriété éminente du roi, par suite ce droit est imprescriptible.

Le droit de bénéfice, ou usufruit, est l'accessoire de la fonction exercée par le bénéficiaire, il sera donc susceptible de la prescription si la fonction elle-même peut être prescrite. Cela nous semble possible, la fonction peut être usurpée par un autre que le bénéficiaire, et ce tiers peut être à la longue reconnu comme ayant un bénéfice légalement constitué. Si la fonction peut ainsi être prescrite, le droit d'usufruit qui en est l'accessoire peut l'être aussi.

Quant au simple droit d'usage et de jouissance, nulle raison n'empêche la prescription de s'y appliquer. C'est un droit distinct de celui du propriétaire éminent et qui ne peut se confondre avec lui, en outre il ne pourra être accaparé par ce dernier. D'ailleurs le cadastre est là pour régulariser toutes les erreurs inévitables que le temps avait consacrées : erreur dans la qualité du détenteur, dans les limites des terres, dans la qualité d'héritier, etc., etc.

§ VII. — LA PROPRIÉTÉ ET LA PUISSANCE PUBLIQUE

Nous avons ainsi épuisé les questions principales que peut soulever la propriété immobilière, il nous reste maintenant à examiner les rapports qui, en pratique, ont dû exister entre la dite propriété et la puissance publique qui consiste ici dans la personne royale. Ils donnent lieu à deux sujets : le cadastre et l'impôt.

Le cadastre. — Le cadastre dans un pays semble aujourd'hui une chose fort naturelle, puisqu'il permet de classer la plus petite parcelle de terre suivant son degré plus ou moins approximatif de fertilité et de la représenter dans des registres par le nom de son propriétaire, et cela est fait dans un seul but, celui de créer en faveur de l'État une source de revenus en imposant toutes les terres d'une manière à peu près équitable. Mais si cette opération est en ce temps-ci une chose ordinaire, il n'en était pas de même il y a deux mille ans et à plus forte

raison à une époque aussi reculée que celle de la civilisation égyptienne : le cadastre date en effet dans ce pays de la plus haute antiquité, puisqu'on trouve une scène d'arpentage sur le tombeau de Zosirkerinsobou à Thèbes qui est de la XVIII^e dynastie et que l'inscription de Beni-Hassan qui est antérieure (XII^e dynastie), parle d'opérations du même genre.

La raison d'être de ce cadastre depuis une époque aussi reculée tient d'abord aux envahissements périodiques des eaux du Nil et au caractère ensuite du régime foncier que nous avons étudié. Nous avons vu en effet qu'il fallait y distinguer la propriété et la possession de fait; or le Nil venait interrompre chaque année cette possession de fait. Ses déplacements perpétuels, la facilité avec laquelle il efface les bornes des champs et modifie en une saison d'été la physionomie d'un canton avait obligé les Égyptiens à mesurer le sol qui les nourrissait et à établir des barrières solides entre leurs champs, afin que chacun pût reconnaître ce qu'il possédait après chaque dépôt de limon fait par le fleuve bienfaisant. Ces opérations, auxquelles était soumis tout le territoire de l'Égypte, étaient accomplies d'une manière exemplaire, aussi n'est-ce pas sans raison que l'antiquité tout entière attribua aux Égyptiens l'invention de la géométrie.

Il y avait d'abord un personnel considérable d'arpenteurs et de scribes qui étaient chargés de renouveler sans cesse les mesures anciennes, de vérifier les changements survenus dans la possession des terres et dans les modifications apportées par les eaux du Nil. La scène d'arpentage dont nous avons parlé plus haut nous montre deux

personnages mesurant un champ de blé avec une corde, le troisième inscrivant le résultat du travail. Ensuite le tout était porté sur les registres cadastraux par les soins d'un service organisé à ce sujet : on y marquait le nom du propriétaire, du bénéficiaire, celui des tenanciers, celui des détenteurs limitrophes, on notait la contenance et la nature du territoire. On avait le soin d'inscrire également, à quelques coudées près, ce que la parcelle de terre contenait de sable, de marais ou d'étang, les canaux qui la traversaient, les bouquets de palmiers, les jardins et les vergers qui pouvaient s'y rencontrer, enfin la nature de la culture qu'on y faisait. C'est ainsi que l'inscription de Beni-Hassan énumère tout au long, comme une pièce juridique, les parties constitutives d'un domaine appelé « la Gazelle » sa situation, son genre de culture, son degré de productivité, etc.

Chaque propriété était d'ailleurs limitée par une ligne de stèles qui portaient souvent le nom du possesseur actuel et du dernier bornage. D'autres fois elle avait un nom qui la rendait vivante et indépendante, exactement comme on le fait encore aujourd'hui dans beaucoup de hods de la Basse et de la Haute-Égypte. Ce nom était tantôt emprunté à la nature du sol, tantôt à sa situation ou à quelque accident de terrain qui le rendait remarquable : ainsi il y avait le Lac du Sud, le Pré Oriental ; quelquefois il rappelait le premier maître qui l'avait possédé ou le pharaon sous lequel il avait été défriché, comme la nourrice Phtah hotep — la Verduze — Khéops, etc. Une fois donné, ce nom persistait durant des siè-

cles, sans que ni les partages, ni les révolutions, ni les changements de dynasties ne pussent le faire oublier.

Toutes ces indications, toutes ces données étaient récoltées afin d'aboutir au classement de chaque terre dans une catégorie déterminée et d'en fixer l'impôt d'une manière équitable, proportionnelle à l'étendue du fonds et à la qualité des terres qui le composaient. L'unité dont on se servait pour mesurer les terres était l'aroure, c'est-à-dire un carré de 100 coudées de côté, comprenant en chiffre rond 28 ares. Enfin les territoires se partageaient en plusieurs classes selon qu'ils étaient inondés régulièrement ou qu'ils étaient placés au-dessus des plus hautes eaux et partant soumis à un régime plus ou moins coûteux d'irrigation artificielle.

Tout ce travail était fait avec équité par toute une armée d'arpenteurs et de scribes, le résultat en était inscrit sur les registres cadastraux. Ces derniers servaient aussi, lorsque les eaux du Nil modifiaient la nature du sol, à dédommager le possesseur évincé en lui donnant une autre étendue de terrain ou en abaissant l'impôt qu'il payait lorsqu'une compensation de terre devenait impossible. Une série d'inscriptions d'Edfou, publiées et interprétées par Lepsius, et récemment par H. Brugsch-Pacha, nous montre ce que devaient être ces registres et le personnel qui les tenait ; les personnes curieuses d'avoir de plus amples renseignements n'ont qu'à se référer aux travaux de ces égyptologues (1). Il

(1) Brugsch-*Thesaurus* p. 299.

nous est impossible de nous appesantir plus longuement sur ce sujet, mais nous devons conclure de tout cela que les pharaons avaient une haute idée des moyens d'existence de leur pays ; ils savaient que l'agriculture était la seule source de richesse pour l'Égypte et en même temps la seule source que pouvait fournir des revenus à leur trésor. Ils avaient donc apporté un soin particulier à assurer d'une manière solide au détenteur la terre qui lui avait été conférée, et en même temps à établir au profit du trésor royal la part de redevance qui lui revenait. Il nous reste maintenant à examiner sur quelles bases on se fondait pour établir cette redevance, en un mot il nous reste à étudier la question de l'impôt.

De l'impôt foncier — L'impôt foncier a existé en Égypte de longue date ; l'on voit en effet, sur les stèles remontant aux époques les plus anciennes, des passages qui y ont trait ; l'on peut remarquer en effet dans la stèle d'Ameni, dont nous avons eu à nous occuper plus haut, ces quelques mots : « Et quand les inondations du Nil furent grandes, celui qui semait fut maître de sa récolte. Je ne prélevai rien pour moi-même ». Cela indique bien qu'une redevance était exigée par les chefs des nomes, et pour nous cette redevance consiste en un impôt, puisque nous avons vu que le roi n'avait pas primitivement la propriété, éminente des terres.

Le prélèvement de l'impôt foncier ne doit pas d'ailleurs nous surprendre à des temps aussi éloignés, il pouvait se baser sur les travaux d'irrigation que l'on faisait, travaux qui ne devaient pas sans doute être aussi importants que ceux qui ont été élaborés depuis, mais qui, faits

en vue d'augmenter la productivité des terres, devaient être payés par les détenteurs de cette richesse elle-même qui voyaient ainsi leurs revenus s'accroître. Les travaux publics ne semblent pas, à l'origine, être dus à l'initiative du roi, mais plutôt à celle des chefs de nome. En effet, si l'autorité royale semble avoir assez de prestige dans l'Égypte primitive, la souveraineté ne devait pas s'exercer d'une manière étroite : il n'y avait pas une organisation centralisant tous les pouvoirs entre les mains du roi. Le chef de nome, sorte de prince qui avait succédé au chef des anciennes tribus, nous paraît comme un personnage assez indépendant dans l'intérieur de son territoire, pourvu qu'il reconnût la suzeraineté royale. Aussi estimons-nous qu'à une époque aussi reculée, le roi n'avait pas encore dans les nomes des agents qui prélevaient l'impôt foncier, c'était le chef du nome lui-même qui prélevait cet impôt à son profit. Le mécanisme de l'État n'était pas encore assez compliqué et le *budget était trop simple* pour exiger des redevances considérables, enfin les impôts prélevés dans la circonscription que le roi administrait directement devaient sans doute être suffisants. C'est ce que nous croyons déduire de la stèle d'Ameni que nous connaissons ; ce chef de nome dit en effet qu'il ne prélevait rien sur les revenus des champs. Si l'impôt foncier était établi directement par le roi, et s'il y avait à cette époque des agents royaux chargés de le prélever, il nous semble qu'Ameni ne parlerait pas de la sorte et serait obligé de laisser faire à ces agents leur besogne.

Si maintenant l'on suppose qu'il n'y avait pas une administration royale prélevant l'impôt, mais que le chef de nome était chargé lui-même de le récolter et de le remettre au roi, il nous semble qu'il n'aurait pas toujours été assez généreux ni assez riche pour le payer continuellement à la décharge des habitants de son nome. Pour nous donc, nous croyons que l'impôt foncier organisé par le pharaon et prélevé à son profit est d'une date plus récente; ce système a dû naître avec la centralisation des pouvoirs entre les mains du pharaon qui semble s'être réalisée sous les Hyksos.

Ce serait donc à la Genèse qu'il faudrait remonter pour prouver l'existence d'un impôt établi par le roi, et cet impôt est qualifié improprement à cette époque, car c'est une redevance que les détenteurs du sol devaient donner au roi en vertu de son droit de propriété éminente. La Genèse nous dit, en effet, que Joseph restitua les terres aux habitants de la vallée du Nil, à la condition qu'ils paieraient le cinquième de leur récolte, les prêtres seuls étant dispensés de cette clause. Ce serait donc sous la forme d'une redevance qu'il faudrait envisager l'impôt à cette époque, ce caractère disparut avec le temps et l'on se trouva alors en présence d'un impôt véritable. Il est à supposer que, lorsque le roi se dépouillait de son droit éminent de propriété sur certaines terres pour le conférer à un temple ou à une garnison, il accordait à ces unités personnifiées toutes les prérogatives résultant de son droit éminent. Par suite il ne percevait plus l'impôt (l'ancienne redevance) qui lui était attribué, c'était l'unité personnifiée qui était investie de

ce droit, et, à son tour, elle devait conférer en totalité ou en partie cette redevance au seigneur auquel elle donnait un droit d'usufruit. Nous admettons cela à titre d'hypothèse et parce qu'il nous semble qu'il était difficile de pressurer davantage l'agriculteur, la cinquième partie de la récolte étant une quantité assez forte.

La seconde question qui se présente à nous en matière d'impôt est celle de savoir quel en était le taux approximatif et l'assiette. Nous savons, d'après la Genèse, que les terres devaient payer une redevance du cinquième du produit brut qui fut appelée la dîme ; nous savons, en outre, que sous les Lagides, les terres payaient un impôt du dixième, c'est ce qui nous est révélé par l'inscription de Philæ. Il semble donc que le taux de l'impôt ait dû osciller entre ces deux quantités, tendant cependant à s'incliner vers le dixième et s'y fixant définitivement vers la fin du règne des Pharaons.

L'assiette de l'impôt dépendait des diverses données dont les scribes se prévalaient pour établir le cadastre et des variations provenant des crues annuelles du Nil. En effet, on suivait le mouvement du fleuve avec une fidélité presque mathématique, et son inondation trop violente ou la rareté de ses eaux faisait diminuer d'autant le taux de l'impôt, car l'une entraînait la stabilité trop longue des eaux dans les champs et, par suite, la putréfaction de la récolte, l'autre amenait une déperdition considérable des richesses par la sécheresse qui ravageait le pays. Ce qui le prouve, ce sont les nombreux

nilomètres dont l'Égypte était remplie (1) : le roi dans sa capitale, les seigneurs dans leurs terres, en avaient établi, et pendant les semaines critiques on relevait chaque jour la hauteur du flot montant ou descendant. Des messagers en répandaient la nouvelle par le pays, comme on le fait aujourd'hui d'ailleurs, et le peuple était mis au courant de ce qui se passait et savait à peu près à quoi s'en tenir sur le résultat de la récolte.

Telle était en somme, au point de vue théorique, l'assiette de l'impôt, mais, en pratique, on prenait pour règle la moyenne des années précédentes et l'on en déduisait un chiffre fixe dont on ne s'écartait que dans des circonstances extraordinaires. A Beni-Hassan, le nomarque Ammoni se vante, lorsqu'il y avait eu des inondations abondantes et que les propriétaires de blé et d'orge s'enrichissaient, de ne pas avoir augmenté les cotes de contribution du sol, ce qui semble bien prouver que, pour son compte, il avait attribué à la taxe sur les terres un chiffre fixe qui devait répondre à la moyenne des années bonnes et mauvaises. Du reste, un passage de Tibère Alexandre fait savoir qu'on admettait un chiffre fixe pour l'époque romaine ; la pratique est si naturelle qu'on n'hésite pas à la faire remonter à l'ancien empire. L'État, comme aujourd'hui, avait un certain nombre de dépenses déter-

(1) Diodore cite les deux nilomètres de Memphis et d'Éléphantine. Hélio-dore (*Oethiopica*, t. IX) parle du nilomètre qui avait été décrit par Strabon, mais qu'il place à Syène; enfin chaque temple avait son puits qui lui servait de nilomètre : le puits du temple d'Edfou par exemple.

minées à faire annuellement qu'il devait solder au moyen de ressources dont le montant devait atteindre le chiffre exigé, par conséquent il lui en aurait coûté de retrancher quoi que ce fût de sa fortune, et, s'il le faisait parfois, c'était l'exception.

L'impôt pouvait être payé en nature, même à l'époque où l'on se servait de la monnaie, l'inscription de Rosette nous montre en effet l'impôt payé en toile ou en vin à l'époque des Ptolémées.

On entassait tous ces produits, qui libéraient l'agriculteur, dans des entrepôts, et c'est ainsi que chaque nome en avait un. C'était l'agriculteur lui-même, celui qui avait le droit d'usage et de jouissance, ou le fermier, le dernier des personnages qui avaient certains liens les rattachant au sol, qui payait l'impôt ; c'est ce qui nous est prouvé par la description des mauvais traitements qu'on infligeait aux malheureux qui ne pouvaient se libérer. Les mêmes écrivains qui nous ont tracé le tableau de l'ouvrier des villes et sa condition nous peignent, sous une couleur plus sombre, le campagnard : « Ne te rappelles-tu pas le portrait du fermier quand on lève la dîme des grains ? Les vers ont emporté la moitié du blé et les hippopotames ont mangé le surplus, il y a force rats aux champs, les sauterelles s'y abattent, les bestiaux dévorent, les oillons pillent, et si le fermier perd un moment de vue le reste qui est sur le sol, les voleurs l'achèvent, cependant les attachés qui maintiennent le fer et la houe sont usées et l'attelage est mort à tirer la charrue. C'est alors que le scribe débarqua au port pour lever la dîme

et voilà les gardiens des portes du grenier avec des gourdins et les nègres avec des nervures de palmier qui vont criant : Ça, le blé ! — Il n'y en a point, et ils jettent le cultivateur à terre tout de son long ; lié, traîné au canal, ils l'y précipitent la tête la première, tandis que sa femme et ses enfants sont enchaînés, et cependant les voisins laissent et s'enfuient pour sauver leurs grains (1)». Ce tableau si noir de la condition de l'agriculteur qui ne peut suffire aux exigences du fisc est peut-être exagéré, mais enfin il nous montre que l'état du paysan égyptien était déplorable et que le sort le plus misérable l'attendait dans les mauvaises récoltes, alors que le gouvernement royal n'avait pas même abaissé l'impôt et qu'il était conscient de la non culpabilité du fermier.

Comme à la ville, le bâton en somme facilitait les opérations du fisc à la campagne : il ouvrait bien vite les greniers du riche, exigeait du pauvre des ressources qu'il ne possédait pas, et ceux-là seuls ne lui cédaient pas qui vraiment n'avaient rien à donner. Les insolvables n'en étaient pas quittes pour avoir été à moitié assommés, la prison les réclamait eux et leur famille, et ils soldaient en travaux forcés le compte qu'ils n'avaient point payé en denrées courantes.

Telle était la sanction bien rigide de l'insolvabilité de l'agriculteur, on la trouvera sans doute bien indigne d'un

(1) *Papyrus Sallier*, n° 1, pl. VI, l. 2 à 8. — *Papyrus Anastasi*, n° V, pl. XV, l. 8 ; pl. XVII, l. 2,

pays civilisé comme l'Égypte ancienne ; on pourrait cependant faire remarquer que la terre n'appartenant pas à l'agriculteur qui la cultivait, il n'y avait pas d'autre moyen pratique pour le contraindre au paiement de l'impôt.

CHAPITRE III

LES RÉFORMES DE BOCCHORIS

§ 1. — L'ÉGYPTE DE LA XXI^m^e A LA XXVI^m^e DYNASTIE. —
LA DÉCADENCE DE LA ROYAUTÉ : L'ANARCHIE INTÉRIEURE ET
LES DANGERS EXTÉRIEURS. — LA DISPARITION DE LA CASTE
GUERRIÈRE ET L'ABAISSEMENT DE LA CASTE SACERDOTALE :
CONSÉQUENCES AU POINT DE VUE DU RÉGIME FONCIER. —
L'OEUVRE LÉGISLATIVE DU ROI BOCCHORIS.

Les victoires successives des pharaons de la XVIII^m^e,
XIX^m^e et XX^m^e dynastie avaient fini par constituer à leur
profit un empire immense dont l'unité se maintint tant
que les rois qui se trouvaient au pouvoir eurent assez
d'énergie pour réprimer toute sédition possible ou furent
assez actifs pour occuper leurs sujets à des expéditions
lointaines. Mais les pharaons de la XXI^m^e dynastie et
ceux des suivantes n'héritèrent pas de leurs prédécesseurs
les qualités qui avaient donné le privilège de régner pen-
dant bien longtemps à cette forte race thébaine, ils
n'étaient pas assez puissants pour conserver l'empire qui
leur avait été transmis. De plus, le pays, épuisé par qua-
tre siècles de guerres perpétuelles, désirait la paix à l'ex-
térieur, tandis qu'à l'intérieur il aspirait à acquérir

quelque liberté en rejetant le lien qui l'attachait à une centralisation absolue.

Cette situation critique, d'un côté la décadence de la royauté, de l'autre l'épuisement et l'état d'esprit du pays, amena une époque de trouble, de désagrégation dont le but final devait sans doute, au point de vue intérieur, transformer les institutions sociales de l'Égypte, et, au point de vue extérieur, rendre libres les divers États qui avaient reconnu sa suzeraineté.

Ces diverses transformations se constatent dans l'histoire du pays de la XXI^{me} à la XXVI^{me} dynastie. Le pouvoir royal est constamment disputé par plusieurs familles qui prétendent à l'hérédité du trône et qui règnent tour à tour sur l'Égypte : deux parmi elles sont surtout importantes par les luttes acharnées qu'elles soutinrent : celle d'Éthiopie et celle de Saïs. La première descendait du grand prêtre Hrihor, prophète d'Amon de Thèbes, se rattachant par sa mère à la famille royale thébaine de la XX^{me} dynastie (1); il avait eu lui-même un règne éphémère sur l'Égypte à la mort de Ramsès XII, mais fut obligé, devant le succès des armes de la dynastie saïte, de se mettre en fuite et de créer un royaume dans le sud où l'Éthiopie forma l'élément le plus important avec Napata pour capitale. Comme lui, ses descendants convoitèrent toujours le rêve de régner sur le pays tout entier et furent continuellement en lutte avec leur dynas-

(1) Naville. *Trois règnes de la XXI^e dynastie*, dans le *Zeitschrift*, 1878, p. 29-30.

tiè rivale et les autres dynasties qui exercèrent une suprématie momentanée sur le pays. Ces luttes durèrent de longues années, au milieu même des défaites infligées aux Égyptiens par les étrangers jusqu'à ce que les rois de la XXVI^me dynastie devinrent les maîtres de la situation ; l'on voit en effet Psammétique, après avoir soumis le pays, unir l'Éthiopie à l'Égypte en épousant la reine de la dynastie éthiopienne et couper court à toutes les prétentions qui pouvaient s'élever (1).

Le trône des pharaons était encore ébranlé par un autre élément, par le vice d'organisation administrative que les rois de la XXVII^me dynastie avaient établie. Ces derniers croyaient en effet éviter des usurpations analogues à celle des grands prêtres d'Amon, en octroyant les charges importantes du pays aux membres de la famille. C'est ainsi que le rôle de grand prêtre de Thèbes, de gouverneur de Kmounou, Kninsou et des autres villes du Delta était confié à des princes du sang royal. Le pharaon continue néanmoins de résider à Memphis ou à Bubastis, de percevoir l'impôt, de diriger l'administration centrale et de présider aux grandes cérémonies. Ces diverses charges étaient héréditaires et conféraient à leurs titulaires le commandement de bataillons indigènes et de soldats libyens qui faisaient alors la force de l'armée égyptienne. Mais tous ces membres de la famille royale voulurent profiter de la faiblesse du pharaon, ils

(1) E. de Rougé. *Notice sur quelques textes récemment publiés par M. Greene*, p. 36-52.

prétendirent rejeter le lien qui les rattachait à l'administration centrale et cherchaient à se créer un pouvoir absolu dans leur division respective. Il y eut là un nouveau danger pour la royauté. L'Égypte se décomposa ainsi en une vingtaine de principautés, dont quelques-unes s'attribuèrent même le cartouche et les insignes royaux (1). Cette situation entraîna des luttes entre le pharaon et les divers insurgés qu'il fallait continuellement mettre à l'ordre et dura jusqu'à l'avènement de Psammétique qui s'était marié à la reine d'Éthiopie ; ce dernier battit tous ces roitelets et rétablit le calme et la prospérité dans le pays : ce fut le vrai successeur des vieux pharaons.

Ces quelques souvenirs historiques qu'il était bon de rappeler nous font présumer une transformation dans les diverses institutions établies par les anciens rois, puisque nous assistons, pendant une période assez longue, non seulement à une décentralisation qui est un régime opposé à l'ancien système gouvernemental thébain, mais même au démembrement du pays en diverses unités qui finissent cependant par se fondre de nouveau en une seule masse. Il n'en est pas moins vrai que cette époque de désagrégation a dû nuire à la stabilité des anciennes institutions qui avaient été établies en vue d'une centralisation assez rigide et a dû en créer de nouvelles ; exami-

(1) E. de Rougé. *Mémoires sur une inscription historique de Piankhi Meïamoun*, p. 15 et suiv.

nous, en ce qui nous concerne, si quelque atteinte a été portée à l'ancien régime foncier que nous connaissons.

Nous avons vu que le but de ce régime était de constituer un bénéfice, un droit d'usufruit sur la terre, à certains individus qui le recevaient comme rémunération de la fonction qu'ils exerçaient et qui avaient fini par former deux castes nobles, celle des prêtres et celle des guerriers. Nous avons pensé également que les terres sujettes ainsi à un bénéfice appartenaient en propriété éminente à des personnes morales que nous avons appelées unités personnifiées, tandis qu'elles étaient en général exploitées par des emphytéotes. Pour savoir si ce régime continue de subsister après ces époques de trouble, nous n'avons qu'à nous demander si les castes pour qui il avait été constitué existent toujours.

La caste guerrière semble déjà décliner à la fin de la XX^{me} dynastie : la population, décimée par le recrutement et les guerres, n'avait plus la patience et l'enthousiasme des premiers temps. Les classes élevées, accoutumées au bien-être et à la richesse, n'estimaient que les professions civiles et raillaient tout ce qui touchait au militaire. Nous en avons comme preuve les sarcasmes dont on ne cesse d'accabler les soldats dans le papyrus Anastasi, daté de cette époque, tandis qu'au contraire on fait l'éloge des scribes et des lettrés (1). Ce dégoût de la population

(1) III, pl. V, l. 5 — pl. VI, l. 1-2 — pl. IX, l. 4 — pl. X, l. 1. Voir également fragments de ce papyrus dans Maspero, *Histoire ancienne des peuples de l'Orient*, p. 271.

pour le métier de soldat fit que les pharaons furent obligés d'introduire dans leurs armées des mercenaires qu'ils prenaient bien souvent dans les populations qu'ils avaient soumises ; c'est ainsi que Ramsès III, après avoir battu les Libyens dans le Delta, fit incorporer tous ceux qui s'y étaient attardés (1). Plus tard, sous la XXI^me dynastie, on ne choisissait des mercenaires que parmi les Libyens, ces derniers finirent par constituer la force principale et le fond des armées égyptiennes, ils formèrent un corps qu'on appela les *mashouasha*, où de père en fils ils étaient soldats. Ces mashouasha, pendant les époques troublées, entraient au service de celui qui leur donnait la plus forte somme. Enfin, bien plus tard, l'armée égyptienne était ouverte aux mercenaires de tout pays, tandis que l'élément indigène formait un corps peu nombreux. Psammétique, sous la XXVI^me dynastie, se servit, pour battre les confédérés du Delta, de bandes de mercenaires composées d'Ioniens et de Cariens que le hasard avait amenés en Égypte, et il avait imploré l'assistance de Gygès le Lydien qui venait de vaincre les Kimmériens (2).

Mais si les rois d'Égypte avaient ainsi désormais recours à des mercenaires qu'ils payaient et si ces derniers favorisaient la grande partie de leur armée, il en résulte que la vieille caste égyptienne a disparu, elle n'a plus sa raison d'être. Ses droits, au point de vue foncier, s'évanouissent avec elle ; le droit éminent de propriété re-

(1) Chabas. *Etude sur l'antiquité historique*, p. 230-250

(2) G. Smith. *History of Assurbanipal*, p. 66.

vient au roi, tandis que le domaine utile des terres reste entre les mains des tenanciers. Cela n'empêche pas quelques soldats d'avoir sécularisé certaines terres à leur profit et de les transmettre à leur famille, indépendamment de la fonction qu'ils n'exercent plus et au même titre que les emphytéotes.

Quant à la caste religieuse, son histoire est plus complexe; elle avait eu, jusqu'à la fin de la XX^e dynastie, un rôle brillant, puisque son chef, le prophète d'Amon de Thèbes, était presque l'égal du pharaon. Malheureusement l'ambition de ces prophètes fit décliner l'influence de cette caste, puisque l'un d'eux fut obligé, comme nous l'avons vu, d'aller fonder un royaume en Éthiopie, après avoir été battu par un pharaon de la dynastie saïte. Les prétentions à la couronne de la branche éthiopienne continuèrent néanmoins à persister; par suite la lutte engagée entre l'Éthiopie et le Delta prit de cela le caractère d'une lutte où la caste religieuse donna toutes ses préférences aux prêtres et où les souverains du Delta représentaient l'influence étrangère du dehors contre les traditions anciennes. Le triomphe de la dynastie saïte consacra la défaite de la caste religieuse, et il n'y a rien d'étonnant à ce qu'elle ne soit plus considérée comme autrefois. Son influence diminua considérablement et son abaissement éclata dans les nombreuses tribulations auxquelles furent soumis les prêtres à partir d'Amasis, qui avaient pour but de détourner les revenus affectés aux temples et dont ils profitaient. D'après Hérodote, on voit d'abord Amasis, devenu roi à la suite d'une révolution de soldats égyptiens contre les soldats grecs d'Apriès, faire

quitter aux Grecs le camp de guerre et leur faire accepter la résidence des trois sanctuaires de Memphis, d'Héliopolis et de Bubastis. Les prêtres ainsi dépouillés réclamèrent contre cette violation de leurs droits et privilèges, mais en vain, et c'est pour cela que les prêtres d'Amon de Thèbes exigèrent à cette époque une redevance plus forte de leurs tenanciers pour nourrir les prêtres des autres temples.

C'est ce que nous raconte la Chronique démotique dite de Paris, datée de l'époque lagide, où un scribe sacré, après avoir énuméré les dommages causés aux temples, attribue tous les maux de l'Égypte, c'est-à-dire son invasion par les étrangers, à Amasis qui avait dépouillé, le premier, les prêtres de leurs biens. Après Amasis, Cambyse continua la série des vexations, il fit occuper le sanctuaire de Saïs par des étrangers et supprima le collège des hiérogammates. Darius suivit une politique contraire et pour cela fut considéré par les prêtres égyptiens comme un bon roi et un bon législateur, c'est ce que nous dit Diodore (1). Il rétablit le collège des hiérogammates, chassa les étrangers des temples et démolit même leurs habitations. Ce fut désormais la dernière faveur accordée aux prêtres, les Ptolémées s'approprièrent de plus en plus les temples, ils se chargèrent en effet de subvenir aux frais du culte et s'attribuèrent les revenus de ces immenses domaines.

Si les temples sont ainsi continuellement expropriés,

(1) L. I, sect. II, § XXXV.

l'on doit assister, en ce qui concerne leurs droits sur les terres, à la même transformation que nous avons vue pour la garnison. Le droit éminent passe au roi, le domaine utile reste aux anciens emphytéotes, s'il y en a, ou est donné à de nouveaux concessionnaires. Enfin certains prêtres peuvent avoir sécularisé des fonds à leur profit et les conserver non à titre de prêtre, mais à titre particulier. Il y a donc un amoindrissement continu dans l'étendue des terres détenues en propriété éminente par le temple et une complète disparition des bénéficiers ecclésiastiques, puisque les prêtres sont rémunérés sur les revenus des temples.

Si maintenant nous consultons les documents, ils concordent avec cette transformation que nous avons essayé d'expliquer. Les documents écrits, tels que contrats et actes divers (que l'on trouve à partir du roi Bocchoris et dont nous rendrons compte plus bas), ne mentionnent nullement qu'un droit éminent de propriété soit conféré à une garnison, tandis qu'à l'inverse certains relatent en faveur des temples un droit éminent au-dessous duquel vient directement le droit de l'emphytéote. Ce changement entraîne des conséquences importantes au point de vue de la propriété foncière ; cette dernière ne comporte plus que deux degrés : le droit éminent du roi ou du temple et le droit du tenancier qui conserve pour lui seul le fruit de ses labeurs et qui n'a plus à supporter un droit d'usufruit appartenant à un bénéficiaire quelconque.

Cette réforme a dû s'opérer peu à peu ; cependant c'est au nom de Bocchoris (XXIV^{me} dynastie) que la tradition la rattache, comme d'ailleurs toutes les autres. C'était un

homme de valeur et d'énergie ; il était, paraît-il, faible de corps, et n'avait aucune apparence extérieure, mais il rachetait ces défauts par la finesse de son esprit (1). Il était considéré comme un prince simple dans son genre de vie (2), comme un législateur prudent (3) et comme un juge intègre (4). Son but était de réformer l'Égypte dans toutes ses institutions, de grouper le pays en une seule masse et de le placer sous son sceptre. Il commença par conquérir le Delta et l'Égypte moyenne, mais il se heurta aux armées du roi éthiopien Shabaka qui le fit brûler vif. Si la fin de Bocchoris fut si triste et si indigne, son nom resta longtemps encore dans la mémoire de ses contemporains, le peuple racontait sur son compte toutes sortes de légendes merveilleuses, en raison probablement des réformes importantes qu'il fit. Nous respecterons à notre tour la tradition et nous concentrerons sur son nom tous les changements de cette période en essayant cependant de déterminer la part qu'il y prit.

§ II. — BOCCHORIS ET LES CONTRATS PAR ÉCRIT.

Ce grand roi, qui avait ainsi payé de la vie la tentative de rétablir l'unité de son pays, révolutionna, paraît-il, le droit égyptien jusque-là établi par la nouvelle forme qu'il

(1) Diodore, I, 65, 94.

(2) Alexis dans Athénée, X, 43, 488.

(3) Diodore, II, 94.

(4) Plutarque (*De vitios. Pud.* 3).

voulait lui faire prendre et à laquelle il réussit parfaitement. Diodore de Sicile nous dit en effet que la forme définitive du code des contrats était due à Bocchoris, un des rois de Memphis : il veut sans doute faire entendre par là que c'est de son époque que date la substitution du contrat écrit au contrat oral et que c'est ce roi qui fixa les règles de ce nouveau régime juridique (1). D'ailleurs, plusieurs observations viennent confirmer ce dire : d'abord on ne trouve aucun acte écrit qui ressemble à un contrat, et cependant l'on possède des papyrus judiciaires contenant des requêtes ou des procès ; l'absence de spécimen est donc un argument en faveur de cette interprétation. Ensuite la manière dont sont rédigés les contrats par écrit conserve, comme l'a si bien démontré M. Revillout (2), une trace évidente d'un formalisme autre et tout verbal ; elle consiste dans un véritable procès-verbal des paroles qu'est censée prononcer la partie qui s'oblige ou qui abandonne quelque chose. Elle débute par cette formule : « Un tel, fils d'un tel et de femme une telle, dit à un tel, fils de tel et une femme une telle : Je, etc.... ». Par conséquent, antérieurement à cette époque, le contrat devait être oral et les parties devaient, pour créer un lien juridique, avoir recours à des formalités beaucoup plus grandes, mais non écrites.

Cette substitution du contrat écrit au contrat oral coïncide d'ailleurs avec un changement dans la langue hié-

(1) Diodore de Sicile. L. I, sect. II, § XXXVI.— Traduction Terrasson.

(2) E. Revillout. *Les obligations en droit égyptien*.

tique. Primitivement, en effet, le droit avait un caractère sacré ; établi et fixé par les prêtres, il ne se trouvait pas à la portée du vulgaire, et tout ce qui pouvait s'y rapporter devait être écrit en langue hiératique. Or cette langue était précisément celle des savants, tandis que le peuple employait le démotique. Par suite, aucun contrat ne pouvait être conclu par des individus qui n'étaient pas capables de comprendre ce qui s'y trouvait. Cependant les variations successives de la langue hiéroglyphique avaient fini par la rapprocher, sous Bocchoris, de la forme la plus récente de la langue parlée : dès lors les engagements écrits entre individus purent être faits dans une langue qu'ils parlaient, la forme consensuelle émanant de la volonté des parties put se substituer à l'ancien droit fixe et reposant sur des bases religieuses. La langue hiéroglyphique transformée devint donc la langue commune, tandis que l'ancienne langue pure se limita au domaine des savants pour des matières autres que les matières juridiques.

Désormais, les contrats durent donc être rédigés par écrit, ils l'étaient par les soins de scribes qui en devaient faire leur spécialité, mais comme leur forme était pour ainsi dire la reproduction de l'acte oral qui a dû exister autrefois, ils devaient nécessairement en revêtir certains caractères. M. Revillout, avec son esprit très profond, a tiré d'une manière déductive, par l'étude des actes écrits, l'analyse probable de la scène juridique qui devait s'accomplir dans les contrats oraux. Lorsque deux parties voulaient faire une convention écrite, elles devaient sans doute se réunir dans un endroit offrant quelque solennité,

comme un temple ou le seuil de sa porte, un certain nombre de témoins assistaient à la scène contractuelle qui confirmaient les conventions arrêtées. A la différence du droit romain, c'est la partie qui se dépouille qui devait prendre la parole, ceci résulte de ce que l'on voit dans les contrats par écrit : dans la vente, par exemple, c'est le vendeur qui a la parole. La caractéristique, en effet, de ces actes consiste dans ce fait que l'acheteur doit être saisi du droit qu'il va acquérir par la volonté elle-même du vendeur, ce dernier doit se désinvestir de son droit au profit de l'acheteur. L'acteur qui parlait devait sans doute prononcer la formule que nous rapportent les contrats démotiques : « Tu m'as donné — et mon cœur en est satisfait — l'argent pour... etc. ». Enfin il transfère à l'acheteur la propriété de la chose pour laquelle il a reçu l'argent. Il certifie donc que la vente a été effectuée, que le prix a été payé (1) et il donne en échange la propriété de l'objet. Enfin il garantit l'acheteur contre les troubles et évictions des tiers par certaines formules, il lui promet ainsi la preuve du droit qu'il a transmis. La vente se ramenait donc, on le voit, à un acte unilatéral, dont la seule obligation incombait au vendeur.

Cette forme contractuelle devait naturellement se concilier avec les règles de la copropriété familiale ; tout engagement faisant l'objet d'un de ces contrats ne pouvait émaner que de celui qui administrait cette collecti-

(1) C'est un point commun avec la législation romaine où la mancipatie est, elle aussi, une vente au comptant.

vilé, c'est-à-dire du chef de famille. C'était donc lui seul qui intervenait dans les contrats au nom de tous les autres membres qui avaient droit à la communauté familiale. D'ailleurs la représentation, en dehors de ce cas, n'était pas permise ; en effet, dans les contrats verbaux on ne peut généralement stipuler pour autrui, chacun doit agir pour soi. Les témoins dans une société encore peu cultivée ont beaucoup de difficulté à se remémorer les noms de deux individus dont l'un est représenté par l'autre, il leur est plus aisé de se souvenir de la personne qui était partie intervenante dans l'acte et dont l'image se fixait dans leur tête. Aussi, dans les législations primitives où les formes écrites n'existent pas encore, n'admet-on pas le principe de la représentation.

L'on voit de cette façon combien les règles du contrat verbal devaient être simplifiées : de ce qu'une partie dans les actes de transfert ne parlait pas, il en résultait que le contrat était en général unilatéral et qu'on n'admettait pas d'obligations réciproques ; de ce que la mémoire des témoins ne devait pas être surchargée, il en résultait que la représentation des intérêts était supprimée, ainsi que les mandats personnels substituant une personne à une autre ; enfin les délais et reliquats dans les paiements étaient inconnus, puisque la partie qui prenait la parole devait affirmer qu'elle avait reçu le paiement du prix pour lequel elle transférait le droit par l'acte qui se faisait. On remarquera également que le cadre des contrats était lui-même limité, puisque la terre ne pouvait être l'objet d'un transfert, les principes

de la copropriété familiale s'y opposant de la façon la plus absolue.

Une partie de ces règles, à partir de Bocchoris, fut sans doute bien atténuée, comme celle par exemple de la prohibition du transfert des biens fonciers, mais, en général, les formules dont se servait le contractant qui prenait la parole durent rester les mêmes, et la réforme porta essentiellement sur un point, celui de rendre plus certaines les clauses qui avaient fait l'objet du contrat et d'en assurer la validité. A côté du scribe on exigea un certain nombre de témoins qui durent de leur propre main résumer les clauses que contenait l'acte, à la suite de la rédaction principale. De cette façon on écartait toutes les fraudes qui auraient pu émaner du scribe et qui auraient eu pour but de changer les intentions des parties.

Tous les actes de Sabaka, Tahraka, Psammétique sont en effet munis de ces résumés. Ce système avait un inconvénient, c'était celui d'exiger des témoins qu'ils sachent tous écrire; or il était quelquefois difficile de s'en procurer immédiatement pour un acte que l'on était pressé de faire. Aussi voit-on, après cette époque, ces témoins simplement apposer leur signature soit au-dessous de celle du scribe, soit au revers de l'acte. Dès lors le rôle de ce dernier devient plus important, et de véritables études pour la confection des contrats se créent, mais en même temps il pouvait donner lieu à bien des abus par ce fait que le scribe pouvait substituer aux véritables clauses de l'acte d'autres clauses préjudiciables à l'une des parties. Il pouvait en effet lire aux témoins l'acte

d'une façon différente de celle suivant laquelle il l'avait écrit, il n'était aucunement responsable de ces digressions, puisqu'il n'était pas légalement reconnu; de plus, le nombre des témoins, l'apposition de leur signature ne pouvaient triompher de cet obstacle, il y avait là un inconvénient que les Lagides auront le soin de supprimer. Nonobstant ce défaut, la création des contrats écrits devait dans un pays, encore ignorant de cette nouvelle forme contractuelle, avoir pour résultat de développer les relations économiques. Les affaires ont dû naturellement augmenter en nombre, puisque les contractants se trouvaient posséder une situation beaucoup plus sûre dans leurs spéculations.

§ III.— L'ACTE ÉCRIT ET LE TRANSFERT DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

Si Bocchoris a définitivement donné aux contrats la forme écrite, il n'en résulte pas que cette institution ait eu pour conséquence d'établir le transfert de la propriété foncière. La forme écrite d'un acte ne peut porter sur le transfert d'un bien que si ce transfert est déjà autorisé; on ne peut donc affirmer que l'établissement des contrats par écrit a été la cause directe du transfert des immeubles, par suite de la garantie qu'ils offrent aux contractants. Sans doute, c'est de Bocchoris seulement que sont datés les actes de transfert immobilier que nous connaissons, mais cela n'a rien d'étonnant, puisque les actes écrits ont apparu à cette époque, et ce n'est toujours pas

la forme écrite des contrats qui a occasionné l'aliénation des biens immobiliers, c'est une autre cause qu'il faudrait, à notre avis, rechercher.

Nous avons indiqué plus haut quelles étaient les raisons qui nous paraissaient avoir transformé le régime foncier de l'époque précédente, à savoir la disparition de la caste guerrière et l'abaissement de la caste sacerdotale. De ces deux castes, l'une a totalement perdu sur la terre les droits réels qu'elle possédait, l'autre est en train de subir le même sort. L'un de ces droits, le droit éminent, passe entre les mains du roi, puisque c'est lui qui l'avait autrefois concédé à cet ensemble de personnages. Le droit d'usufruit qui était accordé aux prêtres ou aux guerriers n'existe plus; le bénéfice en effet était autrefois légitimé par l'idée de service que le bénéficiaire rendait aux pharaons; actuellement il n'en est plus ainsi, le soldat est mercenaire et reçoit une solde, le prêtre est fonctionnaire du temple, il vit sur les revenus totaux des temples provenant du droit éminent que ces derniers ont sur certaines terres ou de l'exploitation soit directe, soit par location d'autres terres.

Mais la royauté, hostile aux institutions sacerdotales, en dépouille un certain nombre et tolère bien des usurpations sur les autres jusqu'à ce qu'enfin elle se décide à pourvoir directement aux frais du culte en Égypte.

Et alors il résulte de cette situation que la classe sociale qui se trouvait au-dessous de ces droits supérieurs, celle des emphytéotes, hérite du droit d'usufruit appartenant jadis à l'ancien bénéficiaire. Il y a une fusion du

droit appartenant à l'usufruitier et de celui revenant à l'emphytéote, tous deux se sont réunis entre les mains de celui qui avait le droit le plus solide, le plus matériel sur la terre, de l'emphytéote, ils ont ainsi avantagé la classe la plus malheureuse qui était en même temps la plus laborieuse. C'est en somme la descendance de la génération qui avait été expropriée par Apophis qui recouvre presque tous ses anciens droits après le cours de nombreux siècles. Par suite, la détention de la richesse foncière ne se fonde plus sur l'exercice d'une fonction publique, elle devient l'objet d'une industrie d'exploitation; bien qu'elle reconnaisse toujours au-dessus d'elle un droit éminent, et c'est là le seul caractère qui reste de toute la féodalité. On continuera néanmoins à nommer telle terre suivant la qualité de l'unité personnifiée qui a eu ou qui a sur elle un droit éminent, on l'appellera terre du roi, des prêtres ou des soldats, mais ce n'est là que le reste d'un régime qui a vécu, parce que sans doute les registres cadastraux portaient encore cette mention, et que cette appellation était devenue une coutume. Il n'y a rien à cela d'extraordinaire dans un pays aussi conservateur que l'Égypte.

Mais si le droit du tenancier est devenu ainsi plus solide, n'est-il pas logique de penser que ce dernier s'affranchit aussi, pendant ces époques de trouble, du vieux principe d'inaliénabilité des biens immobiliers, soit par l'influence des idées nouvelles que lui suggéraient les nombreux étrangers qui se trouvaient en Égypte et chez qui peut-être l'on admettait l'aliénation immobilière, soit

par le progrès des relations économiques ou le développement du commerce? Ils nous semble qu'il faudrait attribuer à l'une de ces causes l'atteinte portée au traditionalisme égyptien ; toujours est-il que sous Bocchoris l'on constate l'existence d'actes de transmission immobilière du domaine utile. Les Égyptiens, on le voit, s'acheminaient peu à peu à concevoir le droit de propriété dans son sens le plus juridique et à rejeter tous ces droits supérieurs qui entravaient son développement. Le transfert des biens immobiliers eut une conséquence importante sur la détention de la richesse foncière elle-même. L'on sait que la grande propriété était la forme de la propriété en Égypte avant Bocchoris et l'on a vu les causes qui avaient établi ce régime. La copropriété familiale n'admettait pas qu'un bien immobilier sortît du sein de sa famille par un mode de transfert quelconque, désormais cet obstacle est renversé : le chef et représentant de la collectivité, s'il ne peut faire des actes de donation, pouvait néanmoins faire des actes d'aliénation. La terre n'est donc plus immobilisée entre les mains d'une catégorie de familles, elle peut être sujette à spéculation, comme toute autre richesse. Mais ce fait de pouvoir ainsi transférer les biens fonciers devait précisément porter un coup à la grande propriété. L'aliénation des terres par les propriétaires utiles (c'est ainsi que désormais nous appellerons les anciens emphytéotes), à n'importe quel titre, auront pour résultat de donner à ces derniers une certaine quantité de numéraire qui n'est pas aussi stable qu'un bien immobilier : l'on peut donc entrevoir le morcellement de la propriété foncière.

Si l'œuvre de Bocchoris a donné un certain développement aux relations commerciales, la substitution de la petite propriété à la grande, qui est une conséquence du transfert des biens immobiliers, doit être envisagée d'une façon heureuse. Le développement de la petite propriété dans un pays augmente le nombre des propriétaires, il donne ainsi de l'aisance à un nombre beaucoup plus grand de personnes ; il empêche le travail de quelques individus sous la direction d'autrui, ce qui est un bien généralement. Enfin elle augmente la richesse sociale du pays : lorsqu'un grand nombre de personnes possèdent des terres et qu'elles sont obligées, à cause de la petite étendue de terrain qu'elles ont, d'y travailler elles-mêmes, il en résulte qu'elles donneront plus de soin à leur culture pour augmenter la quantité de récolte qu'elles espèrent obtenir ; et cette augmentation partielle de la récolte chez les divers agriculteurs aura pour conséquence d'augmenter la récolte générale et par suite la richesse sociale du pays (1).

§ IV. — PHASES SUCCESSIVES DU TRANSFERT DE LA PROPRIÉTÉ IMMOBILIÈRE : L'ALIÉNATION A TITRE ONÉREUX

Le transfert des biens immobiliers nous semble donc avoir également pris naissance à une époque de crise

(1) Ch. Gide. *Principes d'économie politique*, p. 168. Hippolyte Passy, *Traité des systèmes de culture*.

sociale, il est sans doute difficile d'affirmer si avant Bocchoris il a pu se faire d'une manière verbale; on pourrait cependant le supposer pour cette raison que les actes par écrit n'ont pu s'appliquer qu'à des institutions déjà existantes. Le transfert des biens fonciers n'a pas été accepté d'un seul trait : il apparaît d'abord dans la forme du partage de biens indivis, puis de l'échange entre personnes d'une même famille, enfin d'une vente; d'abord restreint aux membres de la même famille, il a augmenté progressivement son champ d'application pour aboutir à l'aliénation même à un étranger. Le premier des actes de transfert que l'on possède date de Bocchoris, le voici :

» An 16, Bocchoris, 26 tybi :

» La femme Sethor, fille de Petinamen, dit au choachyte, frère de père, Arboknranf :

» Je te transmets les deux aroures et quart de la double demeure de vie du dieu Harshefi, c'est-à-dire le terrain de Menkh, — aroures que je t'ai données à recevoir en don de donation. Je te transmets, dis-je, les deux aroures et quart de terre de la demeure de vie d'Harshefi formant leur terrain, aroures qui furent apportées pour toi par Suten à mon père. Je t'ai donné cela en transmission comme biens revenant à toi. Il n'y a point à donner ces aroures à homme quelconque — ni moi, ni mon fils ne le peuvent — en part ou à les enlever en dehors de toi. Il n'y a point à donner par quelconque en dehors de toi ».

« En témoignage Montnebpe, fils d'Hormès ».

Les formules de cet acte nous semblent peu claires, cependant l'on peut en déduire d'abord qu'il s'agit d'un

terrain détenu en propriété utile; on dit en effet dans l'acte « deux aroures et quart de terre de la double maison du dieu Harshefi », ce qui laisse supposer que c'est une terre dépendante du neter hotep d'un dieu. En second lieu il nous semble que l'acte consiste dans une sorte de substitution (bien donné à la sœur par le père à la charge de le rendre au frère) ou une espèce de dépôt reçu par la sœur et avant elle par son père. Ici la sœur transfère le bien à son frère, elle dit en effet « aroures que je t'ai données en don de donation », le transfert a donc lieu entre membres de la même famille. Il nous faut en outre remarquer que, bien que l'immeuble reconnaisse le droit éminent du temple, il n'y a aucune mention de l'autorisation d'un prêtre quelconque relevant de ce temple et sanctionnant la validité de la transmission. Toutes ces considérations nous laissent supposer l'existence des deux règles suivantes relatives au transfert des immeubles sous Bocchoris :

1° La liberté de disposer ne devait exiger aucune autorisation du temple qui avait un droit éminent sur le bien en transfert;

2° La transmission pouvait avoir lieu entre membres de même famille.

La pénurie de textes ne nous permet pas d'affirmer autre chose, ni si le transfert a lieu dans d'autres cas que celui de partage, ni s'il peut avoir lieu au profit d'étrangers.

Avec la dynastie éthiopienne, qui représente les idées de la vieille Égypte, l'on voit une transformation

s'opérer, c'est ce que l'on remarquera à la lecture immédiate de la traduction de l'un de ces actes :

« An X, pharmonthé 36, du roi Shabaka, le don d'Isis, l'ami d'Amon, à lui vie ! santé ! force ! (1).

« En ce jour, la femme Tefanan, fille de Pakhnum, dit au choachyte Petuaa, fils de Petuamen api :

» Je t'ai donné Montekhepertus (les biens de Montekhepertus), fils de Pkadja, dont on a fait l'équivalence. Je te transmets (dis-je) mes deux aroures et demie de la double demeure de vie du dieu Harshefi que j'ai rétribuées en échange aujourd'hui. En transmission, je transmets cela, comme équivalence, par cet acte :

» J'ai donné ces choses : à savoir la double demeure de vie d'Harshefi.

» A reçu Petuaa, fils de Petuamen api, de la femme Tefanan, fille de Pakhnum, fille de Petumont, le terrain de Montekhepertus, terrain de la double de vie d'Harsefi, formant deux aroures et demie.

» Elle (Téfanan, la cédante) a dit (a fait) la déclaration au prêtre d'Amon, prêtre du roi florissant à qui Amon a donné la puissance.

» N'ont point à donner fils, fille, frère, sœur, être quelconque du monde entier. On a fait connaître à tous l'attribution de part ci-dessus, maintenant et à toujours,

(1) Nous devons tous les textes des contrats que nous citons à M. E. Revillout, nous les avons puisés dans son remarquable Cours de droit égyptien.

ainsi que celui qui prend cette part. Personne ne peut faire aucune opposition à cet écrit.

» Par l'écriture du scribe d'Horus, pour les transmissions ».

Telle est la forme, sous les rois éthiopiens, de l'acte de transmission immobilière; l'on voit que l'acte consiste dans l'échange d'une terre de même nature que celle de l'époque de Bocchoris, c'est-à-dire d'aroures relevant du neter hotep d'un dieu (aroures de la double demeure de vie du dieu Harsefi). L'on doit y constater un progrès, l'on écarte en effet les membres de la famille qui semblent perdre leur droit sur la partie du patrimoine échangée et qui ne peuvent désormais faire de réclamation à ce sujet : « On a fait connaître à tous l'attribution de part ci-dessus maintenant et à toujours, ainsi que celui qui prend cette part ». Cependant l'acte mentionne une redevance à payer au temple et la déclaration de sa validité faite par un prêtre du temple, ce qui n'existait pas sous Bocchoris.

Que signifient ces deux nouvelles formalités ? Elles semblent donner lieu à deux interprétations : elles pourraient d'abord simplement nous laisser supposer que le prêtre vient autoriser le transfert du bien au nom du temple à qui il est soumis, en vertu du droit éminent qu'il a, ce serait une réaction contre ce qui s'est passé à l'époque précédente, le droit de disposer du bien est subordonné à la sanction du temple. Une autre interprétation consisterait à dire que le prêtre n'intervient dans ces actes de transfert que pour exiger de l'aliénateur que

le transfert n'eût lieu que selon les règles qui lui étaient imposées, soit au profit d'un membre de sa famille ou sous la forme d'un échange de biens fonciers. On comprendrait alors que le prêtre, gardien des traditions, fût chargé de sauvegarder le patrimoine immobilier de la famille, en assurant le respect des règles établies.

Nous n'osons choisir entre ces deux hypothèses qui sont aussi peu établies l'une que l'autre. Toutefois, comme nous sommes sous le règne des rois éthiopiens qui représentent les véritables successeurs des prophètes d'Amon et dont la royauté a un caractère sacerdotal, il semble qu'elle ait voulu rétablir au profit des prêtres l'autorité qu'ils possédaient jadis et réagir contre les idées nouvelles des dynasties du Delta. D'ailleurs, cette réaction peut aussi bien avoir consisté à faire du prêtre l'intermédiaire nécessaire à la validité de l'échange moyennant une petite rémunération.

Après le règne des Éthiopiens, une réaction se produit en faveur de la liberté de la transmission. La forme de l'échange disparaît, on ne trouve parfois dans les actes que la mention du transfert de propriété, sans l'indication de la contre-partie. Il n'y a aucune déclaration du prêtre d'Amon, une redevance est simplement due au temple. Il semble que la transmission soit un fait reconnu, mais à la condition de payer un droit au temple. Voici la teneur d'un de ces actes :

« An 16, Amasis,

»Je te transmets l'apport héréditaire de Tahoteposor

qui est à la place du terrain de Ankhor comme terrain à cultiver. Ce que je ferai être en paiement pour le dixième de l'écrit pour temple d'Amon, je le ferai (je le paierai). Ce que je ferai être sera, sans qu'il y ait à donner part quelconque en compte ».

Enfin un peu plus tard, sous Darius, l'échange ne comporte aucune sanction pour sa validité, ni même aucun droit à payer au profit du propriétaire éminent. En voici un exemple :

»An 35, Darius.

«J'ai donné l'aroure de teshher (terre rouge, terre cultivable) qui est couverte de constructions de quatre côtés en échange de ta mesure de teshher (terre rouge) couverte de même que tu m'as donnée.

»A toi cela (elle est) ta mesure celle-là. Celui qui viendra à toi à cause de cela et dira : «Elle n'est pas à toi cette mesure là» je le ferai s'éloigner de toi. Si je ne le fais pas s'éloigner de toi, je te donnerai un argenteus fondu du temple Phtah sans alléguer aucune pièce au monde contre toi.»

Cette liberté nouvelle qu'on donnait aux transmissions devait amener une autre forme de l'échange, la vente qui sera un échange de bien immobilier contre un autre genre de richesse purement mobilier; aussi voit-on à partir de Darius des actes de vente immobilière (1).

L'analyse succincte de ces divers actes de transmission que nous venons de faire nous montre que depuis Boc-

(1) Voir *infra*, p. 147.

choris le transfert des biens fonciers a été soumis à une évolution dont les résultats sont les points suivants : 1° Les actes d'aliénation n'ont plus lieu seulement entre parents, et même ils ne supposent plus le consentement de la famille ; 2° Le rôle du prêtre qui a pu renaître sous les Éthiopiens (soit qu'on y voie la trace du domaine éminent, soit qu'on y voie une sorte de juridiction gracieuse obligatoire et rétribuée) a disparu ; 3° La forme d'échange qui révèle l'origine du transfert un mobilier n'existe plus, et la vente s'est dégagée de sa forme archaïque.

Maintenant il nous reste à nous demander quelle est la forme que va prendre ce dernier genre d'acte de transmission ? Est-ce un contract semblable à l'acte de vente des biens mobiliers ou bien est-ce une forme dérivant des anciens actes de transmission immobilière ? M. Revillout incline pour la dernière solution, il prétend en effet que l'écrit pour argent (pour les transmissions des terres) succède directement à l'ancien écrit de transmission (échange par donation réciproque) et il appuie son idée par l'argument suivant : l'écrit de transmission indiquait toujours un échange qui était alors un échange de terres, eh bien, le nouvel écrit suppose toujours un échange dont un des objets a changé de nature, l'argent a remplacé une partie des terres, il y a une simple substitution d'argent à la marchandise qui existait auparavant pour être échangée (1).

Ceci donne lieu à quelques réflexions. Si en effet les

(1) Revillout. *La propriété, ses démembrements*, p. 133.

immeubles ne pouvaient être aliénés depuis les temps les plus reculés, à l'inverse les meubles pouvaient faire l'objet d'une aliénation. Nous savons qu'il y avait des marchés immenses, tels que celui d'Aken (1), où s'effectuaient des ventes au comptant, marchandises contre de véritables pièces d'argent contrôlées et garanties authentiques, ou bien d'autres marchés où se faisaient des échanges entre deux objets mobiliers, ce qui est représenté à la planche XCVI de la deuxième partie des Denkmaler de Lepsius (2). Or ces diverses ventes d'objets mobiliers qui se faisaient oralement ont dû subir également, avec les engagements par écrit, les effets de la réforme générale et ont dû revêtir la forme écrite, quand il s'agissait d'objets ayant une certaine valeur. C'est en effet ce que nous voyons par un acte de transfert d'objets mobiliers datant de Darius :

« L'an 9 méchir, du roi Darius.

» Le setemash du temple d'Amon de Djème Horudja, fils d'Ah Arisu, dont la mère est Tatuésé, dit à l'administrateur des attelages d'Amon Osormen, fils d'Amoneartisu :

» Tu m'as donné — et mon cœur est satisfait — l'argent de cette moitié de génisse noire qui est empâturée dans le clos d'Amon de Djème et qui est appelée, comme nom de vache Skethet, que j'ai reçue pour argent (que

(1) Revillout. *Notice sur les papyrus archaïques et démotiques*, voir la traduction de la stèle d'Usurtasen III dans l'introduction, p. 100.

(2) Voir *Gazette archéologique de Lenormant*, année 1880. Article de M. Maspero, p. 99.

j'ai achetée par mancipation) de l'homme du roi (γεωργος βασιλικος) Hor, fils de Petuamenapi.

»Je t'en ai donné la moitié. A partir de ce jour je n'ai plus aucune parole (aucune réclamation) pour sa moitié et pour tout veau mâle, toute génisse qu'elle enfantera dans notre maison; car toi tu m'as donné pour cela 2 katis d'argent. Aucun homme n'a à en connaître (à s'en mêler). Moi-même j'écarterai de la moitié de la vache ci-dessus. Je le ferai s'éloigner de toi par toute parole, tout acte au monde.

»Si je ne le fais pas s'éloigner de toi par toute parole, tout acte au monde, je te donnerai une vache de sa sorte de bœuf. Si je ne te donne pas une vache de sa sorte de bœuf, je te donnerai deux katis fondus du temple de Phtah. Tu auras toujours sa moitié, et tout veau, toute génisse qui s'y joindra depuis le jour ci-dessus.»

«A écrit Djemanefankh, fils de Petuamenapi.»

(Au revers se trouvent quatre noms de témoins).

Cet acte, on le voit, rapporté toujours sous la forme d'un procès-verbal, ne peut être que la fidèle reproduction de l'acte oral de vente primitif. Il indique d'une manière parfaite l'objet du contrat, le paiement du prix effectué, la garantie du vendeur, et même des clauses pénales venant renforcer cette garantie. C'est un acte unilatéral, visant les ventes de meuble et n'ayant subi aucune évolution depuis l'apparition de la forme contractuelle écrite, puisque les objets mobiliers n'ont pas consisté dans une propriété particulière. Pourquoi alors ne pas admettre l'extension de cette forme du contrat à la transmission des immeubles? Il n'y a pas ici un individu

chargé de contrôler la transmission, ni d'obstacle empêchant l'assimilation complète. Pour nous donc, la forme de cet acte que M. Revillout qualifie improprement d'acte de mancipation, car cette dernière suppose une division originaire des biens différente de celle qui existe en Égypte, a dû probablement être étendue à la transmission des biens immobiliers à titre onéreux.

Ce qui nous détermine à accepter cette solution, c'est que les actes de transmission immobilière de l'époque darique, existant après la suppression du rôle du prêtre d'Amon, ne ressemblent en rien aux actes de transmission de l'époque antérieure, et qu'ils ont une analogie parfaite avec les actes de transmission mobilière. Considérons en effet l'un de ces actes et plaçons-le à côté de l'acte de vente mobilière que nous avons vu (1) :

« An 12, pharmonthi, du roi Darius.

« Le choachyte de la nécropole Djiututo, fils de Péta-men Api, dont la mère est Seteirban, dit au choachyte de la nécropole Psénésé fils de Hérirem dont la mère est Bénéuteh :

« Tu m'as donné — et mon cœur en est satisfait — l'argent de cette maison qui est actuellement un terrain nu et qui est placée dans le domaine du roi Osormon à l'occident de Thèbes, devant le Ahkém.

» Elle en fait coudées d'aroure 5, en coudées carrées 500, en coudées d'aroure cinq je le répète.

» Au sud est le chemin d'Amon, à son nord le reste de

(1) Voir page précédente.

cette maison ci-dessus ; à son occident le terrain du choachyte de la nécropole Pétihor Suten, fils de Nesamen hotep ; à son orient la maison de bonne demeure de Hektor, fils de Paba.

» Je t'ai donné cette maison ci-dessus, tu m'en as donné — et mon cœur en est satisfait — l'argent en dehors du dixième aux *ret* (agents) de Thèbes, pour être donné au netep hotep d'Amon. Je n'ai plus aucune parole au monde à ce sujet. Aucun homme au monde n'a à en connaître. C'est moi-même qui les repousserai (les tiers évicteurs) de toi depuis le jour ci-dessus à jamais. Celui qui viendra à toi pour t'inquiéter en mon nom, au nom de quiconque au monde, je le ferai s'éloigner de toi. Que je te garantisse ce terrain par toute pièce, toute parole au monde. A toi ses pièces (y relatives) en quelque lieu qu'elles se trouvent ».

« A écrit le divin frère de Mont neb uas, prêtre du quatrième ordre de Mont neb uas Epi, fils de Djehér ».

Cet acte et celui de vente mobilière sont absolument identiques dans la forme ; on y voit énumérés l'objet du contrat, le paiement du prix, la garantie du vendeur, l'un contient simplement une clause pénale que l'autre ne possède pas, mais ceci constitue une chose secondaire. Or si les deux contrats datant de Darius sont identiques au point de vue de la forme, et si l'un d'eux, celui qui porte sur les immeubles, en avait une autre antérieurement, que doit-on en conclure, si ce n'est que le dernier a revêtu la forme de l'autre déjà existant, c'est-à-dire de celle du contrat mobilier.

Ceci se conçoit bien d'ailleurs, si l'on envisage le ca-

ractère nouveau que vient de prendre la propriété foncière : d'immobilisée qu'elle était, la terre est pour ainsi dire devenue mobile, et puisque le transfert en était aisé grâce au système cadastral relatant la plus petite parcelle de terre et à l'acte écrit constatant le changement du détenteur, n'est-il pas logique que la forme de son écrit de vente revêtît celle des écrits constatant les transmissions mobilières de ce genre ? De plus, cette forme du contrat de transfert n'est pas limitée à la transmission des biens, on la voit appliquée dans les actes les plus divers, dans les changements par exemple de l'état des personnes, comme l'adoption, le mariage ou la dation d'une personne libre comme nexus. C'est donc une forme commune à la plupart des actes qui, si elle avait découlé de la forme des transmissions immobilières intra-familiales, aurait dû certainement en conserver quelques caractères.

Quant à l'argument que développe M. Revillout et qui consiste à dire que l'écrit pour argent succède directement à l'ancien acte de transmission (échange de donation réciproque), parce que le nouvel écrit suppose toujours un échange dont un des objets a changé de nature, cet argument peut aussi bien s'appliquer en matière mobilière, la vente d'objets mobiliers est un échange d'objets dont l'un a également changé de nature, puisqu'il consiste dans des pièces de monnaie. Par conséquent, les actes d'échange d'objets mobiliers ou immobiliers, au moment où ils se transforment en vente dans un pays, suivent le même but quant au fond, mais non

pour la forme; or commel'un d'eux ici a revêtu plusieurs formes avant d'arriver à celle de la vente, tandis que l'acte mobilier n'en a possédé qu'une seule invariable, il semble logique de faire découler le premier du second. La question serait résolue si l'on découvrait des actes de transmission mobilière contemporains des actes de transmission immobilière réciproque, l'on serait alors obligé de convenir que la forme des actes de transfert immobilier (la vente) a été la copie des actes de transfert mobilier de même genre.

Telles sont les phases successives par lesquelles a passé la forme du transfert des immeubles avant d'arriver à leur aliénation à titre onéreux.

§ V. — DROITS RÉELS SUR LA TERRE

Nos développements antérieurs nous conduisent à penser que le droit de propriété foncière, tel que nous le concevons aujourd'hui, reste toujours démembré dans la vallée du Nil, mais ce démembrement n'est pas aussi complet que celui qui existait antérieurement; la hiérarchie de droits fonciers a en effet tendance à disparaître et nous en avons vu un complètement éliminé. Le droit de propriété semble actuellement divisé en deux droits dont chacun est attribué à une personne différente.

Nous trouvons en premier lieu le droit éminent appartenant soit au roi, soit aux temples, mais n'existant plus au profit des garnisons. En effet, l'on possède des actes constatant la propriété éminente du roi ou du tem-

ple ; quant aux garnisons, elles ne peuvent plus avoir de droit éminent, puisque l'ancienne caste guerrière a disparu et que l'organisation militaire est différemment établie.

Le droit éminent consiste non pas dans l'exploitation directe de la terre, mais dans un droit abstrait que le propriétaire éminent a sur un immeuble. Il est, au contraire, dans l'obligation de laisser la détention de ce bien entre les mains du personnage qui est au-dessous de lui, du propriétaire utile, et il ne peut l'entraver dans l'exercice de sa possession ou de sa jouissance. Il a, si l'on veut, le domaine direct de la terre, qui se manifeste par la redevance qu'il exige du détenteur du bien. Il peut arriver parfois qu'il n'y ait pas un droit de propriété utile sur la terre, alors le propriétaire éminent choisit, pour exploiter le bien, la personne qui lui plaît et traite directement avec elle. Nous avons sous Amasis un exemple de ces constitutions de terres faites par les autorités des temples à des individus et conférant la possession du domaine au cessionnaire du domaine utile. Voici une lettre officielle adressée à un choachyte par le chef de sa corporation appelé aussi chef de la nécropole qui fait foi de ce que nous avançons :

« Remis par Petiamen, fils de Téos (Djeho), le chef de la nécropole, à Har edj, fils de Djet, le seigneur.

» Don royal du soleil, durée de vie !

» Le premier prophète d'Haroeris, au nom des prophètes des quatre classes d'Haroeris, t'a donné la possession de ce qui sera à toi, à savoir de la mesure de terre rouge

prise sur la terre du neter hotep d'Amon. C'est à toi, le maître du terrain, à payer les choses que l'on donne au chef de la nécropole pour le kati (10^e d'outen) par outen de bien reçu (c'est-à-dire pour le droit de mutation du 10^e), pour la mesure ci-dessus désignée. J'ai reçu cela sans reliquat et mon cœur est satisfait. J'en donne décharge générale tant au nom des prophètes des quatre classes qu'au nom de la nécropole pour les katis d'Osiris.

» A écrit Tu chons at us, fils de Annuhor, en l'an 38, le 2 mésoré ».

Au-dessous de ce droit éminent vient directement le droit de l'emphytéote, qui s'est comme haussé d'un échelon depuis la disparition du bénéficiaire, nous avons vu plus haut comment il s'est établi en se substituant à l'ancien droit emphytéotique. Ce propriétaire utile nous offre en somme les apparences d'un véritable propriétaire actuel : il a la possession de son bien, la jouissance, il l'exploite directement ou le fait exploiter, il peut le donner en antichrèse, comme nous l'avons vu, et même l'aliéner, enfin nulle qualité morale, nul titre n'est exigé de lui, il peut être soldat, prêtre ou simple particulier. Tous les éléments de la propriété, le *jus utendi*, le *jus fruendi* et *abutendi*, semblent être réunis dans ces diverses attributions, une seule restriction vient amoindrir la liberté du propriétaire utile, c'est qu'il est soumis à l'obligation de payer une redevance au propriétaire éminent. On peut résumer son droit en disant qu'il a le domaine utile de la terre.

Enfin, au-dessous de ce quasi-propriétaire vient par-

fois le cultivateur qui loue (1) la terre pour procéder lui-même à son exploitation. Le droit contractuel écrit avait en effet donné cours aux contrats de location dont on possède de nombreux exemples, et qui sont nés avec l'apparition de mancipation des biens fonciers. Cela ne veut pas dire cependant que le bail des terres a seulement pris naissance à cette époque, il est à supposer, comme nous l'avons vu précédemment, qu'il a existé depuis des temps reculés, mais qu'il avait alors la forme orale. Voici la teneur d'un de ces actes :

« L'an 17 epiphi, du roi Ahmès.

» Le prophète d'Amon rasonter, prophète de Mont et de Khous Khentbeuben Psenenemudja, fils d'Ankhp-khrat, dit au choachyte de la nécropole Djiutouto, fils de Petuamen hotep, dont la mère est Hemmon :

» Tu m'as loué mes champs qui sont situés sur Paamen (la demeure d'Amon à Thèbes) au sud-ouest de la demeure de vie (ou domaine des hiéroglyphes) devant la ville, à savoir : mon champ que l'on nomme le Nesta de Chons ; — à son sud est le sedjef de Thèbes ; à son nord et à son occident les champs du roi Rauserma (terres dépendant du Ramesseum) ; à son orient l'eau du canal. — Je t'ai loué ces terres et en outre mes champs du suten (roi) Osorneb (neteru) — (Aménophis V dont tel est le cartouche d'après sa toile de momie rapportée

(1) Je ne veux pas dire que le bail donne un droit réel au preneur ; j'ai pourtant cru devoir signaler ce procédé d'exploitation, car il rentre au fond dans la pratique de la propriété foncière.

d'Égypte par M. Revillout); — à leur sud sont les terrains du roi Rauserma ; à leur nord les terrains du receveur de la double maison Tuamen ; à leur occident les terrains du scribe ptérophore ; à leur orient les terrains du roi Rauserma — domaine que tu m'avais loué en outre. Je t'ai loué, dis-je, ce Nesta de Chons pour le cultiver en lin de l'an 17 à l'an 18 qui vient.

» Leur quart sera pour le blé du temple d'Amon.

» S'il y a du blé en l'an 10, tu me donneras le quart de tout blé comme de tout lin que tu récolteras sur ces champs que je t'ai donnés (en culture).

» Fais éloigner les scribes du temple d'Amon par (en les payant de) leur blé du temple d'Amon.

» Si les scribes du temple d'Amon mesurent (imposent mes champs pour montant du nobi (faute et amende en résultant) en aouo (gage, garantie hypothécaire) qu'on leur donnera, pour cela, tu me donneras mon quart de blé sur ta part (en outre de ce que tu leur paieras).

» Que tu t'enlèves de mes champs en l'an 18, en vertu de l'adjuration d'Amon qui a été jurée.

« A souscrit le prophète d'Amon rasonter, prophète de Mont et de Kons-Kheut-pa, Psenenemudja, fils d'Horpkrat ».

Les clauses de cet acte sont réglées, on le voit, avec un détail minutieux : il s'agit probablement d'un terrain dont la propriété éminente revient au peuple d'Amon, et qui est loué à un fermier. La situation du terrain y est décrite d'une façon remarquable, l'on ne peut donc se tromper sur son étendue, le locataire doit y semer et y récolter le genre de culture fixé, les parts qu'il devra re-

mettre tant au propriétaire éminent qu'au propriétaire utile y sont déterminées, ces parts sont un quantum sur la récolte comme dans le métayage, enfin ce qui doit attirer notre attention, c'est que la durée de cette location est déterminée, elle est faite pour un an, ce qui suffit à différencier ce contrat de bail de l'emphytéose.

Tels sont les divers droits réels qui semblent, à notre avis, exister à cette époque; nous devons cependant faire une remarque en ce qui concerne une catégorie de terres que nous avons mentionnée dans le chapitre précédent, celles qui donnaient à leur détenteur un véritable droit de propriété, nous voulons parler des terres concédées à ce titre par la volonté royale et de celles qui étaient peut être restées en propriété entre les mains des descendants des anciens prêtres qui ont vécu à l'époque d'Apophis et qui avaient échappé à l'expropriation générale. Nous avons donné les raisons qui nous faisaient supposer l'existence d'un tel genre de biens fonciers à l'époque précédente; mais pour l'époque présente, comme nous n'avons trouvé aucun vestige de leur trace, nous sommes enclin à croire que cette distinction n'a plus sa raison d'être et que toutes les terres sont indifféremment soumises à un droit éminent de propriété (1).

(1) Nous nous proposons d'étudier les autres droits réels, tels que fiducie, hypothèque, etc, qui ont pu exister en Egypte, à la fin de notre travail.

§ VI. — ORGANISATION DE LA PATRIMONIALITÉ DES TERRES

Nous avons vu que l'organisation foncière, à quelque période qu'on l'étudie, semble jusqu'ici être soumise à l'un des principes caractéristiques de la race à laquelle appartiennent les Égyptiens, celui de la copropriété de famille.

Grâce à lui, tout droit réel, sauf de rares exceptions, qui était conféré à un individu, appartenait aussitôt à toute sa famille cognatique, il ne pouvait plus être soustrait au patrimoine familial. Ce dernier était considéré comme une chose vivante, il était attaché aux diverses générations succédant au même auteur. La grande réforme, suggérée par Bocchoris, qui avait eu pour but l'établissement des contrats par écrit, et qui donnait à la terre le moyen de se transmettre par la forme contractuelle, a-t-elle porté atteinte à l'ancienne règle sémitique ? C'est ce que nous allons examiner en nous occupant des divers genres de transmission.

A. — *La transmission des biens par testament. — L'impossibilité de tester en droit égyptien. — Les actes de partage d'ascendants.*

La transmission des biens par testament suppose chez les individus la liberté complète, ou partielle, de disposer de leurs biens, elle est donc incompatible avec

la copropriété familiale. En effet, le testament, s'il transmettait les biens du défunt à d'autres qu'aux membres de la famille, opérerait une véritable expropriation de ses parents copropriétaires. Le testament est donc, si on reconnaît le droit absolu du testateur, la négation de la copropriété familiale, et la copropriété est d'autant mieux établie qu'on restreint davantage le droit de tester.

Il résulte de ces quelques principes que la forme testamentaire est impossible dans l'ancien droit égyptien. Nous savons en effet que dès les temps les plus reculés, le patrimoine appartient non pas à un seul individu, mais à une famille, à une collectivité tout entière, il n'est sans doute pas administré par cette collectivité, un seul de ses membres suffit à cette charge, c'est le chef de famille, le père ou l'aîné des enfants suivant l'état des membres de la famille existante. Mais si le père ou l'aîné est administrateur du domaine familial, il n'en est pas seul propriétaire, il ne peut donc disposer d'une portion ou de la totalité de ce patrimoine. En outre, le droit de chacun des membres de cette collectivité sur le patrimoine est en quelque sorte inaliénable, c'est ce que nous pouvons déduire d'une affaire intéressante dont a parlé M. Revillout dans un de ses cours à l'École du Louvre (1). Un nommé Chapochrate, fils d'Horus, avait renoncé par un acquit fictif à ses droits sur la succession de ses parents. Plusieurs partages au sujet de cette société familiale se font

(1) *Op. cit.*, p. 255.

et l'on ne voit pas le nom de Chapochrate au nombre des intéressés, lorsque plus tard, en l'an XIV de Cléopâtre, Osoroer, le fils aîné d'Horus, décédé à cette époque, voulut aliéner un immeuble dépendant de la succession. Chapochrate avait laissé deux enfants, un fils et une fille, et était mort lui-même; alors Osoroer l'aîné demanda à ces derniers un acte de renonciation à leurs droits, et il fut pleinement satisfait.

Cet acte d'abandon devait naturellement profiter à ses frère et sœur et à lui-même. Mais cette demande d'Osoroer prouve que les enfants de Chapochrate, n'ayant pas renoncé personnellement à l'héritage de leur grand-père, pouvaient revendiquer la part qui leur revenait dans la succession. Leur qualité de descendants d'un auteur commun les faisait considérer comme membres de la même famille, par suite ils pouvaient exercer un droit sur le domaine familial, et la renonciation de leur père à ce droit est tout à fait personnelle, elle ne s'étend pas à eux. Mais s'il en est ainsi, si le père ne peut dépouiller ses enfants d'un droit à la succession d'un auteur commun, c'est que sa volonté peut bien agir en ce qui concerne sa jouissance personnelle et viagère, mais qu'elle ne peut atteindre le droit familial lui-même, ce dernier est inaliénable. Tout dépouillement des enfants que le père pourrait faire est donc nul, puisque ces derniers ont un droit de propriété, comme lui, sur le patrimoine de leur auteur commun, comme sur son patrimoine propre.

Par conséquent, le testament en droit égyptien ne peut

exister, il n'aurait aucune valeur : le père ou l'aîné ne peut disposer de son bien composant le patrimoine en faveur d'un étranger, il ne peut de même avantager un des membres de la collectivité, parce que tous, étant issus du même auteur et ayant avec lui le même degré de parenté, sont considérés comme investis d'un droit égal sur les biens formant ce patrimoine, et ils devront être dotés d'une part égale à la cessation de l'indivision résultant de cette collectivité familiale.

Mais si le père ne peut ainsi dépouiller ses enfants, ni tester, l'on possède cependant des actes où il assure à chacun d'eux la part qui doit lui être allouée dans le patrimoine collectif ; ces actes sont, si on veut les appeler ainsi, des actes de partage, ils peuvent émaner du père ou de la mère. On ne peut classer ces derniers ni dans la catégorie des testaments, ni dans celle des donations, ils n'en présentent pas les caractères ; en effet, ils ne consistent pas dans un dépouillement des biens par le père ou la mère, de plus ils ne constatent pas la dernière volonté du défunt, puisqu'il est obligé de suivre scrupuleusement les règles héréditaires ; il ne dispose de ses biens que conformément à la coutume, il reconnaît pour ainsi dire les droits des siens, il attribue à chacun la part qui lui revient dans le domaine familial, il constate pour ainsi dire la parenté, la qualité d'héritier de celui dont il s'agit. Voici un exemple d'acte de partage : un homme, du nom de Psénésé, s'était marié avec une femme nommée Tsenhor, dont il avait eu une fille avant mariage, il en eut ensuite un fils, puis il partagea ses

biens entre ses deux enfants, l'on ne sait trop à quelle occasion. Il s'adresse ainsi à sa fille :

«L'an 24, pharmonthi, du roi Darius. — Le choachyte de la nécropole Psénésé, fils de Herirem, dont la mère est Béneuteh, dit à la femme Rerou, fille du choachyte de la nécropole Psénésé, fils de Hérirem, dont la mère est Tsenhor, sa fille à lui : A toi la moitié de tous biens me revenant et de tous ceux que j'acquerrai dans la campagne, dans le sanctuaire et dans la ville, maisons, champs, esclaves, argent, airain, étoffes, bestiaux, catacombes de la nécropole, totalité de biens au monde. A toi ces choses ; il n'y a pas à prétendre par aucune parole au monde que je ne t'ai pas donné pour ta part ces biens, ces choses dont est au choachyte de la nécropole Ha, fils de Psénésé, fils de Hérirem, dont la mère est Tsenhor, mon fils, ton frère, l'autre moitié. Celui qui viendra à cause de ces choses en mon nom, au nom de quiconque au monde, je le ferai s'éloigner de toi. A toi leurs actes en tout lieu où ils sont. A toi ce dont je justifierai en leur nom».

Tous les actes de partage comprennent à peu près les mêmes formules, on voit qu'ils ne comportent aucune division spécifique des biens entre leurs héritiers, comme cela a lieu dans les actes de partage d'ascendant que l'on rencontre dans le droit français (a. 1074 Code civil). Ils ne sont pas établis dans le but d'éviter les frais d'un procès que pourrait faire naître le partage ordinaire. Ils sont adressés individuellement à chaque enfant, mais ils ne lui confèrent aucun droit direct, ils semblent seu-

lement constater qu'à une époque déterminée, l'enfant à qui l'acte est adressé se trouve en présence d'un ou de plusieurs autres cohéritiers pour le partage futur du patrimoine que le père actuellement administre. De plus, il y a là le moyen pour un enfant de prouver les liens qui le rattachent à son auteur, et par suite d'exercer tous les droits qu'il peut invoquer sur le patrimoine familial. Ces actes de partage ne troublent en rien la continuation de l'administration du patrimoine, à la mort du père l'unité persiste entre les mains de l'aîné. Enfin, ils sont purement éventuels, ils ne produisent d'effet que le jour de la cessation de l'indivision, ils sont donc susceptibles de révocation dans le cas de survenance d'un enfant, ou dans le cas de renonciation de l'un d'eux à la succession. Il n'y a, par suite, rien de définitif dans les clauses qu'ils contiennent, aussi si plusieurs actes de partage ont trait à la même succession, celui-là seul sera valable qui pourra concorder avec le nombre des héritiers existant à la cessation de l'indivision.

B. — *La transmission ab intestat : Y a-t-il toujours un lien maintenu entre la terre et la fonction ? — L'unité du patrimoine sous la direction de l'aîné. — Droit des puînés sur le patrimoine familial.*

Si la transmission du patrimoine est impossible à réaliser par testament, elle s'opère par *intestat*. Ce sont les enfants, aussi bien masculins que féminins, qui viendront en première ligne hériter du patrimoine du *de cujus*, et

si ces derniers font défaut, ce seront les petits-enfants, le patrimoine collectif passe ainsi de génération en génération à l'infini. Sont considérés comme enfants les enfants légitimes, les légitimés et les adoptifs.

La dévolution de ce patrimoine collectif doit être envisagée suivant qu'il y a un ou plusieurs héritiers : s'il n'y en a qu'un seul, il a la propriété de ce patrimoine et il en prend directement possession, pourvu qu'il prouve son lieu de descendance (1) avec le défunt. S'il y a plu-

(1) Nous voyons invoquer cette règle à l'époque ptolémaïque dans le procès que nous rapporte le papyrus grec I^{er} de Turin. Un individu, du nom d'Hermias, avait disparu de son nome pendant quelques années ; à son retour il trouva ses biens (des champs et une maison) occupés par des tiers. Il intenta un procès contre ceux qui s'étaient emparés de ses champs et un autre contre ceux qui avaient pris sa maison. Dans le premier il réclamait sa propriété en vertu de son droit d'hérédité directe et en indiquant l'inscription de ses champs au nom de ses ancêtres sur le cadastre. C'est ce que nous dit l'avocat plaidant au second procès intenté au sujet de l'occupation de la maison ; il nous rapporte en effet que son collègue dans le premier procès avait eu gain de cause en prouvant les liens rattachant Hermias aux anciens possesseurs des champs en litige, et il présente le même argument : « Il (le premier avocat) lut un rapport du basilicogrammate, duquel résultait qu'ayant engagé un procès devant les chrématistes contre Armias, fils de Nechtmonth, l'un des prêtres d'Amon de Diospolis, au sujet d'une terre à blé de vingt aroures qu'Hermias prouvait être un bien de ses ancêtres vendu contre tout droit par Appollonius, fils de Damon, à Armaïs, Appollonius dut soutenir le procès pour Armaïs : et le scribe royal (basilicogrammate) ayant fait son rapport aux chrématistes, d'après les renseignements transmis par le topogrammate et le comogrammate, et ayant déclaré que ce sol était inscrit au nom d'Hermion, fils d'Hermias, grand-père de la mère d'Hermias, Appollonius reconnut qu'il devait se désister en sa faveur de la possession de cette terre ». Tel est l'argument développé ; or la preuve de la descendance était facile à faire dans la vallée du Nil, puisque les registres de l'état civil existaient dès les temps les plus reculés ; quant à la preuve de la détention d'un fonds immobilier, elle avait lieu au moyen du cadastre.

sieurs héritiers, alors l'aîné seul continue l'administration du patrimoine, tandis que les autres ont un simple droit de propriété. Le droit de l'aîné diffère en quelque sorte de celui des puînés, en ce que ces derniers n'ont qu'une propriété indivise et abstraite, tandis que les biens restent matériellement à l'aîné qui les exploite dans l'intérêt de tous. Le droit entraîne pour lui la charge d'administrer la société familiale dans les mêmes conditions que le *de cujus*.

Cette transmission du patrimoine entraîne pour les héritiers l'obligation au passif, mais les oblige-t-elle aussi à exercer la même fonction que le *de cujus*? La réponse paraît négative : autrefois en effet l'hérédité était bien basée sur les liens du sang, mais les héritiers ne pouvaient détenir le patrimoine du *de cujus* qu'à la condition de continuer à exercer sa fonction; actuellement il n'en est plus ainsi, la disparition des castes a pour résultat d'affranchir la succession de toute servitude professionnelle, et l'hérédité n'a pour base que les liens du sang. C'est ce qui nous semble résulter de l'affaire Chapochrate que nous connaissons déjà. Si Osoroer demande aux enfants de son frère, qui avait renoncé à sa part dans la succession paternelle, une renonciation personnelle, c'est qu'ils y avaient droit en qualité de descendants d'un auteur commun, bien qu'ils n'exercassent pas la même profession. Donc les héritiers n'ont plus besoin, pour prétendre à l'hérédité, d'exercer la même profession que le *de cujus*.

Avant de passer à l'administration de la succession par l'aîné, il est bon de mentionner une règle que les anciens

Égyptiens connaissaient et que l'on voit appliquée dans les diverses législations, c'est le principe de la représentation. Si l'un des héritiers directs manquait et s'il avait laissé des enfants, ces derniers héritaient en son lieu et place de la part qui lui revenait, ils formaient ainsi une branche, un groupe représentant leur auteur (1).

L'administration du patrimoine familial par l'aîné avait pour point de départ la prise de possession de l'ensemble des biens sans le concours d'aucune autorité, c'était la conséquence du droit d'aînesse. Si les héritiers avaient un droit de propriété, l'aîné seul continuait à maintenir l'unité du patrimoine, parce qu'il se trouvait investi de la possession et de la personnalité du défunt. C'est ce que l'on peut conclure de cette formule que l'on trouve dans les contrats de mariage : « Ton fils aîné, mon fils aîné sera le maître de tous mes biens, de tout ce que je possède et de tout ce que j'acquerrai » et qui est souvent placée à côté de celle-ci : « Tes enfants, mes enfants seront les maîtres de mes biens ».

Tant que l'aîné vivait, la communauté familiale était administrée par lui, c'était là une charge à laquelle il ne pouvait, semble-t-il, se soustraire que par une renonciation à la succession, ce qui était sans doute bien pénible. Cette administration exigeait beaucoup de prudence et une certaine pratique des affaires, aussi était-elle confiée à celui que l'on considérait le plus expérimenté. Faire produire des revenus à ces biens communs, réa-

(1) E. Revillout. *Op. cit.*, p. 274.

liser parfois des opérations avantageuses constituent en effet des actes dont l'entreprise ne devait pas être accomplie avec légèreté. Cette administration, qui était aussi bien confiée à l'homme qu'à la femme (1), pouvait naturellement entraîner à des abus, surtout avec l'autorisation de la vente des biens fonciers. Tant que ces derniers étaient inaliénables, restaient biens familiaux, les héritiers d'une même collectivité pouvaient être sûrs de la stabilité de cette partie de leur patrimoine, mais quand il n'en fut plus ainsi, ils pouvaient courir quelque danger. Nous voyons en effet, à partir de cette époque, l'aîné pouvant aliéner ou acquérir des immeubles suivant sa volonté ; or le fait d'acquérir peut constituer un profit pour la collectivité, mais le fait d'aliéner lui est souvent préjudiciable, en ce sens que la monnaie qui est venue dans la communauté familiale en équivalence de l'immeuble qui en est sorti peut être dissipée par l'aîné.

Dans toute acquisition faite par l'aîné pendant son administration, le vendeur s'adresse à lui seul et non à tous les héritiers, il ne connaît que lui, il n'a affaire qu'à lui.

Nous avons parlé précédemment d'un achat de ter-

(1) Un acte d'administration fait par une femme du nom d'Isis, aînée de cinq enfants, se trouve dans un papyrus du Musée du Louvre. Cette dernière se porte garante d'eux tous par la formule suivante :

« Celui qui viendrait s'attaquer pour réclamer une part des maisons, des oureh, de totalité de biens quelconques qui revient à Ha, fils de Pchelchons, mon père, parmi les enfants mâles, les enfants femelles qui que ce soit au monde se rattachant à Ha, fils de Pchelchons, mon père, je le ferai écarter de toi. Si je ne l'écarte pas de toi (par moi-même) je l'écarterai (de force).

rain fait par Osorper, pendant qu'il était *xupios*, à Imouth, un des prêtres d'Amon Thébain. Ce dernier lui fit d'abord un écrit pour argent qui lui transférait la nue propriété du terrain, puis un écrit d'abandon que l'on trouvera cité plus bas, qui lui en transférait la possession et qui complétait ainsi l'aliénation. Ce terrain, bien qu'acheté au nom de l'aîné seul, va entrer dans le patrimoine de la communauté familiale et sera susceptible de toutes les opérations, de tous les actes que l'aîné voudra faire.

On voit donc en somme que si l'aliénation des terres a un effet très considérable sur le développement de la petite propriété, ce qui au point de vue social semble être un bien, au point de vue familial elle constituait un danger, car elle permettait à l'aîné d'accomplir des actes plus ou moins arbitraires et ne donnait pas un moyen pratique à ses cohéritiers de mettre un frein à ses extravagances.

Mais si l'aîné pouvait ainsi compromettre la société familiale qu'il était chargé de gérer, *ses cohéritiers pouvaient-ils s'engager sur la part même indivise à laquelle ils avaient droit?* Il semble que oui, et les dettes qu'ils contractaient devaient être valables. Nous avons vu en effet, dans le chapitre précédent, qu'un prêtre du nom de Reri, ayant pour frère aîné un autre divin père du nom d'Udjahor, avait contracté une dette personnelle envers un homme du temple de Mont neb uas, et que le divin père Udjahor avait donné en possession à ce créancier des champs appartenant aux deux frères, qu'il devait cultiver en QUALITÉ DE DÉTENTEUR GAGISTE, jusqu'à ce qu'il

fût entièrement payé par les produits annuels de la récolte. On voit dans ce fait la faculté donnée aux frères cadets de s'engager pécuniairement et la reconnaissance formelle par l'aîné de leurs dettes. Néanmoins, il est probable que les cadets ne pouvaient ainsi contracter des dettes selon leur bon plaisir, ou qu'elles n'étaient payables que jusqu'à concurrence d'un quantum déterminé, égal peut-être à la part éventuelle que chacun d'eux devait avoir dans le partage futur des biens familiaux. La question est difficile à résoudre faute de lumière, mais toujours est-il certain que cette institution portait tort aux intérêts des enfants, parce qu'elle leur permettait de grever leur patrimoine ; l'absence de doléances écrites par les contemporains et ayant trait à ce sujet, la sagesse des lois égyptiennes qu'avaient imitées Solon et Lycurgue et qu'admiraient les Athéniens doivent nous laisser supposer que les puînés pouvaient contracter des dettes, mais que la validité ne s'étendait qu'à une partie bien minime, peut-être même proportionnelle au montant des revenus de chacun d'eux.

L'administration des biens familiaux par l'aîné prenait fin à sa mort et l'indivision familiale cessait. Si le père avait laissé un acte de partage, cet acte devait servir de base au partage, à moins qu'il ne fût rendu nul par un cas fortuit, comme la mort d'un enfant. Dans ce cas, un nouvel acte de partage était accompli par l'aîné, il en était de même lorsqu'aucun acte n'avait été laissé par le *de cujus*. Chacun des membres existant prenait alors la part qui lui revenait dans la communauté et procédait lui-même à son administration.

Telles sont les principales règles successorales qui nous semblent résulter des divers actes de Bocchoris : si d'un côté certaines restent identiques à celles que nous avons vues exister depuis fort longtemps, d'un autre côté on en voit de nouvelles. Si en effet le testament est toujours impossible, si la dévolution de l'hérédité va aux descendants directs, si le partage se fait entre eux d'une manière égalitaire, à l'inverse la copropriété familiale des biens immobiliers, qui avait pour but leur conservation dans la famille, semble se relâcher : On voit, en effet, le chef de famille capable d'aliéner les immeubles sur lesquels il n'a qu'un droit de copropriété.

G. — *La transmissibilité entre-vifs : la donation. — La vente : forme du contrat, propriété et possession*

La transmissibilité des biens, et par suite des immeubles, peut avoir lieu entre-vifs de deux façons différentes : soit à titre gratuit, soit à titre onéreux : elle peut se réaliser, en d'autres termes, par la donation ou la vente. Examinons jusqu'à quel point chacun de ces actes était incompatible avec la copropriété familiale.

1° *La donation.* — Si les aliénations à titre onéreux des immeubles étaient permises aux chefs de la communauté familiale, il n'en a pas été de même des aliénations à titre gratuit. Si en effet les ventes ou les échanges introduisaient dans le patrimoine collectif une richesse équivalente, monnaie ou bien quelconque, les donations

auraient eu au contraire pour but de diminuer le patrimoine, ce qui était incompatible avec le principe de la copropriété familiale. Il en résultait que si, durant la vie du chef de famille, une donation avait été faite, les héritiers devaient probablement reprendre, à l'ouverture de la succession, le bien indemne de toute charge. Il en devait être sans doute de même si la donation avait été faite sous une forme fictive, sous la forme d'une vente par exemple, toute libéralité ou tout acte cachant une libéralité étant prohibé. Toute la fortune — et ici les biens immeubles sont sauvegardés — était donc assurée. en Égypte, aux enfants par la loi, elle constitue leur légitime, à la différence du droit romain où elle est du quart, et du droit français où elle est une quote-part proportionnelle.

Mais si le chef de famille ne pouvait pas faire de donation sponte sua, il le pouvait à la condition d'avoir le consentement de tous ceux qui ont un droit sur le patrimoine familial ; puisqu'en effet cette prohibition était faite dans l'intérêt de la communauté, elle devient caduque, si cette communauté l'exige. Aussi voit-on, au bas de certains actes relatant des donations entre-vifs, la signature des parties intéressées qui affirmaient la validité de la libéralité ; s'il n'en avait pas été ainsi, les héritiers auraient été réellement dépouillés de leur droit sur la partie qui était sortie du patrimoine commun.

A cette règle extrêmement rigoureuse, un seul genre de donation faisait exception, c'étaient les donations entre époux, parce qu'elles ne pouvaient faire de tort

aux descendants directs. En effet, puisque les enfants devaient nécessairement hériter de chacun d'eux et puisque l'un ou l'autre ne pouvait faire de libéralité aux tiers, il leur importait peu que ce soit l'un ou l'autre qui eût en sa possession le patrimoine entier qui devait leur revenir. Ces donations entre époux pouvaient porter sur les biens mobiliers ou immobiliers, et le droit du donataire différait naturellement suivant le genre de libéralité accordée. Elles avaient lieu soit par contrat de mariage, soit par un acte postérieur à sa célébration; elles émanaient tantôt de la femme, tantôt du mari, suivant le rôle important que l'un ou l'autre avait joué dans l'union. En effet, l'homme et la femme n'ont pas toujours été considérés en Égypte sur le même pied d'égalité, quelquefois l'un a été beaucoup plus recherché que l'autre. Si la femme, par exemple, à un moment a été fort estimée et même tellement adulée que les Grecs se moquaient de la vénération que les habitants du Nil avaient pour le beau sexe, à l'inverse on la voit à une autre époque considérant son époux comme un véritable maître, rampant à ses pieds à titre d'esclave et se livrant à lui corps et biens par une espèce de mancipation matrimoniale (1). Il y a là un contraste frappant dû peut-être à des influences étrangères.

Ces donations entre époux n'ont d'ailleurs pas lieu de nous étonner; à l'époque de Darius existait en effet un genre de mariage qu'on pouvait contracter et qui mettait

(1) Voir un de ces actes dans E. Revillout. *Op. cit.*, p. 342.

pleinement les époux en communauté d'existence et en communauté de biens. On ne voyait dans ce régime aucune atteinte à la copropriété familiale, puisque les descendants devaient nonobstant recueillir le patrimoine commun. Le même cas se présentait si la totalité du patrimoine devant revenir aux descendants se trouvait entre les mains de l'un des époux.

2° *La vente.* — La vente des biens immobiliers fut autorisée par la législation égyptienne, nous avons vu de quelle façon on parvint à ce progrès. Mais les Égyptiens distinguèrent deux éléments pour le transfert de ce genre de bien : ils considérèrent le droit de propriété utile en lui-même qu'ils envisagèrent d'une façon théorique et ils le différencièrent de l'exercice de cette propriété qui se manifestait d'une manière pratique. Le premier était le droit réel en lui-même, le second consistait dans l'exercice de ce droit, la possession et la jouissance. Cette distinction exigeait par suite un mode de transfert particulier pour chaque droit, il en résultait que l'aliénation d'un immeuble ne pouvait se réaliser que par le concours de deux actes : l'un transférait le domaine d'une manière abstraite et s'appelait écrit pour argent, l'autre transférait la possession et s'appelait écrit de cession. Disons quelques mots de chacun de ces actes.

1° *De l'écrit pour argent.* — Il transfère le droit de quasi-propriété, il reconnaît en même temps le paiement du prix pour lequel s'opère ce transfert, voici deux traductions de ce genre d'actes :

«An 15, phamenoth, du roi Darius.

»L'homme du temple de Mont neb uas Phoamen, fils de Petemont, mère Nesmeti, dit au choachyte de la nécropole Burekhf, fils de Nesmin :

»Tu m'as donné — et mon cœur en est satisfait — le prix de la rétribution de part de 40 aroures de teshér (terre rouge et cultivable) nommée. Le prix de cette donation que je t'ai donnée, prix qui a été donné pour ce qui est en ma part, est de 4 katis $\frac{2}{3}$ et $\frac{1}{2}$. Mon cœur est satisfait de son prix. Point à moi parole quelconque au monde (je n'ai pas de réclamation à faire) pour ce qui est en ma part.

»Celui qui viendra à cause de cela en mon nom, au nom de quiconque au monde, je le ferai s'éloigner de toi. Si je ne le fais s'écarter de toi, je te donnerai un argenteus (outen) fondu de la double maison de Phtah (c'est-à-dire le double de la somme reçue sans rien alléguer)».

Cet acte concerne des terres, l'on voit qu'il doit sans doute se référer à un acte de vente de part indivise dans des biens communs ou, si l'on veut encore, de partage avec soulte pour la différence qui pouvait exister entre la valeur réelle de chacune des parts en nature de ce terrain.

Voici maintenant un acte de transfert concernant une maison :

«An 12, pharmonthi, du roi Darius.

»Le choachyte de la nécropole Djiututo, fils de Péta-men api, dont la mère est Seteirban, dit au choachyte de la nécropole Psénésé, fils de Hérirem, dont la mère est Béneuteh :

»Tu m'as donné — et mon cœur en est satisfait — l'argent de cette maison, qui est actuellement un terrain nu et qui est placée dans le domaine du roi Osormon à l'occident de Thèbes, devant le Ahkem.

»Elle en fait coudées d'aroure 5, coudées carrées 500.

»Au sud est le chemin d'Amon, à son nord le reste de cette maison ci-dessus; à son occident le terrain du choachyte de la nécropole Pétihor suten, fils de Nesamen hotep; à son orient la maison de bonne demeure de Hetor, fil de Paba.

»Je t'ai donné cette maison ci-dessus, tu m'en as donné — et mon cœur en est satisfait — l'argent en dehors du 10^{me} aux ret (agents) de Thèbes, pour être donné aune^{ter} hotep d'Amon (1).

»Je n'ai plus aucune parole au monde à ce sujet. Aucun homme au monde n'a à en connaître. C'est moi-même qui les repousserai (les tiers évicteurs) de toi depuis le jour ci-dessus à jamais. Celui qui viendra à toi (pour t'inquiéter) en mon nom, au nom de quiconque au monde, je le ferai s'éloigner de toi. Que je te garantisse ce terrain par toute pièce, toute parole au monde. A toi ses pièces (y relatives) en quelque lieu qu'elles se trouvent.

»A écrit le divin père Mont neb uas, prêtre du quatrième ordre du temple de Mont neb uas Epi, fils de Djehér».

Ces actes, on le voit, présentent à peu près la même

(1) On peut ici encore se demander si ce droit dû au temple est un droit d'acte ou n'est pas plutôt un droit de mutation perçu en reconnaissance du droit éminent du temple. (Voir plus haut).

forme dans la rédaction, d'abord ils commencent tous deux par la mention de la date, le nom des parties, de leur père et mère, la mention de leur profession, et la formule «dit un tel à un tel» caractéristique de tous les contrats. Vient ensuite la constatation du paiement du prix : «Tu m'as donné et mon cœur en est satisfait, l'argent qui est le prix de mon bien tel et tel». La transmission de l'immeuble repose donc sur un fait antérieur que constate l'acte et dont les conséquences sont l'objet même de l'écrit, ce fait est naturellement le versement d'une somme en espèces.

Il faut remarquer, néanmoins, qu'ici la partie qui transfère le bien est celle qui parle et non la partie qui l'acquiert, à la différence de la mancipation romaine, où l'acquéreur nous produit l'impression d'une personne qui fait une usurpation, où il manifeste une prise de possession en touchant l'objet à acquérir ou une chose le représentant et en s'écriant : «Hanc ego rem meam esse aio jure quiritium». Ici les rôles sont renversés, l'acquéreur est muet, son silence est un consentement tacite aux clauses de l'acte, et qui est manifesté expressément par le paiement du prix antérieurement à l'acte. Cette différence résulte, il nous le semble, de la conception fort opposée que les Égyptiens et les Romains se faisaient du droit à l'époque de son apparition. La mancipation romaine était imbue du caractère belliqueux que les Romains avaient donné à leur occupation, lorsqu'ils envahirent le territoire de Rome, c'est les armes à la main qu'ils avaient conquis le pays, et le Jus quiritium n'était à leurs yeux que le résultat de la victoire, le droit du plus

fort ; désormais donc pour eux le droit de propriété est représenté dans l'idée de force, et il est personnifié par la lance. La mancipation, à son tour, qui est le mode de transfert de cette propriété, semble faire revivre l'idée de conquête des premiers Romains, c'est l'acquéreur qui postule l'objet, en symbolisant le caractère primitif et guerrier de la propriété par la pose de sa main sur l'objet (*manu capere*). Si même cet objet n'appartient pas au vendeur, il en devient le propriétaire au bout d'un certain temps par l'usucapion, pourvu qu'il ait été de bonne foi au moment du transfert. Ce résultat de la lutte, cette sanction rigide de la conquête, si les Égyptiens avaient pu l'admettre en matière internationale, n'avait pas déteint sur le droit privé. Les habitants envisageaient différemment le droit, ils le considéraient comme quelque chose de sacré, puisqu'il émanait des prêtres eux-mêmes et que ces derniers avaient été chargés de le conserver. Le droit privé ne fut donc nullement influencé par un caractère guerrier, toute personne invoquant un droit devait en fournir la preuve. Or, l'acquéreur d'un bien dans un écrit pour argent ne pouvait, en prenant la parole, prouver la validité de son acquisition ; ce droit nouveau dont il est investi doit lui être transféré par celui qui le possède avant lui et qui peut prouver qu'il a pleinement la propriété du droit qu'il transfère. C'est pour cela aussi que le droit égyptien n'admettait pas pleinement l'usucapion, l'individu ne pouvait légitimer un droit de propriété sur un bien par ce fait de le détenir pendant un certain temps, et il ne pouvait aussi montrer aucun titre de son droit.

L'on remarquera que dans ces actes de transfert, le cédant emploie au commencement de l'acte l'expression «mon bien» et à la fin la formule «il est à toi: ton bien». Il y a donc changement de formule dans le même acte, après avoir écrit l'objet de l'acte, il affirme solennellement le transfert de la propriété, il se désinvestit de son droit. Il faut remarquer aussi avec quelle exactitude sont décrits les objets qui sont transférés, et leur situation. Enfin le principe que celui qui transfère le fonds immobilier doit avoir le même droit qu'il transfère sur cet objet est sanctionné par la garantie qu'il doit à l'acquéreur contre les tiers évicteurs. C'est ce que M. Revillout comprend sous le nom de *στυρισις* et de *βεβαιωσις*. L'obligation de garantie consiste dans une déclaration faite par l'aliénateur et portant sur deux points: d'abord la reconnaissance formelle qu'il a le droit de propriété, et qu'il le transfère à l'acquéreur, ni lui, ni personne au monde n'a donc désormais le droit de faire de réclamation, puisque le transfert émane de sa propre volonté et de l'accord intervenu; en second lieu, un engagement pratique de repousser les tiers, il consiste à promettre de faire la preuve de sa propriété, en livrant les actes établissant la transmission régulière du bien vendu à toute époque et en intentant les actions judiciaires personnelles qui dépendent de cette preuve de propriété. C'est qu'en effet, grâce au cadastre, il était aisé de prouver cette filière de générations auxquelles ce bien avait appartenu, il était donc facile, une fois la quasi-propriété prouvée, de repousser les tiers évicteurs.

II° *L'acte de cession*. — Si l'écrit pour argent transfère ainsi le fonds immobilier d'une manière abstraite, un autre acte en transfère la possession. M. Revillout l'appelle acte de cession, il serait préférable de le nommer acte de tradition, parce qu'il livre en somme l'objet à l'acquéreur qui pourra désormais exercer sur lui le droit qu'il a déjà acquis par l'écrit pour argent.

Voici la traduction du texte de l'un de ces actes :

« Imouth, le prêtre d'Amon Ra em uas, prêtre aussi de Khem-Min, dit à Osoroer, fils d'Hor et de la femme Chachpéri, le choachyte, pastophore d'Amon Api de l'occident de Thèbes :

» Je t'ai fait abandon de ton étendue de 10 coudées d'aroure, qui fait mille mesures jhet; 10 coudées d'aroure en tout, parmi mes oureh qui se trouvent dans le quartier sud de Djème

» Les voisins de ton étendue de 10 coudées d'aroure sont : au sud la rue du roi, au nord la maison de Ta-poer, fils de Hor, séparée par une ruelle ; à l'orient et à l'occident, le reste de mes terrains nus. Tels sont tous les voisins de ta susdite étendue de 10 coudées d'aroure, qui est (commune) entre toi et Nechtmont, fils d'Hor, Peto-sor, Taré, fille d'Hor, les trois ayant pour mère Chachpéri, tes frères pour compléter le nombre de quatre, par parts du quart à chacun de vous.

» A toi tout cela : ton étendue sus-indiquée, de 10 coudées d'aroure, ce qui fait 100 mesures jhet, 10 coudées d'aroure sur lesquelles je t'ai fait un écrit pour argent au mois de pachons de l'an 52 du roi toujours vivant

(c'est-à-dire dans le même mois de la même année que l'écrit actuel).

»Je n'ai plus rien à te réclamer à ce sujet. Personne au monde n'a rien à y voir. C'est moi seul qui écarterai de toi (ceux qui te troubleraient). A partir de ce jour, celui qui viendra t'inquiéter à leur sujet, en mon nom, *au nom de quiconque au monde*, je le ferai s'éloigner de toi. On m'a fait reconnaître le droit de l'écrit *pour argent* que je t'ai fait sur ces biens au mois de pachons de l'an 51 du roi toujours vivant, pour en accomplir le droit envers toi, en dehors du susdit écrit de cession : ce qui complète deux écrits. Que je te fasse leur droit en tout temps, de force, sans délai, sans opposition».

La lecture de cet acte nous laisse supposer qu'il s'agit d'un bien appartenant au prêtre Imouth ; ce dernier l'a transféré en propriété à Osoroer, un frère aîné en sa qualité d'administrateur du patrimoine familial, et il lui en donne maintenant la possession par cet acte d'abandon (1). Comme l'écrit pour argent, ce dernier peut être décomposé en plusieurs parties : la première comprend la formule «je t'abandonne ton bien tel et tel (tui-ui)» ; par conséquent le détenteur du bien cède son droit, il déclare l'abandonner, il renonce à jouir des privilèges que lui accorde ce droit, c'est-à-dire l'ingérence dans l'administration et la jouissance du bien. Vient ensuite la description du bien cédé, suivie de la phrase : «Tels

(1) Les deux actes concernant ce terrain écrit pour argent et acte d'abandon se trouvent au Musée de Berlin : papyrus, 101 a et b,

sont les voisins de ton bien sur lesquels je t'ai fait un écrit pour argent en telle année et tel mois». Il est rappelé que le bien a déjà été l'objet d'un acte antérieur, qui avec ce nouvel acte est transféré en propriété à l'acquéreur. C'est là un des moyens infailibles de reconnaître l'acte d'abandon des autres actes similaires.

La troisième partie renferme la garantie du cédant, celle-ci vise naturellement le trouble que l'on pouvait apporter au droit de possession qu'acquiert le cessionnaire ; elle est donc moins lourde que celle de l'écrit pour argent. Elle comporte en effet ces termes : « A toi ton bien, celui-là. Je n'ai plus aucune parole au monde à te faire en son nom. A partir de ce jour, celui qui viendra à toi en mon nom, au nom de quiconque au monde, je l'écarterai de toi ». Le transfert *de la possession* a donc pour résultat de donner à l'acquéreur le paisible exercice de ce droit, et si jamais il vient à être troublé, ce sera au cédant à venir empêcher cette éviction. Or il n'y réussira que s'il prouve que c'est lui qui avait *la possession* du bien qu'il a transféré et que l'exercice de ce droit lui est échu légalement. Or, en quoi consistera cette preuve ? c'est ce que nous nous demandons, car nous n'avons obtenu aucun renseignement par les documents. Il est cependant à supposer que la preuve consistera dans la *détention* du bien par la même famille de génération en génération ou par le titre de transfert de ce bien à l'époque des contrats ; or ces deux cas peuvent être aussi vérifiés au moyen du cadastre qui contenait la délimitation des terrains et le nom des propriétaires.

Enfin la dernière partie de l'acte comprend cette formule : « Tu m'as fait connaître le droit de l'écrit pour argent que je t'ai fait sur ces biens au mois de pachons en l'an 52 du roi toujours vivant, pour en accomplir le droit envers toi, en dehors du susdit écrit de cession : ce qui complète deux écrits. Que je te fasse leur droit en tout temps, de force, sans délai, sans opposition ». Cette partie ne contient pas de *στυριοσι*; comme dans l'écrit pour argent, elle rappelle simplement qu'il y a un écrit pour argent et que le transfert du bien est complètement réalisé. Le droit de propriété utile et celui de possession sont donc actuellement réunis sur la tête de l'acquéreur. Le fonds immobilier offre à celui qui en est le détenteur un véritable droit de propriété, tel que nous le concevons aujourd'hui ; il n'y a plus au-dessus de lui que le droit éminent du roi ou de l'unité personnifiée. Il en résulte que le concours de ces deux actes, l'écrit pour argent et l'acte de cession, était nécessaire si on voulait procéder à une opération de vente.

Nous devons signaler une remarque importante en ce qui concerne les actes de cession, c'est qu'il faut les distinguer d'actes similaires par la même formule (1)

(1) La formule (tui-ui = j'abandonne) employée dans ces divers actes donne lieu, paraît-il, à une explication, elle est susceptible de plusieurs sens et peut en cela correspondre au mot français « céder ». D'après Brugsch (*Dict.*, p. 239, 245, 320), tui-ui se compose de deux éléments distincts : 1° du verbe tu, signifiant donner, quelquefois, faire ; 2° du verbe ua-ui, signifiant éloigner, déterminé par les jambes en marche. Par suite, le mot composé tui-ui correspondra au mot donner éloignement, éloigner,

qu'ils emploient, ce qui peut induire en erreur. Ces derniers peuvent se ramener à trois groupes différents : le premier groupe est celui des renonciations à des successions, suivant qu'elles portent en totalité ou en partie sur la part à laquelle on a droit en sa qualité d'héritier. Le second groupe comprend des actes de cession transférant indifféremment soit le droit de propriété, soit la possession ; de plus, cette cession est à titre gratuit et elle ne porte aucune mention indiquant qu'il a été fait antérieurement un écrit pour argent ; en voici un exemple, datant de l'époque ptolémaïque :

« L'an 45 athyr, du roi Ptolémée, le dieu Evergète.

» La femme Tamont, fille de Hereius, dont la mère est Tanechta, dit au paraschite de la nécropole de Thèbes, à Djème, Amen hotep, fils d'Hor, dont la mère est Chaboura :

« Je fais abandon à toi de ton oureh (terrain nu) de maison laissé pour y bâtir qui est dans le quartier sud de Thèbes et dont les voisins sont : au sud l'oureh de femme Remket ; au nord la rue du roi ; à l'orient la maison de Pétosor, fils de Nofré et de femme Tutu ; à l'occi-

écarter, repousser, rejeter. C'est de ce dernier sens qu'est venu le sens d'abandon ou de cession que ui possède dans ces contrats. Or on peut écarter, c'est-à-dire céder, un droit de possession sur une chose immobilière, comme un droit quelconque sur un autre objet, aussi voit-on cette formule appliquée non seulement dans les actes d'abandon où il s'agit du transport de la possession d'un fonds immobilier, mais aussi dans un acte de cession de droit quelconque, réel ou de créance. Il faudra donc bien examiner les données générales de l'acte en présence duquel on se trouve pour déterminer à quel cas l'on a affaire.

dent le canal Tels sont tous les voisins de ton oureh de la maison ci-dessus laissé pour y bâtir, oureh que j'ai acheté, pour argent, de femme Tathot, fille de Héreius, et de femme Taaou, fille de Héreius, ses sœurs, qui m'ont fait un écrit pour argent auparavant. A toi ton oureh de maison ci-dessus et tout ce qui en dépend. Je n'ai plus aucune parole au monde à te faire en son nom. Depuis le jour ci-dessus, celui qui viendra à toi à ce sujet en mon nom, je le ferai éloigner de toi, de force, sans délai, sans opposition ».

Cet acte a été rédigé par Horsiesi, fils de Chonstefnecht, le notaire du bourg de Djème.

Cet acte, on le voit, consiste dans la cession du droit utile d'un terrain que la femme Tamont fait en faveur de Amen hotep, terrain qu'elle dit avoir même acheté à ses sœurs au moyen d'un écrit pour argent.

Enfin le troisième groupe d'actes, qui renferment la formule tui-ui, comprend les actes d'abandon qui se faisaient à propos de la cessation de l'indivision résultant d'une succession. Nous avons vu en effet que le patrimoine familial continue toujours à constituer une propriété collective et que lorsque le *de cujus* n'avait pas fait des actes de partage pour ses enfants, l'aîné devait s'acquitter de cette charge. Il attribuait à chacun de ses frères, au moyen d'un acte de partage, sa part ; quant à celle qui lui revenait et sur laquelle ses frères avaient un droit de propriété, elle lui était attribuée au moyen d'actes d'abandon que ces derniers faisaient en sa faveur. Ils abandonnaient à leur aîné sa part, ils se

dépouillaient pour ainsi dire du droit qu'ils avaient sur cette part en vertu de leur droit de copropriété familiale, et employaient la formule tui-ui dans leurs actes pour déterminer le transfert.

Tels sont les trois groupes d'actes qui relatent en général une cession et qui, à l'exemple de l'acte de tradition du domaine utile immobilier, emploient la même formule pour exprimer l'idée de transfert. Il y a là une de ces bizarreries qu'on peut expliquer ou bien par le sens très large donné à l'expression tui-ui ou bien parce fait que ces différents actes ont été institués après l'acte de tradition et qu'ils se sont servis de la même formule, néanmoins chacun d'eux a une portée juridique bien différente.

TITRE II

LA PÉRIODE LAGIDE

§ I.— L'ÉGYPTÉ ET LA DOMINATION DES PTOLÉMÉES

Nous venons de parcourir une époque bien longue dans l'histoire de l'Égypte pendant laquelle le pays sut atteindre un degré de gloire auquel il ne parvint jamais dans la suite. Nous avons vu quelle était la transformation qu'avait subie le régime de la propriété foncière, et nous avons recherché, sans peut-être avoir abouti à un heureux résultat, les fondements de cette évolution aussi bien dans les quelques inscriptions et les quelques données historiques qui nous ont été laissées que dans les points saillants de l'histoire des pharaons qui ont pu avoir quelques conséquences sur les institutions principales du pays et partant sur celle de la terre.

Ce régime avait des racines profondes qui le rattachaient à la plus haute antiquité, et les modifications qu'il subit devinrent, avec le temps, de moins en moins effectives, de sorte qu'à la fin du règne des pharaons, il revêtit une stabilité difficile à être ébranlée. Tel est en effet le caractère qui se dégage de l'étude de la propriété foncière égyptienne à l'époque des Lagides : cela ne veut

pas dire que, pendant près de trois cents ans qui virent régner les descendants des conquérants grecs dans ce pays, aucune transformation n'intervint dans la propriété elle-même, non ; les points fondamentaux de l'institution foncière subsistèrent toujours tels qu'ils avaient été établis par la coutume, mais il y eut un nouvel aspect de la propriété immobilière.

Cette stabilité dans le régime des terres nous est démontrée par les documents assez nombreux de l'époque que nous rencontrerons plus loin, et surtout par le caractère de la conquête qui mit à jamais le trône des pharaons entre des mains étrangères. Nous ne parlerons pas de la prise de l'Égypte par Cambyse et du passage de ce pays sous la domination persane, car ce fait n'eut aucune influence sur les institutions du pays, aucun changement ne fut apporté par les conquérants, il n'aurait d'ailleurs pas pu se réaliser en raison de la durée éphémère du règne des rois perses ; aussi les avons-nous classés, comme Manéthon lui-même, parmi les pharaons, en les considérant comme leurs successeurs et par suite respectueux des principes établis.

La conquête grecque, plus durable sans doute, eut presque le même sort que celle des Perses, elle n'aboutit pas au renversement complet des institutions établies ; l'Égypte, conquise par le fils de Philippe de Macédoine, en vit continuer la tradition, et les mânes des pharaons semblaient, de l'intérieur de ces monuments gigantesques où elles reposaient, les préserver de toute atteinte extérieure, comme elles l'étaient elles-mêmes de toute main sacrilège.

Ce caractère de stabilité dans les institutions égyptiennes se conçoit encore plus quand il s'agit de la propriété foncière ; aucune cause extérieure ne devait avoir pour effet de la modifier : Alexandre et ses soldats n'étaient pas venus en Égypte pour conquérir des terres pouvant les nourrir, ils n'avaient pas subi une poussée humaine les jetant loin de leurs pays, comme les barbares en Gaule, ce n'était pas des tribus nomades cherchant un terrain pour y devenir sédentaires, soit par une concession à l'amiable, soit par la décision des armes. Il n'y avait eu aucune invasion subite de tout un peuple armé, mais une lutte entre deux pays réglementés par une organisation assurée et qui devait avoir pour conséquence la soumission du vaincu au vainqueur. En outre, les soldats qui composaient l'armée macédonienne étaient payés et n'avaient besoin d'aucune rétribution en terres les rémunérant de leur service. En un mot, Alexandre ne s'était emparé de l'Égypte que pour augmenter sa gloire et agrandir le domaine de la Macédoine ; sa conquête ne fut suivie d'aucune spoliation en règle des propriétaires fonciers indigènes, il n'y eut aucun partage entre la race victorieuse et la race vaincue, comme cela s'est vu pratiquer par exemple lors des invasions des barbares en Gaule, par les Burgondes ou les Wisigoths. Aucun historien d'ailleurs, comme l'a observé B. Peyron, ne semble avancer un tel fait, et aucun monument ne nous le révèle ; à supposer même qu'Alexandre voulût récompenser ses compagnons de leur victoire, les terres appar-

tenant aux anciens pharaons qui lui étaient échues (1) à titre de nouveau dominateur étaient largement suffisantes pour se livrer à ces libéralités ; or, l'existence d'un tel fait ne se trouve mentionnée nulle part. Toutes ces raisons nous amènent à conclure que la conquête macédonienne ne modifia en aucune façon l'ancienne base du régime foncier égyptien.

S'il n'y eut pas ainsi d'expropriation proprement dite suivant immédiatement la conquête, les Ptolémées, durant leur règne, se livrèrent néanmoins à des actes plus ou moins arbitraires qui sont très fréquents dans les régimes absolus et que l'on voit s'accomplir dans les États monarchiques, aussi bien dans l'antiquité que dans les temps les plus récents. Les Lagides accaparèrent, au moyen de confiscation, les biens des personnes qui les gênaient, soit par la crainte de leur puissance, soit pour des raisons tout à fait personnelles.

Nous avons de nombreux exemples de ces spoliations : l'inscription de Rosette (l. 19, 20 — Polybe, 21, 19, 1) nous montre ceux « qui avaient pris part aux troubles et aux révoltes » rappelés par Épiphane « et rentrant dans la possession de leurs biens ». Deux édits, l'un de Ptolémée Philadelphe, rapporté par Aristé (éd. Schmidt, p. 18, 8), l'autre de Philopator, rapporté par le troisième livre des Maccabées (3, 25), se terminent avec la menace de confiscation de biens de ceux qui oseraient y déso-

(1) Diodore, 1, 73, 6. — Th. Deveria. *Le Pap. Jud. de Turin*, 1863, p. 55.
— Brugsch. *Hist. d'Égypte*, p. 202.

héir. Diodore (33, 6) nous donne également des renseignements sur les spoliations de personnes que Ptolémée Psychon faisait accuser par des sycophantes; enfin, Dion Cassius (39, 58) sur celles commises par Ptolémée Autèle, lorsque, maître de l'Égypte, il fit mettre à mort sa fille et les citoyens les plus riches. Mais tous ces actes, on le voit, qui surviennent sous les différents règnes des rois grecs, n'impliquent aucune idée d'appropriation des terres par les conquérants, ils ne consistent pas dans une expropriation générale des propriétaires, ils ne changent en rien l'état de fait antérieurement établi, ce sont des choses purement occasionnelles.

Ce qui frappe en effet dans le caractère des rois ptolémaïques, c'est ce soin assidu d'imitation extérieure par lequel ils surent se faire considérer comme les continuateurs de la dynastie des pharaons. D'autre part, l'adulation des vaincus, après avoir jadis fait naître Cambyse d'une princesse égyptienne, fille d'Apriès, sut maintenant prétendre que leur dernier roi Nectanebo, après s'être réfugié en Macédoine à la cour de Philippe, lorsqu'il fut défait en 341, s'était servi du secours de la magie dans laquelle il était fort habile pour avoir commerce avec Olympias, et qu'Alexandre (qui était déjà né depuis quinze ans) était son fils. Leur imagination alla même plus loin : ils métamorphosèrent Macédon, fondateur du royaume de Macédoine, que les Grecs disaient fils de Jupiter et d'Aethria en un fils d'Osiris qui, ayant accompagné son père dans ses pérégrinations lointaines, fut laissé sur le trône de Macédoine et lui laissa son nom.

Étant ainsi les descendants des pharaons, les Ptolémées (Soter était en effet considéré comme fils de Philippe) passèrent comme fils de Phtah, ils continuèrent par suite, comme leurs ancêtres prétendus, à être les chefs de la religion et du gouvernement civil. Ils respectèrent de la sorte toutes les règles établies, leur imitation ne s'arrêta même pas aux formes administratives, elle s'étendit à la manière de se vêtir et à l'observation des coutumes pharaoniques dans les cérémonies les plus infimes. Si donc ils étaient aussi conservateurs pour les choses les plus banales, à plus forte raison devaient-ils l'être pour des institutions aussi importantes que celle du régime des biens fonciers.

§ II. — LE RÉGIME FONCIER DE L'ÉGYPTÉ SOUS LES LAGIDES

De ce que nous venons de dire, il semble donc résulter que la conquête grecque n'a apporté aucun trouble au régime foncier établi, et que si nous constatons quelques modifications, nous devons les attribuer non à l'élément étranger, mais à un mouvement dont le point de départ a dû avoir lieu avant l'avènement des Lagides.

Nous avons en effet remarqué à l'époque précédente la tendance du droit éminent des temples et des garnisons que ces derniers possédaient sur certaines terres à disparaître, soit au profit du roi, soit au profit des tenanciers ; actuellement, cette tendance s'est transformée en un fait généralement établi : le roi semble s'être arrogé le droit éminent de propriété sur toutes les terres de

l'Égypte et au-dessous de lui viennent des propriétaires utiles qui détiennent le sol. Par conséquent, l'ancienne division tripartite des terres nous semble une expression impropre si elle est appliquée ici ; la terre, qu'on l'appelle terre du roi, des prêtres ou des guerriers, confère toujours le même droit à son détenteur. Examinons maintenant par le détail les raisons qui nous poussent à admettre cette transformation du régime foncier.

Les temples, avons-nous dit, ne nous semblent plus posséder sur les terres qui leur avaient été attribuées les mêmes privilèges qu'autrefois ; nous avons vu qu'ils avaient un droit éminent en vertu duquel ils percevaient des revenus servant à entretenir le culte des divinités qu'on y adorait et les prêtres qui étaient chargés de le perpétuer. Ce droit éminent semble s'être déplacé et appartenir actuellement à la personne royale ; cette dernière a repris le droit qu'elle avait autrefois concédé ; en effet, des essais de confiscation de ce genre s'étaient déjà manifestés sous Amasis, comme nous l'avons vu : il n'est donc pas étonnant que ce mouvement continue et même augmente. L'on ne peut sans doute affirmer que toutes les terres des temples ont ainsi vu se déplacer leur droit éminent, on peut seulement dire que la généralité nous offre cet aspect.

Ce changement résulte pour nous de quelques documents dont nous devons tenir compte : les Ptolémées subvenaient désormais aux besoins du culte et leur budget mentionne précisément la part qui lui était attribuée, par conséquent la cause qui avait établi un droit émi-

nent au profit des temples n'a plus sa raison d'être, ces derniers n'ont plus besoin de posséder un droit de ce genre qui devait leur conférer un certain revenu. Les Ptolémées furent d'ailleurs assez généreux envers le culte et les prêtres eux-mêmes : Ptolémée Philopator (222-224), dans une lettre aux gouverneurs de l'Égypte, rappelle la générosité de l'État envers le temple de toutes les villes (Maccabées, 3, 3, 16) ; l'inscription de Rosette loue le roi Épiphane « pour leur avoir, plein d'une piété généreuse, consacré des revenus en argent et en vivres » (l. 10-11), pour avoir ordonné que leurs revenus et les contributions qui leur étaient accordées chaque année en vivre, ainsi que les parts équitables assignées aux dieux sur les vignobles, les jardins et les autres terrains, tenus à l'offrande des premiers épis sous le règne de son père, resteraient sur le même pied ». Les prêtres avaient une situation analogue : en effet, d'après le décret de Canope (238 av. J.-C.), l'homme agrégé à la classe des prêtres par le roi (l. 71) était, dès ce jour, nourri aux frais du temple ; les papyrus du sérapéum nous montrent aussi le trésor rétribuant, par l'entremise de la direction des temples (pap. Louvre 27, Londres 6), des prêtres ou des fonctionnaires religieux employés dans les différentes parties de ce grand établissement. Nous devons encore ajouter une autre preuve que nous tirons de certains actes de location que l'on rencontre à cette époque. Ces actes concernent des terres faisant partie du domaine d'un temple à cause de leur origine, mais dont le droit éminent n'appartient plus à ce temple. On y mentionne précisément que la terre, objet de la location, est com-

prise dans le neter hotep d'un dieu (et c'est là sans doute ce qui a conservé à ce genre de terre le nom de *ερα γη*), mais aucune redevance n'est établie en faveur du temple, comme dans les actes de l'époque précédente où l'on a dû remarquer que le locataire devait écarter les scribes du temple ; la redevance, ici, au contraire, est exigée en faveur du roi, avec l'impôt, sans compter naturellement la part qui revient au propriétaire utile : c'est donc le roi qui est devenu propriétaire éminent des terres du temple. Voici d'ailleurs le texte de l'un de ces actes :

« Le taricheute de la nécropole de Djème, Amen hotep, fils d'Hor, mère Chaboura, dit au catèque cavalier Camirios, fils d'Héracleidès : Tu m'as loué ton champ et l'area (grange) qui est située au sud du champ et le hes qui est en lui — le tout sis sur le neter hotep d'Amon, au côté nord de Thèbes. En voici les voisins : au sud le champ et l'area d'Appollonius, fils de Timon ; à l'orient la porte des maisons occidentales ; à l'occident son lavoir (?). Que je sois pour le champ et l'area de champ ci-dessus en l'an 53, de thot à pachons, pendant neuf mois. Que je cultive... Que je l'arrose. Que je le pioche. Que je m'acquitte de l'ensemencement, de tous les autres soins de culture, de la récolte et des impositions. Que ton agent fasse la déclaration de culture avec moi. Que je solde *les impositions* à la porte du roi, — selon ce qui est écrit sur les écrits que le roi a écrits — et cela au nom du champ et l'area ci-dessus. Que je fasse leurs redevances en complément de parole. Que je fasse *éloigner* (de toi) *le roi* (en le payant) pour ces choses. Que je donne en la main de ton agent, au nom du gage et de la

location du champ et de l'area ci-dessus, 17 cor (ardeb ou grandes mesures thébaines), leur moitié est 8 et demi, 17 cor en tout (en froment pur, sans déchet et sans mélange), la mesure (du cor) faisant 29 sa ou ouoipe, rendus, portés, soldés en la main de son agent, en la maison de Thèbes, sans aucun frais, aucune dépense au monde, au terme de l'an 53 pharmonthi pachons. Le blé de ces mesures, si je ne le donne pas, que je donne l'hémiolion (la moitié) en plus le mois après le mois nommé, de force, sans délai. Je ne puis dire : je t'ai donné le blé, dédommagement quelconque au monde, sans rachat rétabli. Je ne puis prendre blé quelconque, bien quelconque, quoi que ce soit au monde, sur ton champ ci-dessus, sans avoir soldé ce qui est écrit ci-dessus. Il n'y a pas... Que j'établisse devant toi le champ et l'area ci-dessus pour que tu les loues à l'homme à qui tu voudras les louer. Le droit de l'écrit ci-dessus est sur ma tête et sur celle de mes enfants. Tous mes biens présents et à venir sont en garantie de toute parole ci-dessus ».

On voit que cet acte de location a pour objet un terrain compris dans le domaine du temple d'Amon et détenu en propriété utile par un catèque; cependant il ne mentionne aucune redevance pour le temple. En effet, le bail doit durer neuf mois de thot à pachons de l'an 53, probablement le temps de la récolte; les obligations du locataire y sont énumérées, il doit donner à la culture tous les soins nécessaires, payer certaines impositions, soit au roi en ce qui concerne la redevance due pour son droit éminent qui se confond avec l'impôt, soit au pro-

priétaire utile pour le prix de la location. Il y a même une clause qui, en cas de dédit du locataire, l'obligerait à une indemnité.

L'on peut donc présumer de ces divers textes que les Lagides étaient devenus propriétaires éminents des biens fonciers des temples, qu'ils pourvoyaient aux besoins du culte, et qu'ils rétribuaient les prêtres comme des fonctionnaires, nonobstant cela n'empêche pas ces derniers de posséder, au même titre que les autres particuliers, des terres relevant de ces temples, nous en avons vu des exemples à l'époque précédente, les aliénations immobilières pouvaient rendre ces cas encore plus fréquents.

Quant au droit éminent de propriété possédé autrefois par les garnisons, nous avons vu dans le chapitre précédent comment la disparition de la caste guerrière nous avait amené à penser que le roi se l'était complètement attribué. L'on constate cependant à cette époque que des terres sont concédées en propriété utile à des soldats et on les appelle *γῆν των μαχιμων* ; il en est fait mention dans le décret trilingue de Rosette qui loue Épiphanes d'avoir permis aux soldats qui s'étaient révoltés contre lui de rentrer en possession de leurs biens, à condition d'abandonner leurs idées d'insoumission, les *μαχιμοι* sont ici les soldats indigènes. Mais, de ce que l'armée indigène n'est plus recrutée comme autrefois, de ce que le métier de soldat est rémunéré par une solde, il en résulte que les militaires qui ont des terres les ont acquises, soit par les modes du droit commun, soit par concession royale, au même titre que les autres particuliers, ce sont donc des propriétaires utiles.

Examinons maintenant la situation des terres que pouvaient posséder les étrangers, les droits qu'elles leur conféraient. L'immigration des étrangers en Égypte remonte à la décadence de la royauté pharaonique et l'on peut penser que la conquête macédonienne devait donner un plus grand essor à l'élément étranger, les Grecs et les Juifs y étaient les plus nombreux. D'abord pour les Grecs, de nombreuses immigrations eurent lieu sous Psammétique, Apriès, Amasis, elles comprirent des Ioniens de Chios, de Théos, de Phocée, des Doriens de Cnide, etc... Psammétique avait même fait apprendre à des Égyptiens la langue grecque pour servir d'interprètes (1). Sous les Lagides, les Grecs ne se contentèrent pas du Delta, ils se répandirent sur toute la surface du pays, ils avaient hellénisé principalement quatre villes : Ptolémaïs, fondée par Soter dans la Haute-Égypte, Naucratis, Hermopolis-Magna et Lycopolis, sans compter Alexandrie, la ville grecque par excellence, quoique allant devenir bientôt un milieu cosmopolite. Les Juifs abondaient également : trois siècles avant les Lagides, il y avait eu une immigration (2) ; sous les Ptolémées, la colonisation juive s'accrut (3). A Alexandrie, un quartier était spécialement affecté aux Juifs qu'on appelait Delta ; ces derniers formaient un *politeuma* dans la ville avec une assemblée, un magistrat particulier (ethnarque, ala-

(1) Hérodote, II, 15, 153, 154, 163, 178, 180, 181, 183. Letronne, *Mélanges d'érudition*, p. 151-159. — Brugsch. *Histoire d'Égypte*, p. 263.

(2) Brugsch. *Hist. d'Égypt.*, p. 225.

(3) Graetz. *Geschichte der Juden*, 3, 26.

barque) et plusieurs synagogues ; il s'adonnèrent principalement au commerce d'exportation. Tous ces individus, à force de rester dans le pays, de génération en génération avaient fini par se mêler à la population indigène, il y avait même une telle fusion que les Juifs, sous le règne d'Évergète II, ne possédaient plus parfaitement l'intelligence de leur langue nationale et les livres canoniques de l'Ancien Testament furent traduits (1).

Or, cette multitude d'étrangers pouvaient acquérir des biens fonciers, il y en avait même qui étaient des colons. Ils possédaient des terres dans la limite qu'accordait le droit égyptien, mais leur qualité leur avait fait donner le titre de catèque, *κάτοιχοι*, que l'on trouve dans les papyrus (Pap. Louvre 38. — Britann. 2, 3) et que l'on oppose aux indigènes. On entend par catèque un étranger domicilié en Égypte et qui y est devenu propriétaire utile. Il avait sur la terre le même droit que l'indigène, c'est ce que nous révèle l'acte de location que nous avons déjà cité et dans lequel le bailleur est un catèque du nom de Camirios (Voir *suprà*).

Comme le civil, le militaire étranger peut devenir propriétaire, et l'on appelle *γην στρατευομενων* toute terre possédée par ce genre de personnage. Il ne faut pas croire cependant que les terres ainsi nommées étaient des concessions accordées par les Ptolémées à leurs soldats, à titre de rémunération, à l'exemple de l'ancienne caste militaire égyptienne ; ils recevaient une paye, donc ils

(1) Voir la sagesse de Sirach dans *Fritzsche, Die Weish. Jes. Sirach's*. Leipzig 1860, p. XV.

devaient avoir acquis ces terres par les modes du droit privé ou par concession royale à titre lucratif (1). Par suite, ces terres semblent être soumises au même régime que toutes les autres; pourquoi d'ailleurs constitueraient-elles une exception, alors que les terres détenues par les étrangers civils seraient régies par le droit commun? Nous n'en voyons pas la raison, aussi pensons-nous qu'elles confèrent à leurs détenteurs le même droit que les autres terres.

Enfin les terres que l'on rencontre à cette époque sous le nom de *γην εν αφεσει* ne nous semblent pas échapper au droit éminent du roi. Ces terres étaient ainsi appelées parce qu'elles avaient été exemptées de l'impôt, c'est ce que nous apprend l'inscription de Rosette qui loue Épiphanes d'avoir supprimé (*αφηκεν*) quelques impôts, parmi lesquels il y en avait de fonciers. Cette situation privilégiée, accordée à certaines terres à cause peut-être de leur fertilité insuffisante, ne nous prouve nullement que la roi ait renoncé à son droit éminent sur elles.

Ces divers développements nous déterminent à admettre que le régime foncier de l'Égypte s'est de nouveau transformé, non quant à sa base, sous le règne des

(1) L'on sait en effet par Diodore (20, 75) qu'à chaque soldat qui désertait le drapeau d'Antigone, Soter donnait deux mines et à chaque officier un talent. La paye mensuelle d'un épigone de Memphis, au temps de Philométor, était de 150 drachmes, plus 3 artabes de blé dont un était payable en nature. Quant aux commandants d'armée, nous savons par Polybe (13,2) que l'Étolien Scopas, général en chef qui soumit de nouveau la Célésyrie aux Ptolémées, avait, outre ce qu'il prenait sur le champ de bataille, 40 mines (environ 60 fr.) par jour.

derniers pharaons. A l'époque lagide on voit en effet un droit éminent de propriété appartenant au roi sur toutes les terres de la vallée du Nil, tandis que ces dernières ne conféraient à leurs détenteurs qu'un droit utile. Elles continuaient néanmoins d'être qualifiées de certain nom et cette appellation variait suivant l'origine à laquelle elles se rattachaient ou la qualité de ceux qui les détenaient.

§ III. — LES DROITS RÉELS SUR LA TERRE. — LE DOMAINE FONCIER ROYAL PRIVÉ

Cette transformation dans le régime foncier nous laisse cependant toujours entrevoir une certaine organisation hiérarchique, une superposition de droits réels. Le premier est le droit éminent du roi sur toutes les terres, il doit toujours être envisagé sous les mêmes caractères que celui qui existait à l'époque précédente. C'est un droit abstrait conférant au roi le moyen de percevoir une certaine redevance qui est sans doute confondu avec l'impôt foncier; c'est le domaine direct de la terre qui est absolument distinct du domaine utile. Hérodote distingue en effet le γεωμόρος, propriétaire éminent, des γεωργῶν, les détenteurs de la terre qui en avaient la propriété utile. Philon d'Alexandrie (De agric.) parle de la γεωργία, désignant par là le domaine direct, et la γῆ ἐργασά, consistant sans doute dans la détention matérielle de la terre, dans son exploitation.

Ce droit utile vient immédiatement après le droit émi-

nent, il comporte la possession et la jouissance de la terre. Celui qui en est investi peut directement exploiter sa terre ou la donner à ferme. il peut l'aliéner ou en disposer dans les limites que lui permet la loi égyptienne. Il jouit enfin de toutes les prérogatives qu'accorde le véritable droit de propriété, sauf qu'il est obligé de reconnaître le droit éminent du roi et qu'à ce titre il est tenu à l'obligation de lui payer une redevance déterminée.

Quand le propriétaire utile ne cultive pas la terre lui-même, il la donne à exploiter sous forme de location, soit que la location comporte un fermage ou un métayage; c'est là encore un des divers aspects sous lesquels s'offre l'exploitation de la terre à cette époque. Ces locations se trouvent souvent insérées dans un acte écrit, en voici un exemple :

« Le pastophore d'Amon de Djème, Snachomneus..., dit au prêtre, gardien de tous les actes de Pahotep-n-hou (de Kak) qui sur la montagne de Djème, l'épistate du basilicogrammate Amen hotep, fils de Hui, le dieu grand Amen hotep, fils d'Hor, dont la mère est Tséchons :

»Tu m'as loué ta part de champs du bien de Pahotep-n-hou, le neter hotep d'Amon (part) qui est à l'occident du domaine de Thot inscrit à Djème, à l'occident du nome Pathyrite, sur le côté sud du bien nommé, et à laquelle touche la part d'Amen hotep, fils de Thot. Les voisins sont: au sud le champ du neter hotep devant le basilicogrammate Amen hotep, fils de Hui; au nord le reste du champ de Thot, déjà nommé, qui est là pour

Horsiési, fils d'Hor, et pour toi ; à l'orient le champ de Pséchons qui est là pour Panofré, Hes et Pséchons, ses fils ; à l'occident le chemin d'Amon de Djème. Tels sont tous les voisins des champs ci-dessus, parmi lesquels je t'ai fait location de tes champs provenant de ce bien, que je... Que je fasse tout le travail de culture et l'ensemencement. Mais que tu fasses la déclaration de tout le travail de culture en dépendant, sans moi. En l'an 5, phaménouth-pharmonthi, que je donne en la main de ton agent le cinquième, pour la location et le gage de ton champ ci-dessus, sur totalité de bien quelconque ou de revenu quelconque qui sera sur ta part de champ ci-dessus. Que je donne à toi le cinquième de ce qui sera en lui, pour que tu fasses éloigner (en le payant) le roi. Je ne puis prendre un produit quelconque hors de ton champ ci-dessus sans t'avoir soldé ton cinquième, au terme de l'an 5, pharmonthi. Je ne puis te fixer un autre temps, un autre jour après le temps et le jour ci-dessus. Je ne puis te dire : je t'ai donné du blé, quoi que ce soit au monde... sans rachat établi. Je ne puis te dire : je t'ai fait le droit de l'écrit ci-dessus. L'écrit ci-dessus est sur ma tête et sur celle de mes enfants. Au terme de l'an 5, pachons, que j'établisse tes champs ci-dessus devant toi, pour que tu les loues à l'homme à qui tu voudras les louer. Je ne puis dire : j'ai loué pour faire de même en tout temps. La totalité de mes biens présents et à venir est une garantie de toute parole ci-dessus jusqu'à ce que j'ai agi en conformité. Ton agent prend puissance pour toute parole qu'il dira avec moi au nom de toute parole ci-

dessus. Que je les accomplisse à son égard sans aucune opposition».

Cet acte concerne toujours une terre située sur le neter hotep d'Amon, c'est un colonage partiaire, puisque la part donnée au bailleur comporte un quantième de la récolte. Tous les points importants y sont notés : la description du terrain loué, les revenus à payer, les soins de culture à donner. Enfin la durée du bail ne dépasse pas un an, il n'y a pas de reconduction tacite, c'est ce que nous dit la phrase : «Je ne puis dire : j'ai loué pour faire de même en tout temps».

Tels sont les divers droits fonciers que nous connaissons à cette époque, examinons maintenant une question non moins intéressante.

Le domaine foncier royal privé.— Si les Lagides avaient un droit éminent de propriété sur toutes les terres de l'Égypte, ils avaient en outre un domaine foncier privé qu'ils faisaient exploiter et sur lequel ne portait aucun droit de propriété au-dessous d'eux. Le domaine s'appelait βασιλική γη, il devait sans doute appartenir aux anciens pharaons, et il avait passé entre les mains de leurs successeurs. Il comportait une étendue fort considérable, ses territoires étaient disséminés sur toute l'Égypte, mais comme il constituait, grâce à la fertilité du terrain, un des principaux revenus du roi, il était l'objet de toute une gestion. L'on ne possède pas les règlements de cette administration, mais son existence peut être affirmée par suite de l'intelligence d'un document grec, le 63^{me} papyrus du Louvre. C'est une circulaire adressée par un

ministre des finances à ses subordonnés, elle leur donne des instructions pour la corvée de l'ensemencement des terres royales et les personnes qui avaient droit d'en être dispensées; elle date de Philométor et d'Evergète (165 av. J.-C.).

Elle implique un ensemble de personnages de l'administration égyptienne qui avaient aussi pour fonction de gérer les terres royales; le chef de ce rouage était le diœcète (l. 80-81 de la circulaire) qui était en même temps ministre des finances, il avait en dessous de lui l'hypo-diœcète et les épimélètes des territoires qui étaient chargés d'une certaine circonscription, enfin le bas de l'échelle était occupé par les épistates, les stratèges et les économes royaux. Toute cette organisation laisse supposer la centralisation la plus absolue, elle servait à donner à bail les terres royales, à exercer sur les fermiers royaux la plus rigide surveillance (1), à percevoir les revenus résultant du bail des terres, à assurer leur acheminement jusque dans les caisses du fisc. Les actes de location contenant le bail de ces terres devaient sans doute être régis par la loi commune et par conséquent étaient semblables aux actes ci-dessus que nous avons vus. Rien n'empêche néanmoins de supposer que, les terres faisant l'objet de ces contrats appartenant au roi, il en résulte que ce der-

(1) Comp. Edit de Tibère Alexandre, I, 32.— Pleyte. *Etude égypt.*, 2^me livraison, p. 10 — Requête grecque d'Armaïs, cultivateur royal, du bourg de Paanameton, dans le nome Héracléopolite, qui avait l'habitude d'aller tous les ans faire un sacrifice au dieu Sérapis à Memphis (Pap. 12 Louvre. — B. de Presle. *Mémoire sur le Sérapéum*, I, p. 274).

nier pouvait les soumettre à certaines clauses particulières.

Enfin ces divers fonctionnaires devaient faire exécuter les corvées pour l'ensemencement et le labourage des terres royales par ceux qui y étaient soumis. L'établissement de cette dernière institution découle d'un phénomène naturel propre aux terres de la vallée du Nil : l'ensemencement doit y être fait après que le fleuve y a déposé son limon fécondant, lorsque les terres sont boueuses. Or, la superficie considérable des terres royales exigeait un grand nombre de travailleurs au même moment, et si la main-d'œuvre venait à manquer, il en aurait pu résulter une perte énorme dans la récolte faute d'ensemencement. Pour obvier à cet inconvénient, on établit ce travail agricole comme une corvée dont cependant était exemptée une certaine catégorie d'habitants(1); les autres étaient soumis à cette obligation, sauf le droit de se libérer par une capitation, ce qui constituait un bénéfice pour le fisc (l. 27-34, l. 133).

Une particularité se rattachait également à cette corvée, c'est que les bestiaux étaient aussi réquisitionnés pour les travaux des immeubles fonciers du roi. La terre était en effet si boueuse qu'il suffisait, après l'avoir ense-

(1) Étaient exempts de la corvée :

Les militaires en garnison (l. 119).

Les guerriers d'élite (l. 122).

Les équipages militaires de la marine de garde (l. 20 à 25).

Les fonctionnaires publics (l. 87-92).

Les gens pauvres pouvant à peine se suffire par leur travail personnel (l. 95, 115, 131-132).

mencée, de la faire piétiner par le bétail pour enfoncez les graines, on se procurait donc le plus d'animaux possible. Alors une faveur était accordée aux gens qui avaient fourni ces bestiaux ; on les autorisait à les laisser paître dans une terre du roi qu'on avait laissée inculte après l'inondation, mais qui formait des pâturages si riches que les animaux qu'on y nourrissait donnaient une double tonte (Diodore, 1, 36).

On peut juger par l'aperçu des ces dispositions avec quel soin minutieux se pratiquait la culture des terres.

§ IV. -- LE TRANSFERT DES BIENS IMMOBILIERS

Les biens immobiliers sont transférés par les mêmes actes que ceux existant à l'époque précédente et révélant à peu près la même forme ; deux voies sont ouvertes comme moyen de transfert de ces biens : l'aliénation entre-vifs et l'aliénation à cause de mort.

La vente immobilière, qui est l'hypothèse la plus habituelle de l'aliénation entre-vifs, ne se réalise que par l'accomplissement des deux actes que nous connaissons déjà, l'écrit pour argent et l'acte de cession qui devaient porter sur le même bien et être faits en faveur de la même personne. Le premier transférait le droit de propriété d'une manière abstraite, le second l'exercice de ce droit. Il y a comme preuve les nombreux actes de cette époque contenus dans les divers papyrus. A ce sujet nous donnons le passage d'un acte rapporté par M. Revillout dans son Cours de droit égyptien, où il est question d'ac-

tes d'écrit pour argent, ce qui prouve que la matière n'a pas changé. Cet acte a trait à une cession, qu'un nommé Imouth fait en l'an 8 Epiphane en faveur de sa sœur utérine, des droits qui pouvaient lui revenir sur les biens du père de cette sœur, à cause du sanch ou créance nuptiale de leur mère commune. Ensuite Imouth ajoute : « Tu m'obligeras à l'écrit d'abandon que je t'ai fait, en l'an 8 pharmonthi, du roi à vie éternelle sur ta part de moitié de tout ce qui appartient à la femme Tétoua, fille de Pétimouth, dont la mère est Sémati, ma mère, ta mère ainsi qu'au droit en résultant et à l'assentiment que j'ai fait à *l'écrit pour argent* rédigé en ta faveur par la femme Tétoua, fille de Pétimouth, dont la mère est Sémati, ma mère, ta mère en l'an 8, pharmonthi, du roi à vie éternelle sur ta part de tout ce qui est à elle et de tout ce qu'elle possédera ainsi qu'au droit en résultant. Je t'obligerai, moi, aussi à l'écrit d'abandon que tu m'as fait en l'an 8 méchir, du roi à vie éternelle, sur ma part de moitié de tout ce qui appartient à la femme Tétoua, fille de Pétimouth, dont la mère est Sémati, ma mère, ta mère ci-dessus nommée, et au droit en résultant, ainsi qu'à l'adhésion que tu as faite sur *l'écrit pour argent* rédigé en ma faveur par la femme Tétoua, fille de Pétimouth, dont la mère est Sémati, ma mère, ta mère ci-dessus, en l'an 8 méchir du roi à vie éternelle sur ma part de moitié de tout ce qui est à elle et de tout ce qu'elle possédera ainsi qu'au droit en résultant ».

Si les actes nécessaires à une vente restaient ainsi les mêmes, du moins leur validité était subordonnée à de nouvelles formalités, comme tous les autres actes écrits.

Nous savons en effet qu'ils étaient rédigés, à l'époque précédente, par le scribe dont le rôle s'était considérablement augmenté par suite de l'habitude donnée aux témoins de signer sur les revers de l'acte sans en faire un résumé comme auparavant. Le scribe, ne devant supporter aucune responsabilité au sujet de l'authenticité de l'acte, pouvait mettre les clauses qui lui plaisaient, les témoins avaient le temps d'oublier ce qui leur avait été lu, ou bien il était facile de les dissuader de ce qu'ils croyaient avoir entendu lire par le scribe. Il y avait là un inconvénient que les Lagides firent disparaître : le scribe fut transformé en véritable officier ministériel, en notaire. En effet, le décret de Canope, qui date d'Évergète I^{er}, institua une cinquième classe de prêtres qu'on appela les prêtres des dieux Évergètes, et dont l'attribution principale était de donner authenticité aux actes publics et privés. Ils étaient représentés par le scribe qui devait formellement spécifier qu'il écrivait l'acte au nom des prêtres des cinq classes du dieu Amon. Dès lors le notaire fut appelé monographe, celui qui écrit seul, mais existèrent toujours les témoins dont le nombre était de seize pour les actes qui comportaient une aliénation actuelle de propriété immobilière.

L'authenticité des actes ne fait donc plus l'ombre d'aucun doute, le notaire doit certifier des clauses du contrat, et sa parole est certaine jusqu'à inscription de faux. Mais les Lagides, toujours besogneux d'argent, ajoutèrent à cette garantie une autre non moins importante, ils frappèrent les contrats de transfert immobilier d'abord d'un impôt proportionnel, puis sous Philométor d'un TERME

fixé par l'enregistrement. On assura le paiement de ces droits d'une manière très simple : on créa un autre registre que tenait un *γραφισ*, un fonctionnaire grec ; tous les actes immobiliers devaient, pour avoir leur validité, être inscrits sur ce registre dans les six mois de leur confection ; or, ils ne pouvaient être transcrits sur ce dernier que si le paiement des droits avait été fait au registre du fisc.

La succession est toujours imbue des principes anciens, mais elle semble affectée, vers la basse époque lagide, par l'influence macédonienne, dont le droit devait naturellement s'amalgamer avec le droit égyptien. La famille conserve toujours, comme par le passé, ses droits sur la totalité du patrimoine. Les descendants viennent hériter dans les mêmes conditions qu'autrefois, ils ont tous une part égale dans l'hérédité, et l'aîné administre toujours les biens de la succession. Cependant ce principe si ancien est quelquefois méconnu et l'on voit des actes de partage où parfois l'aîné des enfants est avantagé, où on lui donne une part plus grande que celle de ses cohéritiers (1), et d'autres où au contraire les filles ont leur part réduite (2). Ces exceptions ne changent en rien le principe égalitaire égyptien, elles sont inspirées par l'élément étranger, par l'influence macédonienne où existait la liberté de tester, mais elles n'ont pas force de loi quand le *de cuius* est un indigène. Cette inégalité dans

(1) Revillout. *Cours de droit égyptien*, tome III, p. 566.

(2) *Op. cit.*, p. 567.

les parts ne semble résulter, au point de vue légal, que du consentement des intéressés, son existence doit par conséquent être attribuée soit à une renonciation, puisque c'est par ce moyen que l'un des héritiers peut se désinvestir de sa part sur le patrimoine collectif, soit à un échange ou à une vente de parts héréditaires qui intervient entre les divers membres ayant droit à la succession.

Les biens composant le patrimoine d'un individu font l'objet, comme antérieurement, d'actes de partage, mais ces actes en général ont changé de forme. Le père, comme l'aîné, attribue d'abord la part qui revient à chaque cohéritier non par des actes de partage dont la formule est « à toi tel et tel bien », mais par des actes de donation. On trouvera des exemples de ces actes (3) dans le Cours de droit égyptien de M. Revillout, partages de biens faits par le père ou par l'aîné.

Le changement dans la forme de cet acte nous semble difficile à expliquer, si ce n'est par l'influence étrangère. La propriété individuelle que le droit macédonien devait sans doute sanctionner devait avoir frappé l'esprit des Égyptiens, le maître de famille n'osait pas encore formuler ce principe nouveau que lui suggérait l'étranger, mais il en avait compris le système, il employait la formule « je donne » parce qu'il se croyait seul le maître, le propriétaire de son patrimoine, mais il était obligé de donner à chaque enfant la part qui lui revenait suivant

(3) *Op. cit.*, p. 520, 521.

l'ancienne loi du pays (*της χωρας νομος*). On peut conclure de ce fait que la propriété collective semble évoluer vers la propriété individuelle.

De même que les actes de partage faits par les hommes avaient été changés quant à leur forme, de même il en fut pour les actes faits par les femmes. Ces dernières transférèrent leurs biens au moyen d'un acte qui révélait la forme de l'acte de vente, voici la teneur d'un de ces actes :

« L'an 19, athyr, du roi de Ptolémée, fils de Ptolémée et de Ptolémée son fils, Aristomacho, fille d'Aristomachis, étant canéphore devant Arsinoé Philadelphie :

La femme Neschons, fille de Téos, dont la mère Set eir ban, dit au pastophore d'Amon Api de l'occident de Thèbes :

« Mon fils, tu m'as donné — et mon cœur en est satisfait — l'argent de ma maison bâtie, couverte — c'est-à-dire sa partie orientale — et la moitié de la cour — maison dont j'ai donné moitié du côté de l'occident et la moitié de sa cour à Panas, fils de Pchelchons, dont la mère est Neschons, mon fils aîné, ton frère aîné. Cette maison est située dans la partie nord de Thèbes, dans le quartier de Wuat. Les voisins de la maison entière et de la cour dont je t'ai donné la moitié, la partie orientale, sont : au sud de la maison bâtie et couverte, du setemas pastophore d'Amon Nesptah, fils de Petinofré hotep, que la rue du roi en sépare ; au nord de la maison bâtie, couverte, du choachyte Petemestus, fils de Pehel ; à l'orient la maison du pastophore d'Amon Aou, fils de Heri-s-naf ;

à l'occident la maison d'Armaïs, fils de Péthor pra, qui est là pour ses fils — maison qui est de l'autre côté de la rue du roi. Tels sont les voisins de la maison entière et de sa cour, maison et cour dont je t'ai donné la moitié : la partie orientale. Que tu sortes dehors par la porte qui est au milieu de la maison ci-dessus. Que tu montes en haut par l'escalier de la maison ci-dessus, sur tes lieux ci-dessus. Que tu partages dans les avant-cours de la maison ci-dessus, selon la moitié. Que tes femmes passent le temps de leurs règles (mot à mot : fassent leurs menstrues) dans la Nrévi selon la moitié ; que tu bâisses sur les murs de la maison ci-dessus, selon la moitié. Je t'ai donné cela ; elle est à toi, ta moitié de maison et la moitié de sa cour — la partie orientale. Je n'ai plus aucune parole au monde, etc. » (suivent les formules ordinaires de l'écrit pour argent). Après ces formules on trouve également l'énumération d'un certain nombre de catacombes cédées par la mère.

Ce changement dans la forme de l'acte nous est expliqué par M. Revillout ; les maris, paraît-il, cédaient à leurs femmes, par contrat de mariage, au moyen d'un écrit pour argent, tantôt la propriété, tantôt la propriété et la jouissance de leurs biens, il en résultait que ces dernières employaient le même procédé (1) à l'égard de leurs héritiers. Cette explication est acceptable pour les biens qui venaient à la femme de la part du mari, mais elle n'est pas suffisante en ce qui concerne les biens

(1) Cf. Revillout. *Op. cit.*, p. 552.

qu'elle pouvait avoir de sa famille propre, puisqu'elle recevait ces derniers par un acte de partage. Ne pourrait-on pas plutôt voir là le résultat d'une influence étrangère ? Nous laissons à des personnes plus compétentes le soin de résoudre ce problème.

L'évolution dans la forme de ces actes de partage de la femme ne devait pas encore s'en tenir là, un changement devait intervenir, occasionné par une modification dans la situation légale de la femme. La femme égyptienne, qui sous Darius semblait être l'égale du mari au point de vue juridique, prit sous les Lagides un ascendant considérable sur le mari : non contente de jouir d'une liberté absolue pour toutes les stipulations qu'il lui plaisait de faire, elle parvint, comme nous venons de le voir, à se faire donner, par contrat de mariage, tous les biens de son mari. Il y avait là un abus qu'il fallait réprimer, car bien souvent la femme gérait mal son patrimoine, portait préjudice à ses enfants et laissait son mari dans la nécessité. Cette situation éveilla l'attention de Philopator d'autant plus que les Macédoniens avaient adopté, en ce qui concerne la femme, le régime de la quasi-tutelle. Aussi ce dernier roi établit-il par décret (*προσταγμα*), dans tout l'empire des pharaons, la règle grecque qui mettait les femmes en quasi-tutelle. A partir de ce moment, il y a donc un changement complet dans la situation de la femme, le mari devient magistrat familial et dispose des biens de la femme avec l'adhésion de celle-ci (1).

(1) Cf. *Revue égyptologique*, 2^{me} année, p. 132.

Ce fait eut certaines conséquences : d'abord les donations entre époux disparaissent et n'ont plus qu'une valeur testamentaire (voir papyrus 2413 Louvre, relatant une donation de ce genre datée de l'an 15 de Cléopâtre), ensuite le mari intervient dans les actes où la femme s'engage (voir papyrus 2411 et 3264 Louvre); enfin il distribue lui-même les biens de la mère à ses enfants avec l'adhésion de celle-ci (voir un spécimen de ce genre d'acte dans Revillout, de l'«État des personnes en droit égyptien», p. 207). Telle fut la portée du décret de Philopator, il mit en tutelle la femme qui jusqu'ici avait été maîtresse de ses droits.

Enfin on voit encore persister à l'époque lagide les divers actes que nous avons vus à l'époque antérieure, comme les actes de renonciation, les actes de cession et les actes d'abandon. Il n'est pas besoin de revenir sur ces matières. Les quelques idées que nous venons néanmoins de donner sur les successions nous montrent que si le système familial de la propriété n'a pas encore disparu, il est en train de subir l'influence d'éléments étrangers.

§ V. — DE L'IMPOT FONCIER

L'on a vu comment fut institué l'impôt foncier, la cause principale de son développement résultait des besoins grandissants de l'État dont le mécanisme était devenu plus compliqué : les pharaons avaient été conduits à chercher les moyens de garnir leurs caisses pour subvenir

à toutes leurs dépenses. Peu à peu ils étaient arrivés à se créer une grande quantité de ressources en donnant à l'impôt les aspects les plus variés de manière à atteindre toute richesse ou tout acte manifestant le transfert d'une richesse. Ce système aboutit à la constitution d'un budget que les Romains imitèrent plus tard, particulièrement en ce qui concerne l'impôt foncier. Ce dernier tenait en effet une grande place dans les recettes pharaoniques, parce que la terre, étant en Égypte la richesse la plus productive, offrait par suite une ressource considérable à l'État. L'on a vu comment l'impôt atteignait toutes les terres, aussi bien celles des prêtres que celles des soldats; il en est de même à l'époque lagide, toutes les propriétés en étaient frappées, sauf de rares exceptions (*γῆ ἐν ἀφαιρίσει*). Il faut distinguer à cette époque l'impôt foncier du revenu des terres royales qui étaient données à ferme, mais il semble confondu avec la redevance qu'exigeait le roi en vertu de son droit éminent.

Les Lagides ne changèrent rien au système de l'impôt foncier pharaonique, ils se contentèrent simplement de substituer des noms grecs aux noms égyptiens. Ils respectèrent les nombreuses divisions (1) du pays qui avaient été établies, ainsi que les mesures de superficie qui avaient servi à les instituer. Le cadastre pharaonique qui avait été fait en raison des mouvements précipités du Nil subsista toujours pour servir d'assiette à l'impôt. Enfin les nombreux travaux d'irrigation, tel que le fameux

(1) Hérodote, II, 168. — Strabon, 17, 787.

lac Mœris, que les Pharaons avaient entrepris en vue de l'intérêt de la culture, ne furent pas délaissés par les Lagides qui non seulement assurèrent leur entretien, mais encore augmentèrent leur nombre; en un mot, les Ptolémées continuèrent l'œuvre de leurs prédécesseurs

Le taux de l'impôt foncier consistait en général à cette époque dans le dixième de la récolte, mais il subissait des variations et atteignait parfois le vingtième (1); l'on voit qu'il a baissé relativement à l'ancien taux de l'impôt pharaonique. Pour asseoir l'impôt, on se basait toujours sur le cadastre dont les perfectionnements ne purent que se multiplier avec le temps; Lepsius a trouvé dans le temple d'Edfou, qui date de cette époque, la description et l'arpentage des propriétés de ce temple; un papyrus de Leyde (Leemans 55, Reuvens 3, 61), contenant un extrait du cadastre égyptien (servant sans doute à indiquer la quotité des contributions foncières dues par un fonds vendu, nous fait connaître un certain Asclépiadès préposé à l'arpentage des terres. Enfin, quelques monuments nous donnent des renseignements sur les fonctionnaires préposés au cadastre; il y avait le basilicogrammate qui était investi du titre *ὁ ἐπὶ προσόδων* (papyrus de Leyde. Letronne, Rec. I, 343); en même temps qu'il s'occupait des finances du nome (2), il était chargé de noter sur les registres publics la contenance des terres, c'est ce que nous dit l'avocat du plaignant

(1) Franz. Intr., VI. 2.

(2) Saint-Martin.— *Journ. des Savants*, 1822, p. 467.

Hermias dans le premier papyrus de Turin; — le topogrammate, d'après le procès de Zoïs (1), était chargé de marquer la situation des terres, de rechercher le nom du propriétaire de chaque fonds, — enfin le comogrammate s'occupait du recensement des habitants. Ces trois personnages formaient un grand bureau des finances qui s'appelait Γραμματεία βασιλική (2), dont le président était le basilicogrammate. Une fois que les terres étaient ainsi décrites et spécifiées, elles formaient l'objet d'une classification, et l'impôt frappant la terre variait suivant la place qu'elle occupait dans cette classification; ainsi l'on distinguait la terre labourable (ἡ σιτόφορος γῆ), la terre inculte (ψιλή γῆ), les vignobles (αμπελίτες γῆ), les jardins et vergers (παράδεισος), la terre à palmiers (φοινικο γῆ), etc. L'on voit donc que les cadastres des Lagides étaient établis avec le même soin que ceux des pharaons; la terre était ainsi divisée en unité imposable de telle culture; le taux de l'impôt variait suivant l'inondation réelle du fleuve et d'après la quantité des terres inondées, mais en général on s'efforçait de rapprocher le taux de l'impôt de celui de l'année précédente (3), pour que la différence des recettes d'une année à l'autre n'entraînât pas un mouvement stationnaire dans la marche des affaires. Tel est le système de l'impôt foncier à l'époque lagide.

(1) Peyron.— *Mem. Acc. de Torino*, 33, p. 190.

(2) Papyrus 17 du Louvre.

(3) *Journal des Savants*, p. 683.

§ VI. — DE L'USUCAPION

Nous avons donné les raisons pour lesquelles cette institution ne semblait pas atteindre le droit éminent de propriété sur les terres et n'était guère possible qu'en matière d'emphytéose.

La transformation du régime foncier n'a rien changé à la question, du moins d'une manière abstraite : le droit éminent qui appartient actuellement au roi et qui s'étend sur toutes les terres de l'Égypte ne peut être touché par l'usucapion, il est imprescriptible. Il n'en est pas de même du droit utile des terres qui se trouve avoir remplacé le régime emphytéotique, ce domaine utile est susceptible d'usucapion, parce que sa possession peut être légitimée par l'idée de travail d'exploitation. C'est ce que nous révèle le papyrus 1^{er} de Turin : sans doute, les artifices oratoires d'un avocat nous empêchent de bien concevoir la loi en la matière, toutefois ses paroles nous laissent supposer : 1^o Que le terme légal de la prescription était de 2 ans ; 2^o Qu'il y avait des suspensions et interruptions, peut-être en faveur des gens de milice ; 3^o Qu'il y avait cependant un terme définitif contre les revendications trop tardives.

On peut rapprocher de l'usucapion les divers décrets appelés décrets de philanthropie (1) que les Lagides

(1) Voici un spécimen de ces décrets, daté de Ptolémée, frère d'Evergète II :

avaient coutume de rendre à l'époque de leur couronnement et dans lesquels ils remettaient les peines et les amendes encourues sous le règne précédent et confirmaient la possession pour ceux qui occupaient des biens sans titre régulier.

§ VII. — DES SURETÉS RÉELLES IMMOBILIÈRES

Les sûretés réelles immobilières ont en général pour conséquence l'aliénation du bien qui est conféré en garantie, il en résulte qu'elles ne purent exister en Égypte tant que l'aliénation immobilière fut interdite.

Mais la propriété immobilière égyptienne ne resta pas toujours dans cet état d'inaliénabilité, elle a évolué et, après Bocchoris, elle est parvenue à être l'objet d'un transfert à titre onéreux. Dans cette condition il n'y eut plus d'obstacle à l'existence des sûretés immobilières, la terre pouvant être aliénée pouvait servir à la garantie de n'importe quelle créance, comme tout objet mobilier

« Le roi Ptolémée à Denys, salut !

« Ayant gracié, ayant amnistié tous ceux qui ont été impliqués dans quelques fautes commises par ignorance ou autrement jusqu'au 19 du mois d'épiphî, nous avons pensé qu'il était utile de vous mander de prendre vos dispositions de sorte que cela soit aussi publié et connu des hommes et que, dès que nous arrivons dans les localités, des gens à qui l'on a réellement fait tort ne viennent pas nous adresser des plaintes, comme si de tels maux avaient à nous être exposés (étaient de la nature de ceux portés à notre connaissance), pour qu'une punition convenable soit infligée à leurs auteurs.

« Portes-toi bien.

« L'an 18, le 4 péritirès, 25 mésoré. »

qui était transférable. Il reste alors à se demander si toutes les garanties réelles portant sur les immeubles ont été spontanément instituées en Égypte ou si le droit égyptien n'a pas, en cette matière suivi la marche des autres législations, s'il n'a pas connu la vente à remere ou l'aliénation fiduciaire et le gage, avant d'adopter l'hypothèque, comme cela s'est passé chez tous les peuples primitifs (1).

Sans doute les documents ne nous sont pas d'un grand secours pour pouvoir suivre pas à pas le progrès réalisé par le droit égyptien, mais de ce qu'ils datent d'époques fort différentes laissant ainsi entre eux un nombre assez considérable d'années, de ce que chacun d'eux nous offre l'aspect d'une forme de garantie nouvelle, nous devons en conclure qu'il y a eu également en Égypte une variation successive dans l'emploi des diverses garanties foncières.

En effet, la première forme de garantie immobilière qui nous semble avoir apparue est celle dont nous avons déjà parlé (2) dans le courant de cette étude, c'est l'*anti-chrèse in solutum* qui date d'Amasis. Elle consistait dans le transfert de la possession et de la jouissance d'une terre à un créancier par un débiteur, elle servait à garantir et à éteindre à la fois la créance. Le créancier avait ainsi la possession du bien, il l'exploitait et les revenus qu'il en retirait, après défalcation des frais de culture,

(1) Dareste. *Études d'histoire du droit*, p. 27, 76, 293, 350.

(2) Voir *suprà*.

éteignaient peu à peu la créance dont il était porteur. Cette garantie date d'une époque où l'aliénation libre et complète des biens immobiliers ne semble pas encore affirmée, et où l'on a recours, pour garantir une créance, à des moyens ne pouvant aboutir à l'aliénation d'une terre. De plus, elle était préjudiciable au débiteur, car le créancier pouvait mal exploiter le bien, de telle manière par exemple que les revenus ne soient pas considérables chaque année et pour qu'il puisse plus longtemps garder ce bien en sa possession. Enfin, il est à supposer que le créancier ne se donnait aucun souci pour améliorer le fonds immobilier, ce qui pouvait encore porter préjudice au débiteur.

Ces divers inconvénients nous font supposer qu'on abandonna l'antichrèse et qu'on la remplaça par une autre forme de garantie qui a une analogie complète avec l'aliénation *fiduciae causa* des Romains, c'est ce qui résulte d'un papyrus du Louvre, portant le numéro 2442. Il consiste dans une quittance faite par un créancier à son débiteur en vertu de laquelle il reconnaît avoir reçu la somme qu'il lui avait prêtée et il lui retransfère la propriété d'un bien que le débiteur lui avait livrée par mancipation. : « Tu m'as donné — et mon cœur en est satisfait — l'argent de l'écrit pour argent (c'est-à-dire de vente) que tu m'avais fait sur telle maison ».. (Suit l'indication des voisins). Ensuite, le créancier abandonnant ses droits sur la maison que le débiteur lui avait fait prendre s'engage, comme tout vendeur, à écarter quiconque en son nom viendrait troubler l'acquéreur, c'est-à-

dire le propriétaire reprenant son gage : « Je t'ai donné, dit-il; l'écrit pour argent que tu avais fait faire à mon nom. Elle est à toi, cette maison ! Je n'ai plus rien au monde à te dire à son sujet depuis le jour sus-indiqué.

»Celui qui viendra t'inquiéter en mon nom sur cela, je l'écarterai de toi, etc...». Telle est la quittance que faisait sous le règne d'Alexandre, fils d'Alexandre, un des hauts fonctionnaires du sacerdoce égyptien à un des bas employés du temple, un nommé Maut. Elle nous laisse comprendre qu'une aliénation de maison avait été faite à un créancier par son débiteur, mais que le premier devait retransférer la maison au second, une fois qu'il aurait reçu l'argent qu'il avait prêté et qui devait être égal au montant du prix inséré dans l'acte d'aliénation.

Or, cette forme de garantie consiste précisément dans la *mancipatio* romaine avec *fiducie*, sauf que le droit égyptien, admettant le principe de l'unilatéralité des actes, en exigeait deux pour effectuer l'opération : l'un la *mancipatio* émanant du débiteur, l'autre le pacte de *fiducie* émanant du créancier qui déclarait s'engager à lui retransférer son bien, une fois qu'il aurait été payé.

Mais cette aliénation fiduciaire avait l'inconvénient de déposséder immédiatement le quasi-propriétaire et de le priver de l'usage de son bien. Aussi semble-t-elle laisser place à une institution nouvelle que l'on pourrait qualifier de vente à remere. Elle consiste dans une reconnaissance de dette faite par un débiteur: ce dernier fixe dans l'écrit le jour où il se libérera, et il s'engage, dans le cas de non-paiement de sa part, à reconnaître que

le créancier lui a payé le prix d'un ou de partie d'un des immeubles composant son patrimoine, il le considérerait donc comme propriétaire et serait obligé de lui en transférer la possession. Voici un acte de ce genre daté de l'an XXXVI de Philadelphie : un nommé Patma se reconnaît débiteur de sa femme dans un acte, il y fixe le terme de l'échéance de sa dette, il en détermine le montant actuel et le chiffre qu'elle atteindra le jour du paiement et déclare la somme qu'il devra verser à cette époque : « Tu as à me réclamer, dit-il, trois outen d'argent, en sekels quinze (soixante drachmes) au nom des outen que tu m'as donnés. Que je te donne cinq outen et sept kati-didrachmes (capital et intérêts compris), en sekels vingt-huit et demi (cent quatorze drachmes), pour cela le 30 tybi de l'an XXXIX. Dans trois ans ou trente-six mois, je te donnerai cinq outen et sept katis ci-dessus ». S'il ne s'acquitte pas au jour dit, sa femme sera réputée propriétaire de la moitié d'une maison qu'il lui donne en garantie, puisqu'il se considérera comme en ayant reçu le prix : « Au terme de l'an XXXIX, tybi 30, tu m'auras payé à la satisfaction de mon cœur l'argent de ma moitié de maison, etc. » (Suit la description de cette moitié de maison et les formules ordinaires de la bebaiosis et de la sturiosis). A cette époque il ne lui restera plus qu'à transmettre la possession de cette partie de l'immeuble, puisqu'il reconnaît en avoir reçu le prix et qu'un tiers en est devenu acquéreur.

Cette forme de garantie emprunte sans doute certaines apparences à la mancipation et à une fonction compara-

ble à celle de l'hypothèque elle-même, c'est pour cela sans doute que M. Revillout l'appelle hypothèque avec promesse de vente (1). Elle ressemble à l'hypothèque en ce qu'elle consiste dans la reconnaissance d'un droit de créance dont l'acquittement est garanti par un droit réel sur un bien immobilier du débiteur, mais elle a un rapport avec la vente, en ce qu'elle a pour résultat, en cas de non paiement de ladite créance, de conférer au créancier la propriété d'un bien immobilier déterminé. Il en résulte que ce dernier n'aura pas à faire vendre le bien pour exercer sur le prix un droit de préférence, qu'il en deviendra rétroactivement propriétaire par l'effet d'une condition suspensive réalisée.

Ces remarques nous font supposer que cette institution est née de l'ancienne vente fiduciaire (puisqu'il y a ici également vente) dont elle n'est qu'un ajournement rendant la fiducie inutile. Elle n'a au fond rien de commun avec l'hypothèque grecque et rappelle bien plutôt les contrats de garantie en usage au moyen âge. M. Revillout semble cependant la rattacher à une autre origine, il estime qu'elle dérive du droit de saisie qu'avaient autrefois les propriétaires éminents sur les biens possédés par les propriétaires utiles, et qui découlait de leur droit supérieur, c'est ce qu'il nous semble dire dans ce passage : « Le propriétaire éminent n'intervenait que dans des cas déterminés et exceptionnels. Si le possesseur permanent, le tenancier, remplissait envers lui les

(1) Revillout, *Les obligations en droit égyptien*, p. 175.

devoirs prescrits par le contrat qui le liait à son égard, il ne se mêlait en rien de l'administration, de la mise à profit et même des transformations de ce bien. Mais si le vectigal cessait d'être payé, le propriétaire saisissait la chose et en disposait à son tour.

»Accorder ce droit de saisie et de disposition de la chose, en faire une puissance particulière pesant sur cette chose, à côté de la puissance du seigneur, du propriétaire éminent et, pour ainsi dire, féodal, c'était une idée toute naturelle et qui devait être appliquée aussitôt que la première puissance, celle du seigneur féodal, commença à peser d'un poids moins lourd. Ce fut le créancier hypothécaire qui succéda à sa manière au droit des castes, et il ne faut pas s'étonner si le nom de l'hypothèque en Égypte se réfère surtout à l'idée de puissance (1).

Nous ne voyons pas bien quel rapport il peut y avoir entre cette hypothèque avec promesse de vente, émanant d'une convention privée, et le droit de saisie qui est la sanction du droit éminent possédé autrefois par des unités personnifiées, actuellement par le roi. Il y a là deux institutions différentes dont le point de départ est complètement opposé, et qui ne se sont pas succédées l'une à l'autre : l'une, la saisie accordée au propriétaire éminent, est la sanction de son droit supérieur sur la terre qu'il a acquise à la suite d'une crise sociale, elle lui permet de reprendre son bien en vertu de l'inaccomplissement d'une

(1) Cf. Revillout. *Op. cit*, p. 193 et suivantes.

obligation morale ou matérielle du détenteur de ce bien, son droit est donc antérieur au droit de celui qui a le domaine utile de l'immeuble. L'hypothèque au contraire est le résultat d'une convention entre particuliers, elle n'est pas la sanction d'un droit attaché à un individu en raison de sa fonction sociale, elle sert à garantir un droit de créance et elle peut s'évaluer en argent. L'une de ces institutions est née à l'occasion de la situation politique du pays à un moment donné, l'autre dérive des relations quotidiennes entre particuliers. Aussi pensons-nous qu'il faut les distinguer l'une de l'autre, et croyons-nous que l'hypothèque avec promesse de vente, pour parler comme M. Revillout, dérive de l'ancienne vente fiduciaire. De véritable hypothèque grecque ou romaine, c'est-à-dire de garantie réelle laissant le bien aux mains du débiteur jusqu'à l'échéance et ne permettant au créancier non payé que de saisir le bien et le faire vendre pour se payer sur le prix par ordre de préférence, il n'en est encore nulle part question.

Telles sont les diverses sûretés réelles immobilières qui ont attiré notre attention à partir de Bocchoris.

CONCLUSION

Nous sommes ainsi arrivé au terme de notre travail ; si nous jetons un regard rétrospectif sur l'objet de notre étude, sur les phases diverses qu'a traversées la propriété foncière égyptienne à une époque aussi reculée, il semble que nous ayons à attirer l'attention sur trois points importants.

En premier lieu, la copropriété familiale, dont les liens étaient si resserrés, semble évoluer, pendant le cours de ces siècles, vers la propriété individuelle. La première atteinte qui ait été en effet portée à cette institution a consisté dans la possibilité de l'aliénation immobilière que nous avons vu complètement réalisée avec la rédaction des contrats par écrit. Les droits familiaux semblent avoir été ébranlés par cette liberté nouvelle : le patrimoine immobilier ne constitua plus une masse distincte seulement par le nom sous lequel elle était inscrite, et se perpétuant à travers les générations, il put passer facilement d'une famille à l'autre. Le chef de famille faisait ainsi courir de grands risques à ses copartageants, puisqu'en aliénant les immeubles il pouvait les priver de

leur part, les espèces sonnantes sont en effet plus faciles à dissiper que la richesse immobilière. Mais cette réforme même semble lui donner une liberté plus grande dans les actes de gestion, elle semble rendre plus effectif qu'auparavant son droit de propriété, puisqu'il peut disposer plus largement du patrimoine qu'il administre.

En outre, l'introduction d'un élément étranger dans la vallée du Nil paraît avoir pesé sur la copropriété familiale. Les Grecs, accoutumés à une propriété plus libre et connaissant le testament, apportèrent aux Égyptiens une conception de la propriété plus individualiste que celle qu'ils possédaient. Aussi remarque-t-on à l'époque lagide l'existence d'infractions à l'ancien principe successoral égyptien, puisque le chef de famille avantage parfois un de ses descendants dans un acte de partage, c'est la liberté de tester qui semble se glisser dans le droit égyptien et vouloir se concilier avec la succession *ab intestat* autochtone : or ce fait ne peut être dû qu'à l'influence de contact d'une nation étrangère. Ces diverses transformations nous indiquent clairement l'évolution de la propriété familiale vers la propriété individuelle.

En second lieu, le droit des individus, ou plutôt de la famille, sur la terre, qui consista à partir de Joseph en un droit de propriété démembré, semble changer avec le temps et évoluer vers le droit de propriété tel que le congruent les Romains. Ce démembrement de la propriété se manifesta d'abord par trois droits possédés à l'époque féodale par trois personnes différentes, l'une ayant la propriété éminente de la terre, la seconde un

droit de bénéfice, la troisième une simple emphytéose. A l'époque lagide, le droit de propriété se subdivise en deux parties : l'une, le domaine direct, appartenant au roi, l'autre, le domaine utile, aux détenteurs du sol qui voient leur droit sur la terre bien plus affermi qu'auparavant, puisque d'emphytéotique il est devenu une propriété utile. Leur situation vis-à-vis du roi d'Égypte ressemble à celle de ceux qui possédaient le sol italique vis-à-vis de l'État romain, c'est là un progrès, aussi estimons-nous que le droit des Égyptiens sur les terres semble s'acheminer vers le principe véritable du droit de propriété.

Il faut en même temps observer que cette atténuation apportée au droit de propriété immobilière en Égypte a été le résultat de certaines causes extérieures ou intérieures dues à des calamités ou à des bouleversements politiques, mais non aux attributs souverains que pouvait posséder le maître de la vallée du Nil, ou aux idées de service public, tel que travaux d'irrigation, que le roi pouvait invoquer.

Enfin les deux remarques précédentes nous conduisent à déduire une troisième non moins importante, c'est que la propriété immobilière, qui se trouvait primitivement en Égypte sous la forme de la grande propriété, semble évoluer vers la petite propriété. L'existence de cette dernière dans un pays est en effet subordonnée au partage égalitaire en matière successorale, à la liberté limitée de tester et à la possibilité pour tout possesseur d'immeuble de l'aliéner selon sa volonté. Or ces trois

principes qui jadis n'étaient pas acceptes par le droit égyptien semblent y être presque réunis à l'époque lagide. aussi estimons-nous que la grande propriété immobilière évolue vers la petite propriété.

Grâce à ces transformations, le droit de propriété en Égypte, si spécial avec son système de caste, s'est acheminé vers la conception plus générale et plus libre que le droit romain devait faire triompher dans tout le bassin de la Méditerranée. Et ainsi s'est facilement accomplie, après la conquête, l'assimilation de la législation égyptienne et de toute l'organisation du pays aux principes que Rome a fait accepter à l'ancien monde.

Montpellier, le 13 juin 1899.

Vu et approuvé : *Le Président de la Thèse.*
E. MEYNIAL,

Montpellier, le 13 juin 1899.

Vu : *Le Doyen.*
VIGIÉ

Vu et permis d'imprimer.
Montpellier, le 15 juin 1899.
Le Recteur.
ANT. BENOIST.

BIBLIOGRAPHIE

- Revillout (E.). — La propriété, ses démembrements. La possession, etc..., en droit égyptien.
- Revillout (E.). — L'état des personnes en droit égyptien.
- Revillout (E.). — Les obligations en droit égyptien.
- Morgan (de). — Recherches sur les origines de l'Égypte. (L'âge de la pierre et les métaux). (Ethnographie préhistorique et tombeau royal de Négadah), 1897.
- Rougé (E. de). — Recherches sur les monuments qu'on peut attribuer aux six premières dynasties de Manéthon.
- Rougé (E. de). — Mémoires sur une inscription historique de Piankhi Meiamoun.
- Champollion-Figeac. — L'Égypte ancienne.
- Bruhsch-Bey. — Histoire de l'Égypte.
- Maspero. — Histoire ancienne des peuples de l'Orient.
- Chabas. — Études sur l'antiquité historique.
- Engels (F.). — L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État, 1893.
- Kovalevsky. — Tableau des origines et des évolutions de la famille et de la propriété. Stockholm, 1890.
- Lumbroso (G.). — Économie politique de l'Égypte.
- Hérodote.
- Diodore de Sicile.

Divers papyrus du Louvre, de Londres, Berlin, etc...
Stèles et inscriptions.

Revue égyptologique.

Gazette archéologique.

Revue critique.

Quarterly Review.

Zeitschrift.

Bulletin de l'Institut égyptien.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
INTRODUCTION. — LA VALLÉE DU NIL. — LES ÉGYPTIENS. LEUR ORIGINE	
— LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE.....	9
TITRE PREMIER. — LA PÉRIODE ÉGYPTIENNE.....	27
CHAPITRE PREMIER. — <i>Les origines</i>	30
Le régime foncier de l'Égypte sous la XVIII ^e dynastie rapporté par les historiens grecs: la division tripartite des terres. — Comment s'établit ce régime? A-t-il existé depuis les temps les plus reculés par suite des droits qui semblent appartenir au pouvoir royal ou bien est-il la conséquence de quelque cause particulière?.....	30
CHAPITRE II. — <i>La période féodale</i>	70
§ I. — Le régime des castes.....	70
§ II. — Le droit de propriété foncière appartient-il à la caste ou à des unités personnifiées? — Les diverses catégories de pro- priété.....	77
§ III. — Organisation hiérarchique de la propriété. — Sorte de régime féodal. — La classe rurale.....	90
§ IV. — L'institution foncière et la famille: les bénéfices et les terres faisant l'objet de l'indivision gentilice. — L'hérédité et le droit d'ainesse.....	96
§ V. — De la propriété des maisons.....	103
§ VI. — De la prescription immobilière.....	105
§ VII. — La propriété et la puissance publique.....	106
CHAPITRE III. — <i>Les réformes de Bocchoris</i>	118
§ I. — L'Égypte de la XXI ^e à la XXVI ^e dynastie. — La décadence de la royauté: l'anarchie intérieure et les dangers extérieurs — La disparition de la caste guerrière et l'abaissement de la caste sacerdotale: conséquences au point de vue du régime foncier. — L'œuvre législative de Bocchoris.....	118
§ II. — Bocchoris et les contrats par écrit.....	127
§ III. — L'acte écrit et le transfert de la propriété foncière.....	133
§ IV. — Phases successives du transfert de la propriété immobi- lière: l'aliénation à titre onéreux.....	137

	PAGES
V. — Droits réels sur la terre.....	150
§ VI. — Organisation de la patrimonialité des terres.....	155
TITRE II. — LA PÉRIODE LAGIDE	184
§ I. — L'Égypte et la domination des Ptolémées.....	184
§ II. — Le régime foncier de l'Égypte sous les Lagides.....	189
§ III. — Les droits réels sur la terre. — Le domaine foncier royal privé	198
§ IV. — Le transfert des biens immobiliers.....	201
§ V. — De l'impôt foncier	212
§ VI. — De l'usucapion.....	216
§ VII. — Des sûretés réelles immobilières.....	217
CONCLUSION.....	228
BIBLIOGRAPHIE.....	229

